

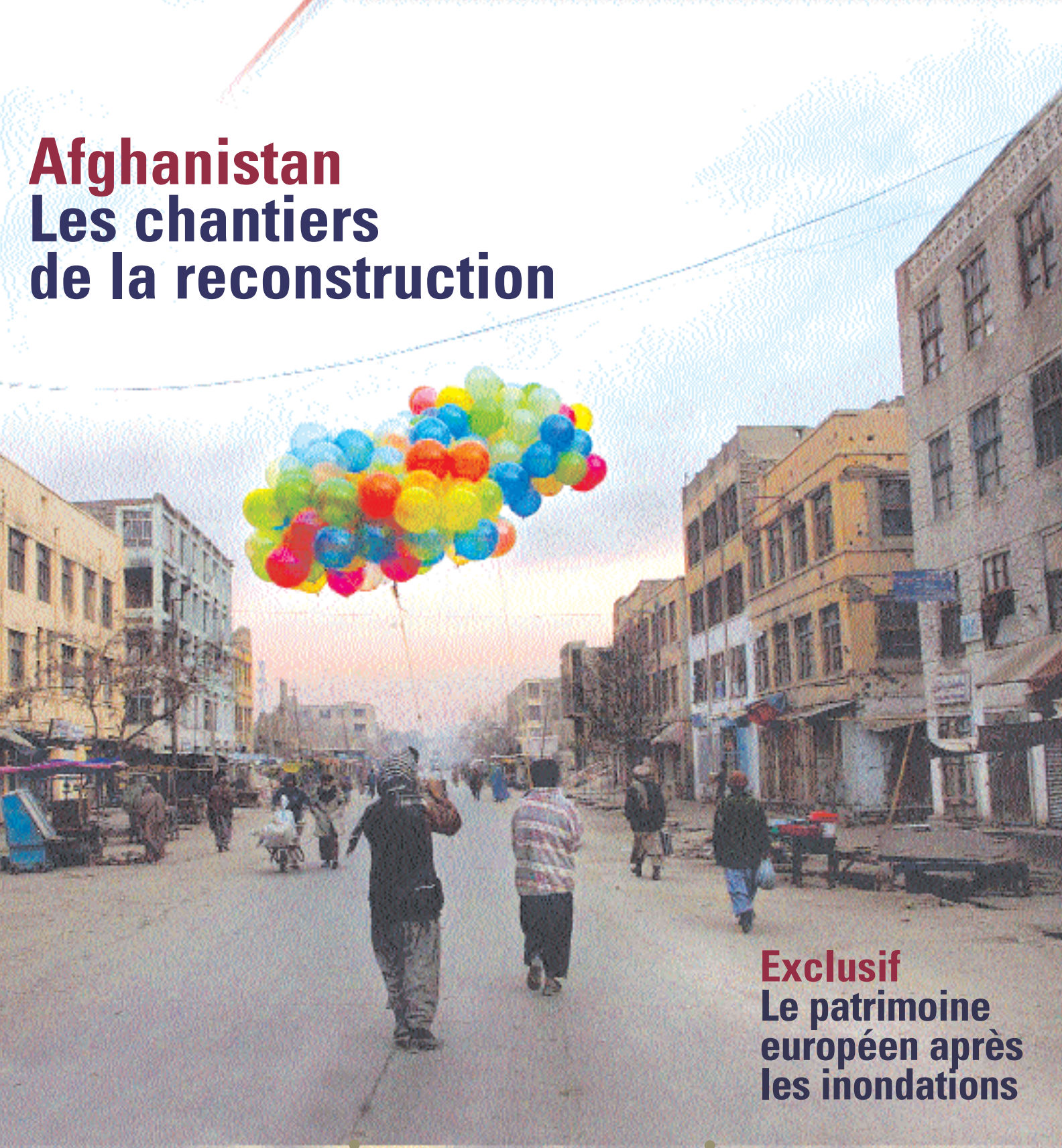


Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture

le nouveau Courrier

OCTOBRE 2002

Afghanistan Les chantiers de la reconstruction



Exclusif
Le patrimoine
européen après
les inondations

Joseph Stiglitz ou la
désillusion d'un Nobel

Le patrimoine mondial
fête ses trente ans

Gros plan sur la crise
des enseignants

Le monde en bref 5

Le sida en Afrique, la peine de mort en Turquie, la naissance de la Cour pénale internationale, Education pour tous...



Entretien 8
Joseph Stiglitz, un Nobel contre les « fanatiques du marché »

L'UNESCO en action

Culture 12

Le patrimoine mondial a trente ans

Trente ans après son entrée en vigueur, la Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO est incontestablement une belle réussite. Mais les défenseurs des sites et des monuments font toujours face à de graves menaces.

Science 18

Les caprices de l'eau qui dort

Des ressources en eaux insoupçonnées sont découvertes grâce au premier recensement mondial des nappes phréatiques. Mais leur exploitation demande de la prudence et de la diplomatie.

Éducation 22

La crise mondiale des enseignants

Partout dans le monde, le statut et les conditions de travail des enseignants se détériorent. Cette évolution entraîne une pénurie d'enseignants et menace les objectifs de Dakar sur l'Éducation pour tous.

Sciences sociales 26

Drogue : des sociétés sous influence

Un nouveau rapport de l'UNESCO analyse l'impact économique et social du trafic de drogues, qui connaît un essor sans précédent depuis vingt ans.

Communication 30

La paix par les médias

L'émergence de médias crédibles et indépendants joue un rôle clé dans la réconciliation nationale et la reconstruction de pays dévastés par la guerre. L'UNESCO les aide à naître.

L'UNESCO en bref 34

Les droits humains à l'université, des livres made in Cambodia, un label « réserve de biosphère » en Suisse, SESAME, une ouverture au Moyen-Orient, un prix pour le DG, sept millions de dollars pour le patrimoine afghan, une école pas comme les autres, sept cent trente sites du patrimoine mondial, sauvetage au Timor oriental, alphabétisation : les progrès sont lents, le goût de la science, surfez sur les océans, mobilisation pour sauver le patrimoine immatériel



Grand-angle 38

Afghanistan : les chantiers de la reconstruction

La paix incertaine 41

Le minaret de Djam en péril 43

Un périple afghan 45

Sur les routes de la soie 46

Bamiyan : un crime contre la culture 48

Au carrefour des civilisations 50

Le musée de Kaboul se relève 51

Les iconoclastes sur la touche 53

Des jardins qui refleurissent 55

Retour à l'école 58

L'espoir des femmes 60

La renaissance de la presse 62



Archives 64

Les débuts de l'UNESCO en Afghanistan.

Partenaires 66

De jeunes étoiles sont nées au festival de cinéma CIAK.

Les forces américaines à Bamiyan prêtent main forte à une radio de femmes.

L'Université de Columbia sur le front du développement durable.

Alicia Alonso, Sayon Camara et Michel Schumacher, porte-parole de l'UNESCO.

Les jeunes, ensemble contre le sida.

La Fondation des Nations unies au secours de la biodiversité.

Zoom 70

Dégâts des eaux : un reportage photo exclusif sur les dommages culturels provoqués en Europe par les terribles inondations d'août dernier.

Galerie 76

Un jardin d'harmonie.

Vient de paraître 78

Les derniers titres, CD-Rom et vidéos parus aux Editions UNESCO.

Bloc-notes 82



3



Octobre 2002

Couverture :

© Andrew Testa/Panos Pictures, Londres



4

le nouveau Courrier est publié par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France
Tél. : 01.45.68.46.85 / Fax : 01.45.68.56.52
Courrier électronique: unesco.courier@unesco.org
Internet: <http://www.unesco.org/courrier>

Direction de la publication et

rédaction en chef: Michel Barton

Rédaction en chef adjointe:

Sophie Boukhari, Sue Williams,

Rédaction : Roni Amelan, Jens Boel, Peter Coles, Pierre Gaillard, Serafin Garcia Ibanez, Lucia Iglesias-Kuntz, Cristina L'Homme, Asbel Lopez, Bassam Mansour, Amy Otchet, Monique Perrot-Lanaud, Marie Renault, Liliana Sampedro, Vladimir Sergueev, Jasmina Sopova

Assistants de la rédaction: Gisèle Traiano,

Isabelle Le Fournis

Recherche et documentation: José Banaag

Iconographie: Ariane Bailey, Niamh Burke

Éditions hors Siège: Michiko Tanaka

Direction artistique: Jean-Francis Cheriez,

Ewa Maruszewska

Production: Éric Frogé, Gérard Prosper

Photogravure: Annick Coueffé

Diffusion: Michel Ravassard

Impression: Imprimerie Corlet, Condé-sur-Noireau, France

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention « Reproduit du *nouveau Courrier* de l'UNESCO », en précisant la date du numéro. Trois justificatifs devront être envoyés à la direction du *Courrier*. Les photos non copyright seront fournies aux publications qui en feront la demande. Les manuscrits non sollicités par la rédaction ne seront renvoyés que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse international.

le nouveau Courrier de l'UNESCO, destiné à l'information, n'est pas un document officiel de l'organisation. Les articles expriment l'opinion de leurs auteurs et pas nécessairement celle de l'UNESCO. Les frontières sur les cartes n'impliquent pas reconnaissance officielle par l'UNESCO ou les Nations unies, de même que les dénominations de pays ou de territoires mentionnés.

ISSN 0304-3118



Un an et un jour après le 11 septembre 2001, le président George W. Bush a annoncé devant l'Assemblée générale de l'ONU que les Etats-Unis reviendraient à l'UNESCO, après 18 ans d'absence. Membre fondateur de l'UNESCO en 1945, les Etats-Unis ont contribué activement à définir son mandat : la promotion des droits de l'homme, de la libre circulation des idées et de l'information, de la coopération scientifique et culturelle et de l'accès à l'éducation pour tous. Ces missions demeurent aussi pertinentes qu'il y a un demi-siècle. Mais aucune n'apparaît plus urgente aujourd'hui que celle de promouvoir auprès des Etats – mais aussi des universitaires, des communautés scientifiques, des institutions culturelles, des écoles, des entreprises et des citoyens ordinaires – l'établissement d'un dialogue véritable et permanent entre les cultures.

Quelques semaines après le 11 septembre 2001, la Conférence générale de l'UNESCO – la première grande réunion internationale au niveau ministériel depuis ce jour terrible – adoptait, à l'unanimité, une Déclaration universelle sur la diversité culturelle¹. Soulignant le lien essentiel entre développement durable et diversité culturelle, « pour le genre humain, aussi nécessaire qu'est la biodiversité dans l'ordre du vivant », la Déclaration affirme que « le respect de la diversité des cultures, la tolérance, le dialogue et la coopération, dans un climat de confiance et de compréhension mutuelles, sont un des meilleurs gages de la paix et de la sécurité internationales ». En adoptant ce texte, les 188 membres de l'UNESCO rejetaient à la fois la théorie du clash des civilisations et toutes les formes de fondamentalisme.

En Afghanistan, pays auquel nous consacrons le dossier de ce premier numéro du *nouveau Courrier*, la guerre et le culte de l'ignorance, de la ségrégation et de la violence ont semé la ruine et le désespoir. Un énorme travail de reconstruction s'impose qui suffirait à justifier toutes les démarches d'assistance et de solidarité. Mais il y a davantage. L'Afghanistan fut autrefois, et pendant des siècles, le foyer d'extraordinaires métissages culturels, peut-être sans équivalent dans l'histoire. Et les rares vestiges restés debout illustrent, de façon poignante, le concept de patrimoine commun de l'humanité.

Michel Barton

1. <http://www.unesco.org/culture>

Famine et sida : le cercle infernal

La famine qui a frappé l'Afrique en 2002 est la plus grave depuis dix ans. Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), elle aura touché 14,4 millions de personnes d'ici mars 2003.

Pour éviter une catastrophe humanitaire, le PAM a lancé, début juillet 2002, un appel à l'aide alimentaire d'urgence pour les six pays d'Afrique australe les plus exposés : le Lesotho, le Malawi, le

Mozambique, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe. L'opération vise les familles les plus vulnérables, notamment celles touchées par le sida.

Etroitement liés, la famine et le sida « rendent la situation dans certains pays pratiquement ingérable », selon Victor Angelo, représentant de l'ONU au Zimbabwe, qui prévoit une hausse de la mortalité due au sida en raison du manque de

nourriture.

Par ailleurs, la pandémie menace la sécurité alimentaire. Selon l'ONUSIDA, les ménages touchés consacrent deux fois moins de temps aux travaux agricoles que les autres. Au Burkina Faso et en Ethiopie, la maladie a chassé des champs environ 20% des familles. En Tanzanie, la consommation alimentaire a chuté de 15%



© Dieter Telemans/Panos Pictures, Londres

suite aux décès d'adultes qui nourrissaient leurs proches. En Zambie, le revenu mensuel des ménages a perdu 80% et au Malawi, des milliers de foyers sont gérés par des orphelins du sida.

L'affaire de l'obélisque

Après avoir, dans la nuit du 27 au 28 mai 2002, frappé l'obélisque d'Axoum qui trône devant le siège de la FAO à Rome, la foudre s'est abattue sur le gouvernement italien. Elle ne venait pas du ciel cette fois, mais du gouvernement éthiopien, qui rend l'Italie responsable des dégâts subis par l'obélisque, dont le sommet à été sérieusement endommagé. Addis Abeba réclame qu'on lui rende le monument et a saisi l'Organisation de l'unité africaine début juillet.

Le conflit ne date pas d'hier. En 1937, cette stèle de style yéménite, haute de quelque 24 mètres et vieille de 1 700 ans, avait été volée par les armées de Mussolini à Axoum, l'antique royaume de la

reine de Saba, inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1980. Dix ans plus tard, l'Italie et les Nations unies avaient signé un accord en vue de sa restitution. Mais depuis 1947, malgré les réclamations de l'Ethiopie, cette opération, coûteuse et techniquement délicate, n'a pas été possible. Les dégâts occasionnés par les violents orages de mai ont relancé la polémique.



© Gregorio Borgia/AP/Sipa, Paris

Plus de Noirs américains en prison qu'à la fac



© AP/Sipa, Paris

Aux Etats-Unis, le nombre de Noirs en prison a quintuplé depuis 20 ans, à tel point qu'ils sont aujourd'hui plus nombreux derrière des barreaux que dans les établissements d'enseignement supérieur.

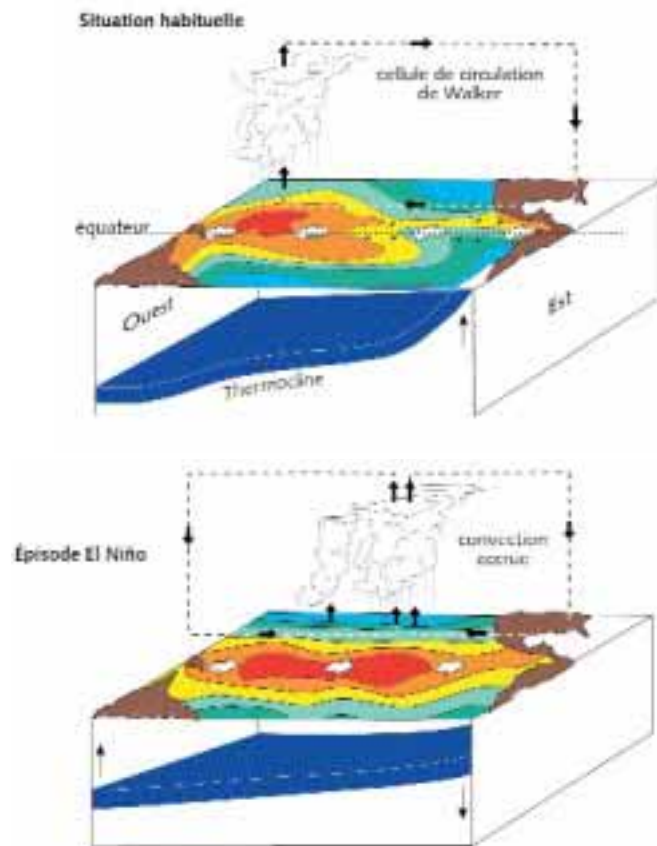
Selon une récente étude menée par l'Institut de police et de justice, un

organisme de recherche et d'action basé à Washington, il y avait 791 600 Noirs en prison en 2000, contre 603 032 dans les universités. Un recul considérable par rapport à 1980 : selon l'institut, ils étaient alors 143 000 en prison et 463 700 dans les établissements d'enseignement supérieur.

Hilary O. Sheldon, de l'Association pour l'avancement des gens de couleur, a déclaré au *New York Times* fin août 2002 : « Il est bien triste de constater que dans notre pays, il est plus facile pour les gouvernements d'investir les précieux dollars du secteur public dans l'incarcération des Africains-Américains que dans l'enseignement supérieur ».



La faute à El Niño ?



C'est confirmé, El Niño, ce réchauffement cyclique de l'océan Pacifique, est de retour, même si le phénomène est moins accentué qu'en 1997-98. Il avait alors provoqué de violents dérèglements du climat mondial et des dégâts pour un coût estimé entre 32 et 96 milliards de dollars.

Cette année, les mois de juillet et août ont produit un lot record de catastrophes naturelles. Le sud de la Chine, le Népal et l'Asie du Sud-Est ont fait les frais de pluies diluviennes et de coulées de boue. Au Bangladesh, un demi-million de personnes ont subi de graves inondations tandis qu'une violente mousson

s'est abattue sur plus de 1 000 villages en Assam, dans le nord-est de l'Inde, chassant 700 000 personnes de chez elles.

De l'autre côté du pays, au Rajasthan et au Penjab, la mousson a au contraire fait défaut pour la quatrième année consécutive – peut-être à cause de la couche de smog de trois kilomètres d'épaisseur qui pèse sur la plus grande partie de l'Asie du Sud.

Trop d'humidité d'un côté, pas assez de l'autre : la sécheresse frappe le Mozambique tandis que le manque d'eau dans le centre et l'est de l'Australie a coûté quelque 1,6 milliard de dollars à l'économie du pays. De

Naissance de la Cour pénale internationale

Le 1^{er} juillet 2002 est entrée en vigueur la Cour Pénale internationale (CPI), après cinquante ans de gestation.

Elle est la première cour permanente chargée d'enquêter sur, et de juger, les individus accusés de violations massives du droit international humanitaire et des droits humains : génocides, crimes de guerre, crimes contre l'humanité et, une fois définis, crimes d'agression.

La CPI est un organe complémentaire des juridictions nationales. Elle n'exercera sa compétence que lorsque les Etats ne pourront pas ou ne voudront pas

poursuivre eux-mêmes les responsables des crimes concernés. Cette complémentarité devrait inciter les Etats à moderniser leur système judiciaire, à renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire et à encourager la coopération policière et judiciaire.

Avec la création de la CPI, pour la première fois, les violences et crimes sexuels (viols, grossesses forcées, esclavage sexuel...), ainsi que la persécution basée sur le sexe, sont reconnus comme des crimes de guerre.

La première Assemblée des Etats parties s'est réunie en septembre 2002.



l'autre côté de la planète, en Amérique du Nord, de nombreux incendies de forêt ont été signalés.

L'Europe n'a pas été épargnée : des pluies torrentielles, sans précédent depuis

deux cents ans, ont fait sortir des rivières de leurs lits et plongé les centres historiques de Dresde et de Prague sous les eaux (voir notre reportage photo, pages 70 à 75).



© AP/Sipa, Paris

Éducation : le coup d'accélérateur de la BM

Vingt-trois pays d'Afrique subsaharienne, d'Asie du Sud et de l'Est, d'Europe de l'Est, d'Amérique latine et du Moyen-Orient sont les premiers bénéficiaires de la « mise en œuvre accélérée » du programme Education pour tous (EPT) lancée par la Banque mondiale. Dix-huit de ces pays vont obtenir des financements supplémentaires pour renforcer leur système éducatif en vue de proposer une instruction primaire de qualité à tous les enfants, filles et garçons, d'ici 2015.

Les cinq autres pays (Bangladesh, Inde, Nigeria, Pakistan, République démocratique du Congo) abritent environ 50 des 113 millions d'enfants qui ne sont pas scolarisés. Ils bénéficieront d'une

assistance spéciale de façon à produire des données et des orientations qui leur donneront accès à de nouvelles aides sous forme de dons.

Ces 23 Etats figurent parmi les 88 pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, qui ne réussiront pas à atteindre l'objectif de l'EPT d'ici 2015.

Lors de leur réunion au Canada, en juin 2002, les pays du G-8 ont promis d'accroître l'aide au développement destinée au secteur éducatif de manière significative pour les pays qui s'engagent à garantir l'éducation primaire universelle et qui sortent d'un conflit.

<http://www1.worldbank.org/education/>

La peine de mort abolie en Turquie

Le 3 août 2002, le parlement turc a voté l'abolition de la peine de mort (sauf en temps de guerre) afin de satisfaire à l'une des principales conditions requises pour l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

Parmi les autres lois votées dans ce même but figure l'octroi de droits culturels à la population kurde du pays (qui représente

12 des 60 millions de citoyens turcs). « Cette décision courageuse montre que l'Union européenne a raison d'être ferme en ce qui concerne les droits humains et la protection des minorités. Notre position commence à payer », a déclaré Günter Verheugen, commissaire à l'élargissement de l'institution européenne. En mars 2002,

124 personnes encourageaient une exécution capitale en Turquie, et 1 467 autres étaient menacées dans des affaires en cours, selon une enquête menée par l'ONG Ensemble contre la peine de mort.

Au sein du Conseil de l'Europe, la Russie et l'Arménie sont les seuls pays qui n'ont pas encore aboli la peine de mort.



7

L'Afrique, à micros ouverts

« Parole aux communautés locales » : tel est l'intitulé du dernier projet de l'association l'Echo des Ondes Libres (EOL), qui compte parmi ses membres plus de 60 radios de

proximité, dans une trentaine de pays africains. Lancé en septembre 2002, il a pour objectif la publication d'un guide, qui devrait faciliter l'apparition de nouvelles radios communautaires en

Afrique francophone, et la création d'un réseau de diffusion.

En échange d'un récepteur satellite, les 23 radios impliquées dans le projet s'engagent à fournir chaque mois une partie de leurs programmes sur la santé, l'éducation ou l'agriculture, qui seront rediffusés sur l'ensemble du continent, par l'intermédiaire du Canal éducatif francophone de l'Agence intergouvernementale de la francophonie.

Contact : Matthias Balagny,
33 (0)6 79 44 78 85,
www.ondeslibres.com

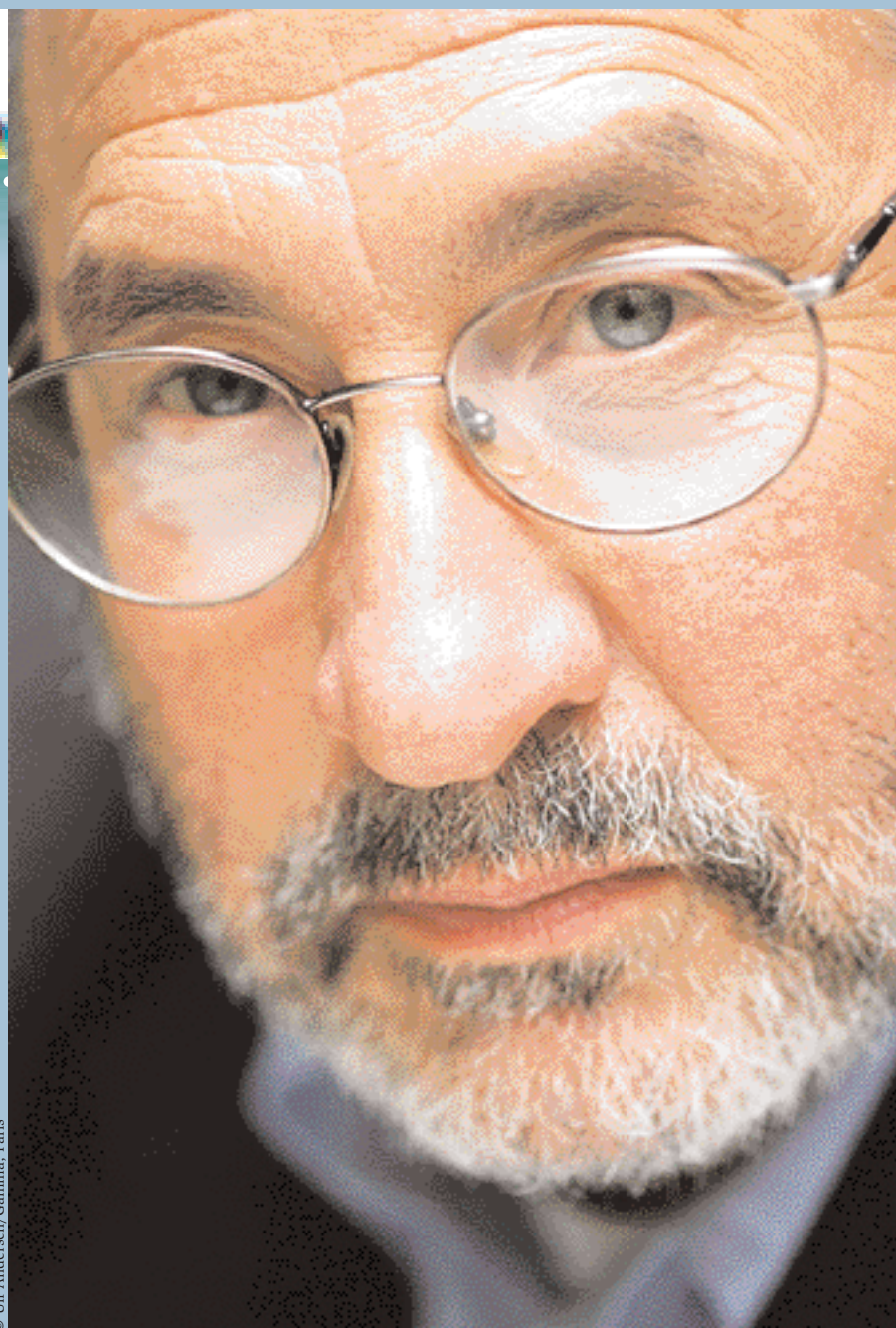


© L'Echo des Ondes Libres

Joseph Stiglitz

« Réformons les institutions économiques internationales »

Les « anti-globalisation » en ont fait leur héros, les partisans du tout-marché leur bête noire : « Joe » Stiglitz trouve le monde « injuste » et voudrait le changer. Interview avec le Nobel d'économie le plus controversé de sa génération.



© Ulf Andersen/Gamma, Paris

Dans votre ouvrage *La Grande Désillusion*, vous affirmez que la mondialisation ne marche pas.

Pourquoi ?

➤ Parce qu'elle ne profite pas à tout le monde, même si elle profite à certains, voire à beaucoup de monde dans certains pays. Grâce à la mondialisation, la Chine et plusieurs pays d'Asie ont accru leurs exportations. Mais ailleurs, notamment en Amérique latine, les réformes des années 90 ont engendré de l'instabilité économique. Souvent, la croissance est restée très limitée et ses bénéfices ont profité aux riches de manière disproportionnée.

La crise des marchés financiers qui touche les pays riches est-elle liée aux dysfonctionnements de la mondialisation ?

➤ Oui et non. Le problème, ce n'est pas la mondialisation mais les institutions économiques internationales, notamment le FMI, qui ont imposé un certain nombre d'idées: le fanatisme du marché, une certaine vision du capitalisme à l'américaine, vu comme le meilleur, voire le seul, système économique universel. Mais les scandales récents,

Quelques extraits de *La Grande Désillusion*¹

« Quand je suis passé à l'international, j'ai découvert que la prise de décision [...] était fondée sur un curieux mélange d'idéologie et de mauvaise économie, un dogme qui parfois dissimulait à peine des intérêts privés. »

« Peu de gens aujourd'hui défendent cette grande hypocrisie : on prétend aider les pays en développement alors qu'on les force à ouvrir leurs marchés aux produits des pays industriels avancés, qui eux-mêmes continuent à protéger leurs propres

marchés. Ces politiques sont de nature à rendre les riches encore plus riches et les pauvres encore plus pauvres – et plus furieux. »

« Le FMI a cessé de servir les intérêts de l'économie mondiale pour servir ceux de la finance mondiale. »

« La mentalité colonialiste est restée – la certitude de savoir mieux que les pays en développement ce qui est bon pour eux. »

« Aujourd'hui, la mondialisation, ça ne marche pas. Ça ne marche pas pour

les pauvres du monde. Ça ne marche pas pour l'environnement. Ça ne marche pas pour la stabilité de l'économie mondiale. »

1. Paru en français chez Fayard en avril 2002, avant l'édition originale en anglais, sortie chez W.W. Norton en juin 2002 sous le titre *Globalization and Its Discontents*. Le livre a également été traduit en allemand, espagnol, italien et portugais.

des idées et des politiques. L'idéologie des « fanatiques du marché » est une force très importante, de même que les contributions des milieux financiers aux campagnes électorales des leaders politiques. Le problème, c'est que le processus de décision est anti-démocratique : il n'est pas transparent, et les voix de certains groupes ou de certains pays comptent plus que d'autres.

Quel est l'impact de la mondialisation sur l'éducation, la culture et le partage du savoir ?

➤ Les nouvelles technologies ont permis à certains groupes locaux de s'affirmer, et favorisent ainsi la diversité culturelle. Malheureusement, souvent, la mondialisation a été trop rapide et mal gérée ; elle a rompu l'équilibre des cultures existantes. Dans des sociétés dotées de systèmes traditionnels de solidarité, les institutions internationales ont parfois

débarqué avec leurs programmes d'assistance tout faits, laminant les structures locales.

Dans votre ouvrage, vous mettez l'accent sur l'impact considérable des politiques éducatives sur le développement.

➤ Ici, il faut nettement distinguer les positions de la Banque mondiale et celles du FMI. La Banque mondiale soutient des projets éducatifs dans de nombreux pays. J'ai pu observer des réussites, par exemple en Colombie, où des programmes scolaires ont été élaborés pour que les enfants de travailleurs migrants bénéficient d'une continuité éducative. En Ethiopie, la Banque a appuyé la refonte des programmes afin qu'ils soient plus en phase avec le pays réel. Mais les mesures d'austérité du FMI sapent souvent ces efforts, si bien qu'on peut se demander si elles ne sont pas austères à l'excès. En

Ethiopie, je peux affirmer que c'était le cas. Les dépenses éducatives sont un investissement crucial pour l'avenir d'un pays. Elles devraient être prioritaires, même s'il faut examiner soigneusement comment l'argent est dépensé.

Que pensez-vous de la tendance croissante à la privatisation des services éducatifs ?

➤ L'expérience montre qu'elle a un impact globalement négatif. Aux Etats-Unis, elle accentue en général la ségrégation, non pas raciale mais sociale. Il est fréquent que les écoles privées affichent de meilleurs résultats mais c'est parce que leurs élèves viennent de milieux favorisés, bénéficient d'une meilleure éducation à la maison, etc.

On dit que les technologies de l'information réduisent le fossé entre riches et pauvres. Etes-vous d'accord ?

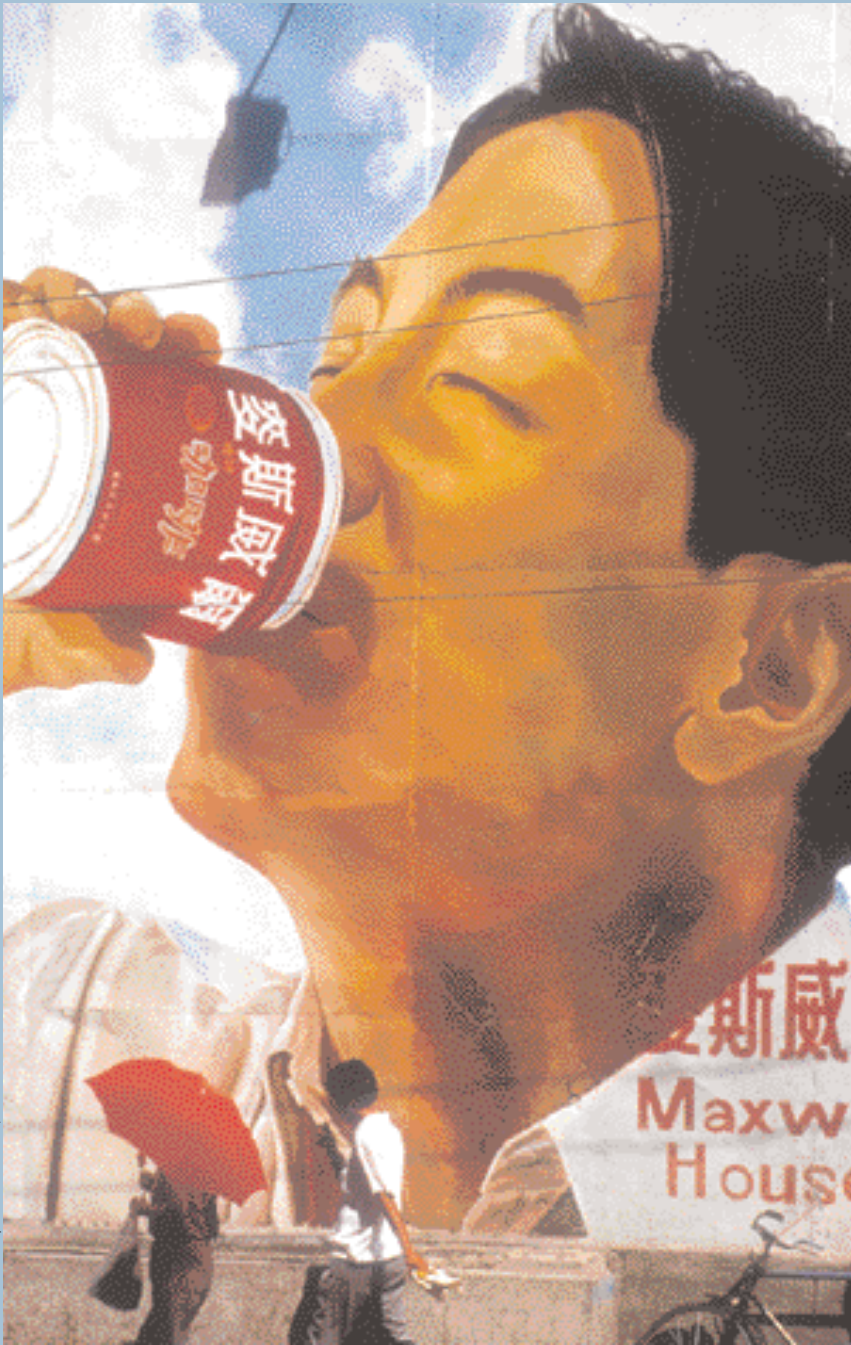
➤ C'est vrai lorsque les pauvres sont assez riches pour y avoir accès. Dans des pays comme la Chine, Internet contribue sûrement à réduire le fossé avec le Nord. Mais en Afrique, où l'accès aux nouvelles technologies est quasi inexistant, le fossé continue à se creuser.

En matière de propriété intellectuelle, les pays pauvres ont-ils intérêt à élaborer leurs propres lois ou à laisser se développer le piratage des produits occidentaux ?

➤ Il faut qu'ils aient leurs propres cadres législatifs pour se protéger de la biopiraterie. Aujourd'hui, le jeu est inégal. Les pays en développement n'ont pas les moyens de se battre contre les avocats américains très cher payés par les compagnies occidentales qui pillent leurs ressources. Après le dernier round de négociations commerciales, à Doha fin 2001, ces pays doivent s'unir pour



16



Affiche publicitaire pour une multinationale du café, en Chine.

© Chris Stowers/Panos Pictures, Londres

dire « nous devons revoir le régime de la propriété intellectuelle ».

Vous êtes convaincu que la mondialisation pourrait être une bonne chose pour les pauvres. A quelles conditions ?

➤ Il faut qu'il y ait une reconnaissance, dans les pays du Nord, de la nature des inégalités et des problèmes mondiaux. Je pense que dans ces pays, la plupart des gens sont attachés aux principes d'équité et de justice ; s'ils prenaient

conscience de ces choses, ils pousseraient leurs gouvernements à agir. Voyez le mouvement Jubilee 2000 pour l'annulation de la dette des plus pauvres. Mais il faut également réformer les institutions économiques internationales.

Comment ?

➤ Je modifierais le système des votes. Comme les Etats-Unis sont le seul pays à disposer d'un droit de veto au sein du FMI, celui-ci reflète forcément leurs intérêts. Et comme ils

sont représentés par le Trésor américain, ce sont les intérêts des milieux financiers qui priment. Je changerais aussi le système de représentation. Si le FMI ne s'occupait que de questions techniques comme les assurances, on ne trouverait rien à y redire. Mais ses politiques touchent aussi à l'éducation, à la santé, etc. Or, les populations affectées n'ont aucune voix au chapitre, absolument aucune.

Que feriez-vous en Argentine aujourd'hui ?

➤ Je cesserais de courir après toujours plus de financements extérieurs, ce qui ne sert qu'à entretenir le système de la dette et à payer les créanciers étrangers. Je me demanderais plutôt : « que faire à l'intérieur du pays ? comment mieux gérer les ressources humaines, qui sont sous-utilisées ? ». L'enjeu, c'est de créer un marché, une demande, et de renflouer les entreprises. J'essaierais, par exemple, d'obtenir un arrangement temporaire avec mes partenaires commerciaux pour qu'ils achètent davantage de mes produits à l'exportation, ce qui ferait rentrer de l'argent frais dans les caisses des entreprises. L'essentiel, c'est de faire redémarrer la machine.

*Propos recueillis par
Sophie Boukhari*



Le patrimoine mondial

Le succès du patrimoine mondial n'est plus à démontrer ; mais il reste à le rendre plus représentatif de la diversité culturelle mondiale et à renforcer la protection des sites.



12

© Jeremy Horner/Panos Pictures, Londres



Conférence anniversaire

Il y aura du monde autour du gâteau d'anniversaire : du 14 au 16 novembre 2002, quelque 600 experts du patrimoine, artistes, hommes d'affaires et personnalités politiques se réuniront à Venise, en Italie, pour souffler les 30 bougies de la Convention sur le patrimoine mondial, culturel et naturel. Au cours de ce congrès international, intitulé « Héritage partagé, responsabilité commune », les participants débattront

- de différentes questions clés : comment renforcer la portée de la convention ? de quelle façon associer les ONG et le secteur privé à la gestion durable des biens culturels ? quel est l'avenir du patrimoine mondial ?.
- Juste avant ce congrès, les 11 et 12 novembre, d'autres villes italiennes accueilleront une série de colloques-ateliers sur différents thèmes, dont les conclusions seront présentées à Venise.

Ci-dessus : depuis deux mille ans, les rizières Ifugao épousent les courbes des montagnes, aux Philippines. Elles sont inscrites sur la Liste du patrimoine mondial depuis 1995 et sur la liste « en péril » depuis 2001.

En haut à droite : vestiges des palais d'Abomey, édifiés au Bénin entre le XVII^e et le XIX^e siècles, inscrits en 1985 simultanément sur les deux listes.

a trente ans



© UNESCO/B. Mondichao

Lorsque le 16 novembre 1972, la Conférence générale de l'UNESCO adopte la Convention du patrimoine mondial, culturel et naturel, l'événement ne fait guère de bruit. Si le monde s'intéresse à l'UNESCO cette année-là, c'est bien davantage pour le sauvetage spectaculaire des temples de Philae, en Egypte. Pourtant, trente ans plus tard, la convention est devenue l'une des principales victoires de l'organisation : 175 Etats s'y sont ralliés, 125 sont entrés sur la Liste du patrimoine mondial, qui compte 730 sites « de valeur universelle exceptionnelle ». Quant aux touristes, ils se ruent sur ces destinations vedettes.

« C'est incontestablement un succès », estime Léon Pressouyre, conseiller de l'UNESCO pour la culture. Cet expert français, qui suit la question depuis 25 ans, se félicite de « l'évolution importante de la philosophie de la convention, qui, à l'origine, se bornait à

reprendre la vieille idée de “merveilles du monde” ». Ainsi, on a longtemps privilégié une vision « monumentaliste » des sites, conforme aux canons de l'esthétique occidentale.

D'où la sur-représentation, sur la Liste, des centres historiques et des édifices religieux, surtout chrétiens. Mais grâce à la révision des critères d'inscription en 1994, de nouveaux types de biens, plus en phase avec les cultures du Sud, ont été reconnus. Il s'agit notamment de paysages culturels et de lieux sacrés non bâtis, comme les rizières en terrasses des Philippines ou les volcans sacrés maoris de Nouvelle-Zélande.

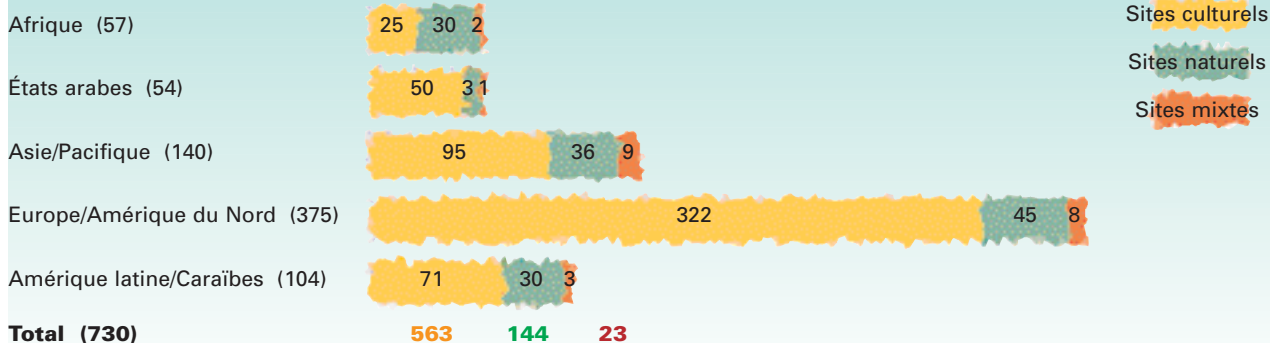
Malgré ces ajustements, l'Afrique, l'Océanie et, dans une moindre mesure, l'Asie et les Caraïbes, restent les parents pauvres du patrimoine mondial (voir tableau). Et 50 des 175 Etats parties à la convention n'ont toujours pas de biens sur la Liste. De plus, le patrimoine qui n'est pas « culturellement correct » est parfois ignoré : des sites de minorités marginalisées ou des monuments témoignant de temps jugés peu glorieux, comme le Krack des chevaliers (construit par les croisés) en Syrie, ne sont pas reconnus comme ils devraient l'être, explique Léon Pressouyre.

« La Liste actuelle n'est pas encore représentative du patrimoine de l'humanité », résume Léon Pressouyre, qui estime que la convention de 1972 accroît le fossé entre le Nord et le Sud. « Ce problème est très difficile à



13

Répartition régionale des 730 sites du patrimoine mondial



régler, explique Francesco Bandarin, le directeur du Centre du patrimoine mondial, car il n'y a pas d'autorégulation. » Etant donné le prestige et les retombées touristiques en jeu, les Etats se battent pour avoir le plus de sites possible, d'où l'inflation du nombre de biens inscrits depuis une dizaine d'années. Mais la lutte est inégale car les pays pauvres manquent de moyens, aussi bien pour monter les dossiers de candidature que pour assurer la conservation de leurs biens. Pour limiter l'avancée des champions du patrimoine, comme l'Espagne (37 sites inscrits), l'Italie (36) ou la Chine (28), le Comité du patrimoine mondial, l'organe inter-étatique qui se réunit annuellement pour enrichir la Liste, a décidé qu'il ne classerait plus qu'un site par pays et par an à partir de 2003.



14

MANQUE DE MOYENS ET DE SANCTIONS

Le problème du manque de moyens se pose aussi lorsqu'il s'agit de protéger des sites menacés, par la guerre, les catastrophes naturelles, la ruine, la pollution, l'urbanisation, le pillage, le tourisme, etc. Avec ses quatre millions de dollars par an et ses cinq millions de ressources extrabudgétaires, le Centre ne peut pas faire face à tous les problèmes. D'où les récentes initiatives afin de mobiliser des

La querelle du Caire

Mais que fait l'UNESCO ? Les amoureux du « Caire islamique », un site inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1979, sont inquiets. Selon les plus critiques, les autorités mènent une campagne de restauration « désastreuse » dans ce quartier truffé de quelque 600 monuments historiques. Une première phase de travaux a été lancée il y a près de trois ans. Dotée d'un budget de 19 millions de dollars, elle concerne 47 monuments sur les 157 visés, au total, par la campagne.

« **Il faut arrêter** le massacre, tempête l'Egyptien Saïd Zulficar, secrétaire général de l'ONG Patrimoine sans frontières et ancien de l'UNESCO. En fait de restauration, le ministère de la Culture paye des entreprises de BTP qui n'y connaissent rien pour rénover des monuments de plus de mille ans d'âge, comme si c'était de vulgaires appartements insalubres. »

La polémique bat son plein dans

la presse depuis qu'une trentaine de spécialistes de l'art islamique ont envoyé une pétition à Suzanne Moubarak, l'épouse du chef de l'Etat, le 8 juin 2001. Ils protestaient contre les violations des normes internationales en matière de conservation du patrimoine mondial et contre l'emploi de matériaux inadaptés, comme le ciment. Les critiques dénoncent aussi l'intention des autorités d'expulser tous les petits métiers du quartier pour en faire une sorte de musée à ciel ouvert, à visée touristique.

Furieux, les responsables égyptiens rétorquent qu'ils s'emploient à sauver de la ruine un site très dégradé, notamment suite au tremblement de terre de 1992. Mandaté par l'UNESCO en août 2001, un expert a reconnu ces efforts considérables, tout en soulignant dans son rapport la médiocrité du travail sur certains chantiers.

Pour calmer le jeu, l'UNESCO et l'Egypte ont réuni un symposium

Touristes à l'assaut du Bayon, sur le site d'Angkor, au Cambodge.

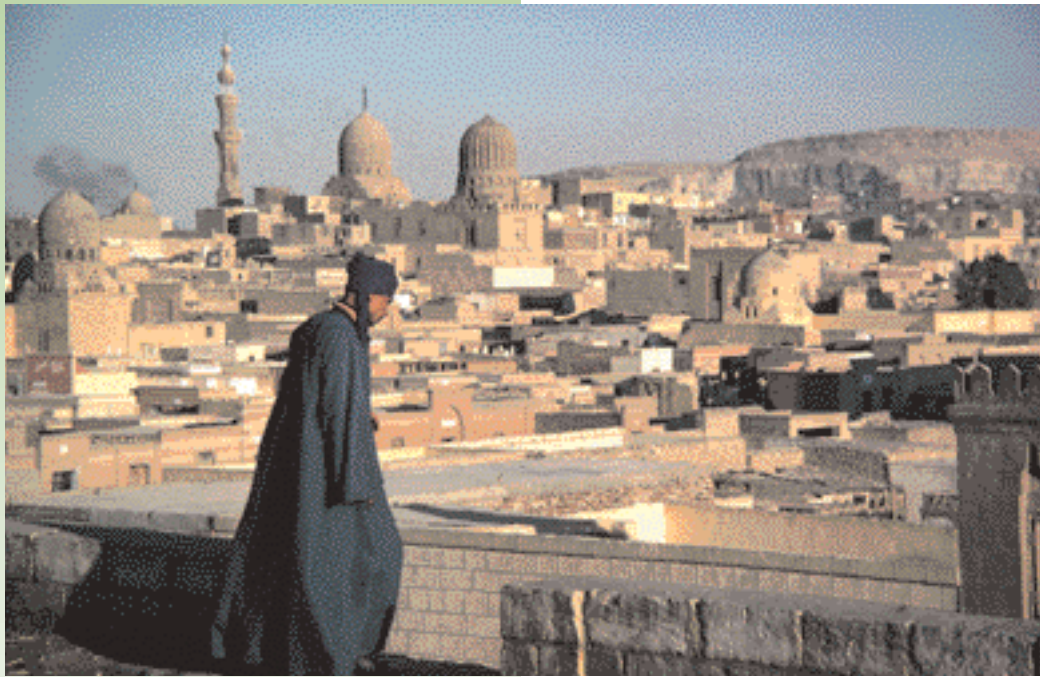


© UNESCO/Tang Chhin Sothy

islamique

international en février 2002. Dans leurs conclusions, les participants ont recommandé d'améliorer la qualité des interventions et de renforcer la coordination entre les acteurs impliqués. Ils ont souhaité que des professionnels de la restauration soient formés et que des consultations périodiques soient organisées entre spécialistes locaux et internationaux.

Ces recommandations ont été jugées trop sévères par certains et pas assez par d'autres. Mais en dernier ressort, c'est aux autorités égyptiennes de décider de leur mise en œuvre. Quant à l'UNESCO, elle ne peut que rendre compte de la situation et proposer son aide. Elle pourrait fournir à



© UNESCO/M. Spier Donati

l'Égypte un manuel de conservation, comportant une méthodologie de travail adaptée au Caire islamique. Pendant les travaux, les discussions continuent.

S. B.

Vue générale du Caire islamique avec, dans le fond, la mosquée Ibn Touloun (XI^e siècle), dont la restauration récente est contestée.



15

Cambodge : une manne qui coûte cher

Un krama rouge et blanc noué autour des reins, Krack Chi arbore un drôle de tatouage, qui lui barre le torse. « Ce sont les temples d'Angkor, affirme-t-il, des dessins magiques ». A 51 ans, le chef de Sra Srong Nord, un village situé non loin des monuments les plus visités du site, explique que le tatouage l'a protégé des Khmers rouges et des balles.

Aujourd'hui, il continue à lui porter chance : la vie des 144 familles de son village « a un peu changé

avec le tourisme », qui se développe à vive allure depuis l'inscription du site sur la Liste du patrimoine mondial, en 1992. Entre 1993 et 2001, le nombre de visiteurs étrangers à Angkor est passé de 7 638 à 239 091.

Les familles de Sra Srong n'ont pas l'électricité mais neuf enfants sur dix vont à la nouvelle école, construite en 1999, précise Krack Chi. Certains des vieux qui « savent des choses » sur les temples sont devenus guides et les jeunes vendent des

souvenirs ou des boissons. « Avec l'argent, les gens achètent du riz et des choses pour leur maison. »

Mais ce que ne dit pas le chef de village, c'est que cette manne s'accompagne d'une explosion de l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants – au Cambodge, les 12-17 ans représentent environ 30% des prostitué(e)s, selon les estimations. Le royaume khmer, et notamment la région d'Angkor, sont devenus au cours des dernières années l'une des

destinations de choix des pédophiles du monde entier. Dans une étude menée en 2001 par World Vision, plus de 70% des enfants sondés autour d'Angkor et dans les villes voisines affirment avoir été « sollicités » par des touristes. Selon l'ONG, un touriste sur cinq se rendant au Cambodge y va pour le sexe. Mais les étrangers ne sont pas seuls responsables de la prostitution, qui résulte d'abord de la demande locale.

S. B.

Les Galapagos sous haute surveillance

Situé dans l'Océan

pacifique, à 1 000 kilomètres environ de la côte de l'Equateur, l'Archipel des Galapagos fut l'un des premiers sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, en 1978. Six ans plus tard, il est devenu une Réserve de biosphère ; et en décembre 2001, le Comité du patrimoine mondial l'a étendu afin d'y inclure la Réserve marine, une zone s'étendant jusqu'à 40 milles marins au large de l'archipel.

Ces 19 îles volcaniques, qui ont inspirées à Charles Darwin sa théorie de l'évolution par la sélection naturelle, sont ainsi devenues l'un des sites les plus protégés du monde. La Banque interaméricaine de développement et le Fonds pour l'environnement mondial ont investi respectivement 13 et 18,3 millions de dollars dans la « Stratégie 2010 pour le développement durable des îles ». Ce plan vise à protéger la biodiversité, à contrôler les espèces invasives et à faciliter l'acquisition de compétences locales.

Aux Galapagos, ces initiatives n'ont pas que des supporters. Juste après l'extension du site à la zone marine, le président équatorien Gustavo Noboa a dû se déplacer pour calmer les pêcheurs, qui craignaient pour leur revenu.

Les tour-opérateurs, en revanche, ont profité de l'occasion pour demander plus de vols vers les îles, qui ne sont desservies qu'une ou

deux fois par semaine. Selon le Service du parc national des Galapagos, 77 570 touristes ont visité l'archipel en 2001, soit 10 000 de plus qu'en 2000. Le nombre d'habitants des îles – 18 000 en 2001 – augmente lui aussi. Attirés par les revenus potentiels, des « continentaux » viennent s'installer sur l'une des quatre îles habitées.

Tandis que la surpêche d'espèces comme le homard, le requin et le concombre de mer, menace le site, « l'un des problèmes majeurs est l'introduction d'espèces étrangères à l'écosystème d'origine, comme les chats sauvages, les chèvres ou les cochons », explique Maria Fernanda García, de l'ONG Fundacion Natura. « Ils détruisent la flore et attaquent les nids des tortues ».

La protection des îles a été renforcée en 1998 par une loi spéciale sur les Galapagos, qui établit un comité paritaire de gestion, composé de représentants du gouvernement, de la Fondation Charles Darwin, des habitants, des pêcheurs et des tour-opérateurs. « Bien sûr, il y a des conflits d'intérêts, notamment quand les quotas de pêche sont définis », admet Paola Díaz, de la Fondation Darwin. « Mais le comité met en place un processus de négociation collective. Il est respecté par tous et considéré comme un modèle, y compris à l'échelon régional ».

L. I.

fonds auprès de partenaires non gouvernementaux et d'encourager les jumelages entre sites du Nord et du Sud.

Mais le manque d'argent n'explique pas tout quand les Etats ne remplissent pas leurs obligations. « La convention ne prévoit pas vraiment de mécanismes de sanction lorsque l'intégrité des biens n'est pas respectée », explique Henry Cleere, du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS). La seule possibilité est de les retirer de la Liste. Le Comité du patrimoine mondial n'en est jamais venu à cette extrémité. Par ailleurs, il freine des quatre fers les tentatives de réformes. « Les Etats ont même reculé depuis 1992 », note Minja Yang, la numéro deux du Centre du patrimoine mondial. Ils avaient alors accepté qu'en cas d'urgence, un site menacé puisse être déclaré « en péril » sans le consentement de l'Etat concerné. Aujourd'hui, plus que jamais arc-boutés à leur « souveraineté », ils refusent ce recours, qui permet à la communauté internationale d'agir pour sauver ce qui peut l'être. Résultat, la Liste du patrimoine mondial en péril ne compte que 33 sites alors que plusieurs dizaines d'autres, très menacés eux aussi, continuent à se dégrader sans que rien ne soit fait. « J'ai en tête une liste noire d'une vingtaine de sites très abîmés, qu'il faudrait retirer de la Liste », confirme Henry Cleere.

« En 1979, lorsque Katmandou (Népal) a été inscrit sur la Liste du patrimoine mondial, c'était un petit paradis, témoigne Francesco Bandarin. Vingt ans plus tard, deux millions de personnes ont envahi la vallée et une conurbation anarchique a tué le paradis. Que faire dans ces cas-là ? »

Sophie Boukhari



Pour en savoir plus :

<http://whc.unesco.org>

Patrimoine mondial, revue bimestrielle publiée en français, anglais et espagnol.

<http://www.unesco.org/publishing>





Deux questions à Adrian Phillips, chargé du patrimoine mondial à l'UNESCO

La Liste du patrimoine mondial ne compte que 144 sites naturels, contre 563 sites culturels. Pourquoi ce déséquilibre ?

■ Il ne faut pas se laisser abuser par les chiffres. En réalité, la superficie totale des sites naturels inscrits sur la Liste du patrimoine mondial est plus grande que celle des sites culturels. Mais c'est vrai, ces derniers sont beaucoup plus nombreux, et ce pour plusieurs raisons. Les spécificités culturelles sont plus repérables, plus faciles à localiser, que les espaces naturels exceptionnels. D'autre part, les membres du Comité du patrimoine mondial, qui décident des inscriptions, viennent plutôt des milieux culturels. De même, les dossiers de candidature proposés par les Etats concernent le plus souvent des biens culturels, notamment parce que les pays en développement, où se situent la plupart des sites naturels, présentent moins de dossiers que les pays développés (voir article principal).

L'UNESCO, qui donne un avis déterminant pour l'inscription des sites naturels, semble plus sévère que l'ICOMOS², qui s'occupe des biens culturels. Pourquoi ?

■ Il est en général plus difficile de préparer un plan de gestion crédible pour une forêt tropicale, par exemple, que pour des monuments, notamment parce que les superficies concernées sont énormes. C'est d'autant plus vrai que de nombreux sites naturels se situent dans les pays en développement, qui ont peu de moyens. Du coup, il nous arrive souvent de recommander le report d'une inscription.

Recueilli par S. B.

1. Fonds mondial pour la nature.
2. Conseil international des monuments et des sites.

Les monuments de Kazan (Tatarstan) représentent une synthèse de multiples influences, notamment tatares et russes, chrétiennes et musulmanes.



© UNESCO

© UNESCO/V. Segueyev

« Kazan est entré dans l'espace culturel mondial »

Le **Kremlin de Kazan**, la capitale du Tatarstan (Fédération de Russie), a été inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 2000. Le maire de la ville, Kamil Isxakov, explique ce qui a changé pour lui et ses administrés.

« **Depuis que** notre site est classé, nous sommes entrés dans l'espace culturel mondial. Nous bénéficions d'une reconnaissance internationale et de différentes formes de solidarité. Nous recevons par exemple des subventions qui représentent pour

la ville un intérêt économique non négligeable.

» **Les habitants** et les gestionnaires du site ont accès, via des séminaires internationaux et les réseaux de l'UNESCO, aux expériences d'autres villes historiques, ce qui leur permet de résoudre les problèmes plus facilement. Peu à peu, la confiance s'installe et le tourisme se développe.

» **Je dois dire** cependant que le fait de subir une forme de contrôle de la part de l'UNESCO n'est pas du goût de tout le monde.

Certains responsables municipaux se plaignent par exemple des contraintes liées à la conservation des monuments. Il n'est pas facile de concilier les intérêts du patrimoine et l'expansion d'une capitale. D'autre part, le chantier du centre historique de Kazan entraîne des travaux et des dépenses considérables. Dans le cadre de notre plan de conservation, 131 monuments historiques et culturels doivent être restaurés.

» **Nous mettons** aussi en œuvre un programme

de lutte contre les logements vétustes, le plus important de Russie. Lorsque nous sommes obligés de déplacer des familles, nous les relogeons gratuitement dans des quartiers neufs.

» **Dans l'ensemble**, les habitants de Kazan soutiennent les projets en cours, même si certains se heurtent à de nouveaux problèmes, de logement, de transport ou de communication. »

Recueilli par V. S.



Les caprices de l'eau

D'énormes quantités d'eau se cachent sous nos pieds. Coincées dans les entrailles rocheuses de la Terre depuis des millions d'années, ces eaux souterraines se moquent des frontières. L'UNESCO a entrepris de les inventorier.



18



© C. Sappa/Rapho, Paris

**Des enfants s'amuse-
nt avec une canalisation
percée dans la vallée du
Jourdain (ci-dessus).
Dans le désert, au
Soudan, les nomades
font de longues marches
pour aller chercher de
l'eau au puits le plus
proche (ci-contre).**

Selon la légende, les pharaons d'Égypte avaient coutume d'envoyer des présents en amont du Nil Bleu, au Royaume d'Éthiopie, d'où provenaient 86% de l'eau du fleuve. Ces cadeaux étaient destinés à amadouer le roi, afin qu'il n'oublie pas les besoins en eau de ses voisins de l'aval, lorsqu'il implorait les dieux pour qu'il pleuve.

Dans les temps modernes, les bruits de bottes ont remplacé les offrandes. «L'eau est la seule raison qui pourrait à nouveau entraîner l'Égypte dans la guerre», avait déclaré Anouar el-Sadate

qui dort



© Ed Kashi/Rapho, Paris

en 1979, face aux projets de barrages envisagés par l’Éthiopie, frappée par la sécheresse. Bien qu’aucune force militaire n’ait jamais réussi à « conquérir » le bassin d’une rivière et que la seule vraie « guerre de l’eau » ait eu lieu il y a quatre mille cinq cents ans en Mésopotamie, la menace plane toujours. L’Éthiopie commence actuellement à capter l’eau du Nil, en grande partie grâce à la Banque mondiale, qui fait miroiter des aides financières aux États riverains (dont l’Égypte) pour les amener à la table des négociations. Ce déploiement de forces

diplomatiques est de plus en plus souvent nécessaire pour arbitrer le partage des eaux fluviales dans le monde. Mais ce genre de négociations n’ont jamais porté sur les eaux souterraines, une ressource que les pays assoiffés lorgnent pourtant de plus en plus.

MYSTÉRIEUX CAPITAL

Plus de la moitié de la population mondiale dépend de l’eau pompée dans les cavités poreuses des formations rocheuses, appelées nappes phréatiques ou aquifères, qui se trouvent sous la croûte terrestre. Ces aquifères s’étendent parfois sur des milliers de kilomètres carrés, et contiennent une quantité d’eau suffisante pour satisfaire les besoins de l’humanité tout entière pendant des décennies. Par exemple, pour avoir une idée de la taille du système aquifère nubien (voir encadré page 21), qui s’étend sous les déserts de Libye, d’Égypte, du Tchad et du Soudan, il faut imaginer une piscine grande comme l’Allemagne, profonde de plusieurs centaines de mètres et remplie d’une des eaux les plus pures du monde. Et pourtant, on n’en décèle aucune trace sur une carte ordinaire. Des aquifères, de toutes les formes et de toutes les tailles, traversent les frontières, à l’insu des hommes et des chefs d’État.

Pour mieux évaluer ce capital, des experts du monde entier ont commencé à inventorier et à cartographier les aquifères transfrontaliers, dans le cadre d’un projet de l’UNESCO, intitulé « Internationally Shared Aquifer Resources Management » (ISARM). Mené en coopération avec d’autres organismes internationaux, ce projet devra, en six ans, cartographier et évaluer tous les aquifères transfrontaliers. Cette base de données fournira également des études de cas détaillées et une « boîte à outils » présentant des techniques innovantes pour la gestion de ces ressources, tant d’un point de vue technique que socio-économique ou légal.

Des investissements importants et une grande expertise scientifique sont nécessaires, ne serait-ce que pour cartographier précisément un



19

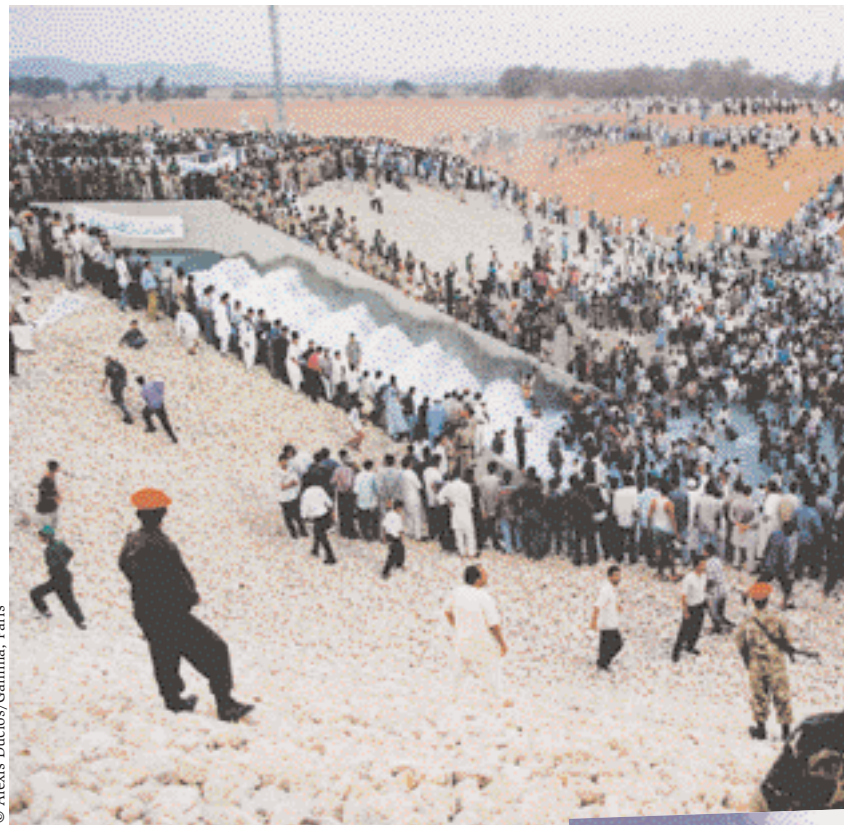
aquifère, préalable à toute estimation précise de ses capacités et de la qualité de l'eau. Parfois, l'aquifère est nourri ou «renfloué» par des pluies qui traversent le sol aussitôt tombées. D'autres aquifères, comme le nubien, contiennent la pluie d'époques géologiques passées. Ces «eaux fossiles» peuvent avoir des milliers, voire des millions d'années.

RESSOURCES PARTAGÉES

Les aquifères, de par leur nature cachée, sont politiquement explosifs. Les Etats admettent avec réticence devoir partager les eaux des fleuves transfrontaliers, mais au moins, ils ne peuvent pas nier leur existence. Quand l'eau est invisible, la tentation est grande de la pomper sans consulter le voisin. Or, si les instruments de droit international concernant les fleuves se sont étoffés, les aquifères sont toujours dans un vide juridique. D'où l'inquiétude de nombreux experts, comme Alice Aureli de l'UNESCO, qui redoutent une véritable «course au pompage» : certains pays pourraient se précipiter pour utiliser le plus d'eau possible, de crainte qu'un voisin plus puissant ne les devance.

Il y a quelques mois, les gouvernements du Mexique et des Etats-Unis se disputaient à propos de la zone frontalière quasi désertique qui s'étend entre les deux pays. Ils s'accusaient l'un l'autre d'être responsables de la baisse de la rivière Columbia. Pourtant, le partage de eaux de la rivière est régulé par un traité. Dans cette même zone, il existe aussi des aquifères transfrontaliers. Mais là, rien n'est prévu pour les partager. Et ce, bien que les populations de villes entières, Columbus au Nouveau-Mexique (Etats-Unis) et Puerto Palomas dans l'Etat de Chihuahua (Mexique), dépendent totalement du même aquifère, connu sous le nom de «Mimbres». En pompant de plus en plus d'eau – qui sert à 95% à l'agriculture – les deux communautés mettent leur avenir en péril.

Afin de désamorcer ce genre de conflits, l'ISARM rassemble des hydrogéologues des principales régions concernées pour qu'ils examinent ensemble les ressources souterraines partagées. L'étude du continent africain, en cours de finalisation, a permis plusieurs découvertes majeures, révélées lors d'une importante conférence, qui s'est tenue à Tripoli



© Alexis Duclos/Gamma, Paris

(Libye) en juin 2002. Jusque-là, la documentation sur les aquifères transfrontaliers du continent était très maigre. Elle faisait d'autant plus cruellement défaut que de nombreux pays, comme la Mauritanie, dépendent de cette ressource pour 80% de leurs besoins. Même dans des pays plus humides, comme le Nigeria, la population en est réduite à pomper les eaux souterraines, à cause de la pollution des rivières et des eaux de surface. De fait, quand la sécheresse est là, les aquifères peuvent servir de «banques d'eau», en attendant le retour des pluies. Il faut donc les gérer avec attention et les préserver de la pollution. Car il est extrêmement difficile, voire impossible, de purifier un aquifère contaminé par des eaux usées ou des produits chimiques.

La nouvelle étude sur l'Afrique a permis de localiser précisément 20 aquifères transfrontaliers, dont cinq n'avaient jamais été identifiés. Les hydrogéologues béninois, par exemple, ont appris que l'aquifère qui alimente en eau la capitale, Cotonou, s'étend au-delà de la frontière avec le Togo voisin. Les deux pays ont exprimé la volonté de gérer ensemble la ressource, qui va être soumise à une pression croissante en raison du changement climatique



Les Libyens inaugurent la Grande Rivière artificielle, en septembre 1996 (en haut). Une borne-fontaine au Ghana (ci-dessus).



20

Libye : la Grande Rivière artificielle en question



© Caroline Penn/Panos Pictures

L'échange de données n'est que le premier étage de l'initiative ISARM, dont l'objectif est de monter des projets et des commissions pour gérer conjointement des aquifères partagés. Son objectif final est de parvenir à des accords juridiques pour protéger les aquifères. C'est le cas du système aquifère nubien qui s'étend sous la Libye, l'Égypte, le Tchad et le Soudan. Ce système se compose de quatre aquifères, d'une capacité totale d'environ 120 000 kilomètres cubes d'eau « fossile », vieille de plusieurs milliers, voire de plusieurs millions d'années. C'est un lointain vestige de l'époque où le désert du Sahara était une luxuriante savane. Les pluies qui alimentaient la région ont disparu il y a quelque trois mille ans, laissant des réserves gigantesques mais

pas illimitées. Le gouvernement libyen a commencé à les forer en 1991, lançant le plus grand projet d'ingénierie civile du monde. La Grande Rivière artificielle fournit 500 000 mètres cubes d'eau par jour aux villes côtières du pays (qui abritent la majeure partie de la population), grâce à un réseau de canalisations en béton de quatre mètres de diamètre, soit la taille d'un tunnel de métro. Cette « rivière » court sous le désert sur une longueur totale de 3 500 kilomètres. L'extraction de l'eau fossile suscite de vives controverses. Plusieurs groupes de défense de l'environnement ont condamné la Grande Rivière artificielle. En revanche, pour les partisans du projet, les pays qui, comme la Libye, ont épuisé

leurs ressources en eau renouvelable ne peuvent pas avoir pour seul recours de désaliniser l'eau de mer, un procédé très coûteux. C'est pourquoi l'ISARM est en train de définir des codes de conduite pour la gestion des aquifères. La difficulté consiste à trouver un équilibre entre les préoccupations éthiques, environnementales et scientifiques, et la satisfaction des besoins socio-économiques de la population actuelle, mais aussi des générations futures. De nombreux experts jugent légitime, par exemple, d'utiliser l'eau fossile comme eau potable. Mais ils s'opposent à l'exploitation de cette précieuse ressource pour l'irrigation, en particulier dans les zones arides, où la moitié de l'eau peut se perdre par évaporation.

annoncé. La pluviométrie dans la région a déjà baissé de deux millimètres par an, selon Félix V. Azonsi, directeur du Département des ressources en eau du Bénin. Autre surprise majeure, des hydrogéologues ghanéens ont découvert que leur pays partageait un aquifère important avec la Côte-d'Ivoire.

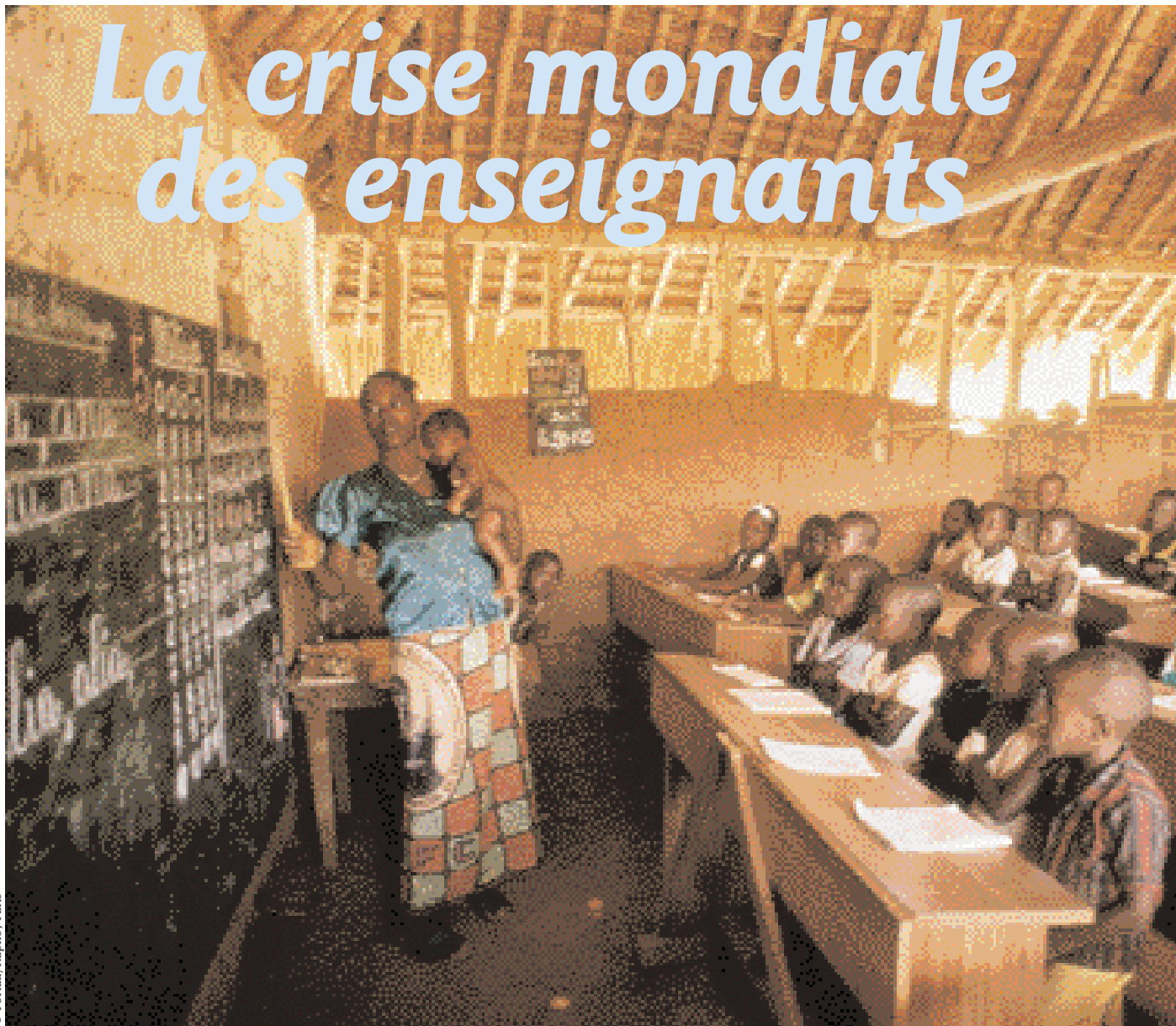
D'ores et déjà, des études similaires ont été menées sur l'Amérique du Sud, l'Europe de l'Ouest et la région euro-méditerranéenne, où les litiges ne manquent pas. Exemple : l'aquifère de la Montagne, qui s'étend sur Israël et la Cisjordanie. Pour résumer, Israël consomme environ 85% de la ressource, alors que l'essentiel des pluies et des eaux de surface qui alimentent l'aquifère proviennent du territoire palestinien. Mais les conditions géologiques rendent cette eau très difficile à

capter pour les Palestiniens. De fait, l'essentiel des eaux de bonne qualité s'écoule naturellement vers Israël. L'aquifère de la Montagne a fait l'objet de négociations intenses, qui se sont arrêtées avec la deuxième Intifada. Toutefois, malgré les violences, les hydrogéologues des deux parties ont continué à se rencontrer. Début 2002, ils ont échangé des informations par le canal de l'ISARM. La rencontre était hautement symbolique, les deux parties étant pleinement conscientes des obstacles à surmonter. Mais en prenant part à l'ISARM, ils ont envoyé un message fort : l'objectif du projet n'est pas seulement d'étudier un aquifère transfrontalier, mais de partager et de protéger une ressource sans laquelle personne ne peut vivre.

Amy Otchet



La crise mondiale des enseignants



© Portali/Rapho, Paris



Selon une nouvelle enquête mondiale sur le corps enseignant, la croissance ininterrompue des effectifs scolaires et le déclin des conditions de travail provoquent une très nette pénurie d'enseignants, partout dans le monde. Cette pénurie pourrait conduire à une baisse de qualité des services éducatifs.

« Prof? bof! ». Pour Jérôme Damien, un Parisien de 27 ans, «enseigner aujourd'hui, c'est trop dur ; les enseignants sont censés jouer un tas de rôles auxquels ils ne sont pas préparés. C'est aussi une profession qui n'offre guère de perspectives de carrière et où l'on peut s'épuiser assez rapidement. Et le salaire est minable par rapport à l'exigence du travail ». Dans les pays du Nord, de plus en plus de jeunes pensent comme Jérôme. Ils veulent un travail plus lucratif, plus enthousiasmant et considèrent le métier d'enseignant comme un pis-aller en cas de chômage.

Dans les pays en développement, le corps enseignant connaît aussi de graves difficultés, d'une autre nature. Les jeunes ne se détournent pas du métier, mais le nombre de nouvelles recrues n'arrive pas à suivre la croissance démographique. Et en Afrique, la profession est décimée par le sida et la guerre. A moins de faire quelque chose, et vite,



Dans cette école aux classes surchargées de la République démocratique du Congo, la maîtresse, sous-payée, doit faire son métier de mère tout en travaillant.

les bas salaires, se font rares. Cette tendance menace la qualité de l'enseignement, à un moment où nos sociétés réclament de plus en plus de connaissances et compétences nouvelles.

L'étude, intitulée *Un profil statistique de la profession d'enseignant*¹, fournit des chiffres, des profils socio-économiques d'enseignants, des indications sur leur formation et leurs conditions de travail, ainsi que des statistiques concernant les investissements de l'Etat dans le secteur. Elle met en lumière le lien entre le niveau éducatif d'une société et le statut qu'elle réserve à ses enseignants : dans les pays où ils jouissent de conditions d'emploi plutôt satisfaisantes, l'éducation tend à être prioritaire et de meilleure qualité.

MANQUE DE FORMATION

Les données, provenant d'un large éventail de sources, montrent qu'un effort a été fait dans de nombreuses régions en développement, où vivent et travaillent les deux tiers des 59 millions d'enseignants en activité dans le monde. Dans ces pays, le nombre d'instituteurs a augmenté de près de 9% en moyenne entre 1990 et 1995. Mais la population d'enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire a augmenté dans les mêmes proportions. En revanche, le nombre d'enseignants du secondaire a augmenté plus rapidement que la population en âge d'aller au lycée (14,3% et 6% respectivement).

Dans les pays les moins avancés (PMA), la différence est moins marquée (16,4% et 13,9%). Près de la moitié (228 millions) de la population totale des jeunes en âge de fréquenter le secondaire n'est plus scolarisée. Au fur et à mesure que ces jeunes vont aller à l'école, la demande d'enseignant va exploser. Aujourd'hui, le ratio élèves-enseignants reste trois fois plus élevé dans les PMA que dans les pays développés. A l'échelle mondiale, ce taux varie de 9 pour 1 à 72 pour 1. Au Bénin, au Congo, au Gabon, au Malawi, au Mali, au Mozambique, en République centrafricaine, au Sénégal et au Tchad, par exemple, on compte plus de 50 élèves, voire 70 par enseignant. Contre une moyenne de 16 élèves par enseignant dans les pays développés.

Les enseignants des pays en développement sont souvent jeunes et inexpérimentés. Dans de nombreux cas, plus de

1. *Un profil statistique de la profession d'enseignant*, UNESCO/BIT, 2002. Disponible en français et en anglais, le rapport s'appuie sur des données issues de nombreuses sources, dont le Réseau d'information sur l'éducation en Europe (Eurydice), le Bureau international d'éducation de l'UNESCO (BIE), l'Organisation internationale du travail (BIT), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Institut de statistique de l'UNESCO. Ce dernier mesure la pénurie d'enseignants dans le monde et publiera un rapport détaillé sur la question début 2003.

soulignent les experts, le monde sera bientôt confronté à une sérieuse pénurie d'enseignants, au moment même où la demande d'éducation va augmenter de façon exponentielle. Ces conclusions sont apparues dans une étude publiée en septembre par l'UNESCO et le Bureau international du travail (BIT).

A partir de la plus importante masse de données jamais rassemblée sur la profession enseignante, les auteurs du rapport montrent que, dès les années 1990, la croissance du nombre d'enfants d'âge scolaire a dépassé celle du nombre d'enseignants dans toutes les régions du monde. Dans certains pays en développement, les salles de classe comptent jusqu'à 100 élèves et plus par enseignant.

Pendant ce temps, souligne-t-on dans l'étude, le corps enseignant des pays industrialisés vieillit et les nouvelles recrues, découragées par le déclin du statut d'enseignant et



Droits et devoirs des enseignants

En 1996, l'UNESCO et l'Organisation internationale du travail (OIT) ont adopté la Recommandation concernant la condition du personnel enseignant. Ce texte définit les droits et les responsabilités de tous les enseignants, depuis la maternelle jusqu'au secondaire, aussi bien dans les établissements publics que privés. Elle peut servir de base à la rédaction d'un code de conduite ou de lois et règlements concernant le corps enseignant. Extraits.

Professionalisme : « L'enseignement devrait être considéré comme une profession dont les membres assurent un service public ; cette profession exige des enseignants non seulement des connaissances approfondies et des compétences particulières, acquises et entretenues au prix d'études rigoureuses et continues, mais aussi un sens des responsabilités personnelles et collectives qu'ils assument pour l'éducation et le bien-être des élèves dont ils ont la charge. »

Droits : « Les traitements et les conditions de travail des enseignants devraient être déterminés par la voie de négociations entre les organisations d'enseignants et les employeurs. »

Durée du travail : « En fixant les heures de cours, il faudrait tenir compte de tous les facteurs qui déterminent la somme de travail que les enseignants ont à fournir. »

Traitements : « Les traitements des enseignants devraient : (a) être à la mesure de l'importance que

la fonction enseignante et, par conséquent, ceux qui l'exercent revêtent pour la société, aussi bien que des responsabilités de toute nature qui incombent à l'enseignant dès son entrée en fonction [...] ; (d) tenir compte du fait que certains postes exigent une plus grande expérience et des qualifications plus élevées et comportent des responsabilités plus étendues. »

Le texte intégral est sur Internet :

http://www.unesco.org/education/pdf/teache_e.pdf



24

30% des enseignants ne sont pas trentenaires : en Indonésie, les moins de trente ans représentent plus de 52% des instituteurs. Bien que la plupart des enseignants aient les qualifications requises pour exercer leur métier, leur niveau d'instruction est très variable. Dans de nombreux PMA, la majorité des enseignants du primaire ont, au mieux, bouclé le secondaire, et n'ont aucune formation professionnelle. C'est le cas de près de 50% des instituteurs en Ouganda, 40% au Togo et près de 35% au Cap-Vert.

Les pays en développement vont devoir accomplir un travail de Titan pour accroître le nombre d'enseignants formés et se préparer à la future demande.

L'avenir ne se présente guère mieux dans les pays riches. Le corps enseignant, important en nombre, vieillit. En Allemagne et en Suède par exemple, plus de 70% des instituteurs ont plus de quarante ans. Ce qui signifie qu'ils ont été formés il y a quinze ou vingt ans, alors que les besoins des élèves ont radicalement changé. Selon le rapport, de nombreux Etats proposent aux enseignants une formation permanente mais sa qualité et sa pertinence ne sont pas toujours à la hauteur.

L'étude indique par ailleurs que les bas salaires sont en partie responsables du manque de nouvelles recrues : dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), par exemple, un enseignant ayant quinze ans d'expérience gagne en moyenne

27 255 dollars par an. Son salaire, souligne le rapport, est donc très inférieur à celui de professionnels d'autres secteurs affichant le même niveau de compétences.

Pourtant, il représente plusieurs fois les revenus d'un enseignant vivant dans les pays en développement, où les salaires ont régulièrement baissé au cours des années 1990. Au Pérou par exemple, tous les enseignants, quels que soient le cycle où ils enseignent et leur expérience, gagnent un peu plus de 4 700 dollars par an...

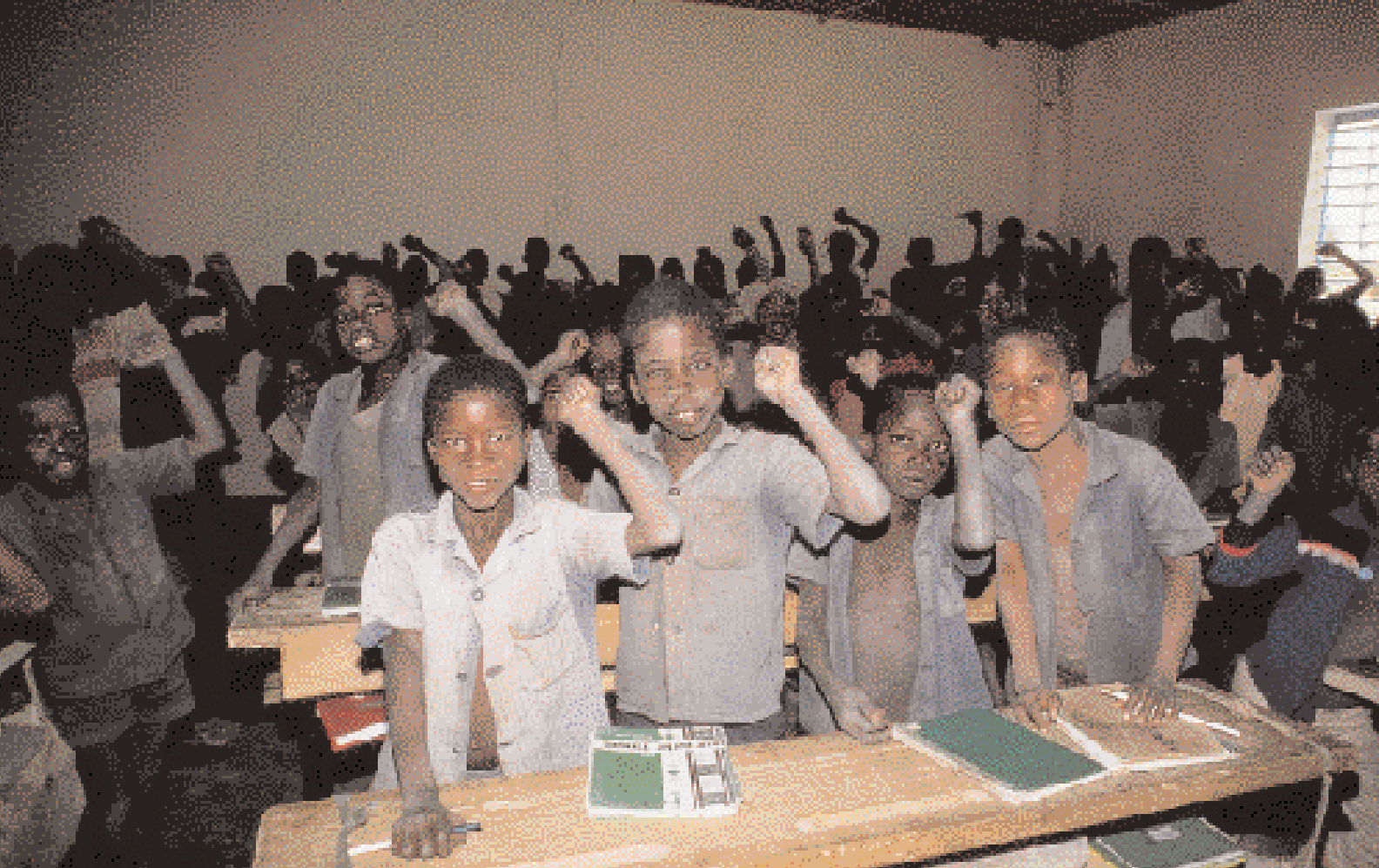
L'auteur de l'étude analyse les compromis que font les Etats pour maximiser l'efficacité de leurs systèmes éducatifs. Dans certains pays, comme le Pérou, les bas salaires des enseignants sont compensés par une charge d'enseignement relativement faible de 648 heures annuelles. Aux Philippines, les enseignants sont mieux payés (environ 10 640 dollars par an), mais ils travaillent en moyenne 1 176 heures par an et enseignent dans des classes de plus de 50 élèves.

Jongler avec ces différents paramètres est une tâche complexe, notamment dans les pays pauvres. Mais il faut absolument trouver des solutions pour entretenir et motiver un corps enseignant vraiment professionnel.



© AP/Sipa, Paris

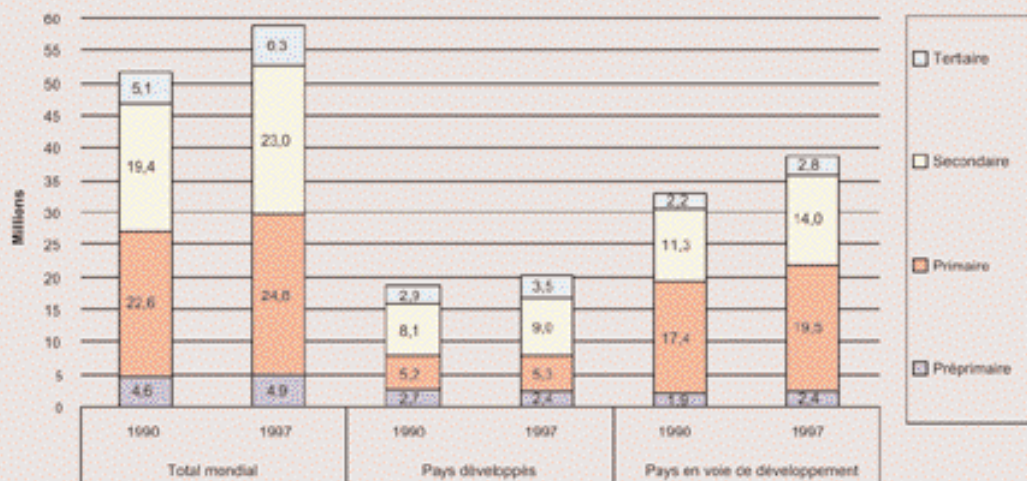
Sue Williams



© L.Franey/Rapho, Paris

Dans certains pays pauvres, les classes comptent jusqu'à 50, voire 70 enfants par enseignant. Ici, dans une école rurale, au Burkina Faso (ci-dessus). Enseignants en colère aux Etats-Unis (à gauche).

Fig. 1: Nombre d'enseignants dans le système mondial d'enseignement formel, par niveau d'éducation, 1990-1997



Note: Le nombre d'enseignants est basé sur le dénombrement par tête. Le nombre peut être sous-estimé, car dans certains pays les données font uniquement référence au secteur public.
Source: UNESCO, 1999.



Drogue : des sociétés



26

L'UNESCO publie un rapport sur l'impact économique et social du trafic de drogues, qui a connu un essor sans précédent au cours des deux dernières décennies. La preuve par la Chine, l'Inde, le Mexique et le Brésil, où le Rondônia est un cas d'école.



Guajara Mirim! Jusqu'aux années 1970, c'était le terminus d'un train (alimenté au bois) baptisé le «Chemin de fer du diable», une ligne amazonienne capable de rivaliser avec le tristement célèbre Congo-Océan pour ce qui est du nombre d'ouvriers morts... par traverse posée. Le train, jamais relié au reste du réseau brésilien ni au réseau bolivien (la Bolivie est en face, de l'autre côté du fleuve Mamoré), a disparu sur ordre des militaires qui ont toujours préféré les pistes et les camionneurs indépendants au rail et à ses cheminots syndiqués.

Guajara Mirim et son unique hôtel, le Jamaica, ne sont pas au bout du monde mais

déjà au bout du Brésil, dans l'Etat du Rondônia. D'ici, vous pouvez prendre le bateau – la *voadeira* – pour aller dans la ville jumelle et tout aussi déshéritée de Guayaramerim en Bolivie. Vous pouvez aussi – mais là il faut tout amener avec vous, à commencer par les 300 litres d'essence nécessaires – descendre jusqu'à Costa Marques, un bourg brésilien encore plus perdu mais non sans attraits, avec son ancien fort portugais montant la garde au-dessus de rapides dangereux en période de basses-eaux. Pendant les deux jours de voyage (pour 220 kilomètres), vous longerez une réserve indienne et vous verrez des centaines de *jacarés*, les alligators locaux, mais pratiquement

sous influence



© Pascal Maître/Cosmos, Paris

plus d'habitants. Les *ribereiros*, habitants traditionnels de ces berges amazoniennes, sont partis vers les villes, abandonnant les lieux aux trafiquants de drogue et aux policiers en tous genres qui, jumelles vissées sur les yeux, essayent de surveiller le fleuve, un fleuve qui est une frontière mais aussi, et depuis toujours, la seule voie de communication de la région.

Guajara Mirim, c'est ici qu'est arrivée dans les années 1970 la famille Machado de Lima. Un des frères Machado, Nereu, a démarré comme simple homme de peine sur la barge poussive qui transportait les marchandises entre les deux rives. Cinq à six ans plus tard, le même homme possédait non seulement la barge mais une

Le fleuve, point de passage obligé en Amazonie, est aussi le lieu de tous les trafics.

compagnie de navigation, un atelier de construction navale, l'entreprise de dragage détenant le monopole local du sable et du gravier pour la construction, ainsi que le supermarché et la pompe à essence de Guajara Mirim, quatre avions et des dizaines de fermes – avec pistes d'atterrissage – dans la région et ailleurs. Bâtissant ses réseaux des deux côtés du fleuve par le clientélisme, la corruption et la terreur, Nereu est devenu un gros trafiquant de drogue en même temps qu'une puissance locale.

Un autre trafiquant du Rondônia, Jabes Rabelo, est monté encore plus haut, allant jusqu'à se faire élire député fédéral. Au départ simple fonctionnaire de l'INCRA, l'organisme qui gérait les projets de colonisation, il est devenu acheteur de café à Cacoal et a incarné dans les années 1980 le «miracle du café». En fait de «miracle», Jabes Rabelo achetait les récoltes à un meilleur tarif que ses concurrents et les revendait à perte dans d'autres Etats brésiliens. Ses concurrents locaux ont finalement dû fermer boutique ou sont devenus de simples rouages dans son système. En réalité, le «miracle» avait pour nom «blanchiment d'argent»: les mauvaises affaires de Rabelo lui permettaient de recycler l'argent qu'il tirait du trafic de cocaïne et d'une autre affaire liée à celui-ci, un vaste système de vol de voitures et de camions (échangés en Bolivie contre la drogue).

Des «miracles», le Rondônia en a connu d'autres. Comme, par exemple, un «boom du papier toilette»: par mètres cubes entiers, ce précieux article sortaient des boutiques de Guajara Mirim pour alimenter les laboratoires clandestins, gros consommateurs de filtres. A Costa Marques, c'est le riz qui a connu des jours particulièrement fastes, remplissant des entrepôts entiers et l'escarcelle des boutiquiers locaux, avant de plonger sans avertissement et de ruiner ceux qu'il avait enrichis. Quant aux manœuvres de blanchiment, elles ont concerné le café mais aussi les bois précieux et l'or tiré des rivières locales.



L'exemple du Rondônia en dit long sur l'interpénétration de l'économie de la drogue et des autres secteurs économiques, sur les liens entre plusieurs formes d'activités criminelles (ici drogue et vol de véhicules) ainsi que sur le pouvoir des trafiquants et leur capacité à infiltrer les rangs de ceux qui sont chargés de faire les lois. Il n'est pourtant qu'un des nombreux cas analysés dans le rapport publié en septembre dernier par l'UNESCO, et intitulé *Transformations économiques et sociales liées au problème international des drogues* (voir encadré).

OPAQUE ET DANGEREUX

Jusqu'ici, les recherches menées sur le phénomène de la drogue étaient surtout consacrées aux problèmes provoqués par la consommation, ainsi qu'aux politiques de prévention et de traitement. En outre, le trafic de drogues, aussi opaque que dangereux, était un sujet qui semblait devoir rester hors du champ de la recherche. Pourtant, il est aujourd'hui d'autant plus important de mieux connaître ses conséquences profondes sur les économies et les sociétés qu'il a connu un essor sans précédent dans les années 1980 et 90, avec, entre autres, l'implication des grandes organisations criminelles désormais présentes dans toutes les régions du monde.

L'un des problèmes les plus graves posés par le trafic, illustré par le manque de capacité ou de volonté des Etats à appliquer les lois en vigueur en matière de contrôle et de répression, est celui de la gouvernance, comme le montre abondamment le rapport. La recherche d'impunité, via la corruption, est présente partout, sous des aspects divers, écrivent les auteurs : « La forme de corruption prévalant dans un pays dépend étroitement de la nature de l'Etat et du rapport de force qui s'établit entre les institutions étatiques et les réseaux trafiquants. A cet égard, la situation mexicaine, où l'administration est demeurée longtemps sous la tutelle de facto d'un parti unique, peut s'avérer plus proche de la situation chinoise que de celles du Brésil ou de la Colombie ».

L'existence du marché de la drogue crée bien d'autres problèmes sérieux, à commencer par l'extrême violence qui sévit dans certaines grandes villes. Ainsi, à Rio de Janeiro (Brésil),



Le blanchiment de l'argent de la drogue peut avoir un effet sur les crises financières.

« l'extraordinaire augmentation du taux de criminalité, et tout particulièrement la progression des homicides, ne s'explique que si on la met en corrélation avec le trafic de la drogue ». Mais les mêmes causes ne produisent pas les mêmes effets à Mumbai (Bombay, Inde) où le trafic local est « mieux organisé », c'est-à-dire mieux contrôlé par les organisations criminelles qui s'entendent entre elles pour se partager marché et territoires. Autre constat : « Partout, les jeunes et, de plus en plus, les très jeunes, sont les premières victimes, dans un contexte général de pauvreté, de chômage et d'exclusion où [...] ils sont tentés de se procurer par des activités illégales l'argent nécessaire à une consommation de plus en plus tentante ».

Une partie du rapport est consacrée aux dimensions culturelles et sociales du trafic. On apprend entre autres comment, en Inde, la consommation traditionnelle de certaines drogues (opium et cannabis), religieuse, sociale et surtout médicale, se faisait sous le contrôle de la communauté, contrôle qui disparaît depuis la pénalisation de toute consommation. Ou comment, au Mexique, la figure du trafiquant





© Berbar Halim/Rapho, Paris



© Pascal Maître/Cosmos, Paris

Tout est bon pour blanchir l'argent, du commerce du café à celui de l'or ou des bois précieux, comme ici au Rondônia.

Trafic de drogues : le rapport de l'UNESCO

Le rapport mondial publié par le Programme MOST (Gestion des transformations sociales) de l'UNESCO, *Transformations économiques et sociales liées au problème international des drogues*, est le fruit d'un projet de recherches mené par une équipe pluridisciplinaire (sociologues, ethnologues, anthropologues, économistes, etc.) de 1996 à 2002, avec le soutien du Bureau des Nations unies pour le contrôle de la drogue et la prévention du crime. Ce projet a été initié et coordonné par l'anthropologue Christian Geffray, le sinologue Guilhem Fabre et l'économiste Michel Schiray.

Les recherches ont essentiellement porté sur quatre grands pays d'Amérique latine et d'Asie aux économies diversifiées : le Brésil, la Chine, l'Inde et le Mexique. Le rapport permet de mieux comprendre, d'une part, l'organisation du trafic et des activités criminelles qui lui sont liées, et, d'autre part, les répercussions économiques, sociales et politiques des mesures nationales et internationales de contrôle en

matière de drogues. Il entend constituer une aide à l'élaboration de politiques qui tiendront compte de ces dimensions économiques et sociales mais aussi culturelles. **Au-delà** du rapport, le projet a donné lieu à la publication de nombreux articles, d'un numéro thématique de la *Revue internationale des sciences sociales* (septembre 2001) et d'un livre, *Les Prospérités du crime* (en français en 1999, en anglais en 2002), à la création de deux Chaires universitaires sur les drogues au Mexique et au Brésil pour les années 2002 à 2004, ainsi qu'à la mise en réseau des chercheurs spécialistes des drogues dans les différentes régions du monde.

M. P.-L.



Le rapport est disponible sur CD-Rom et sur le site du programme MOST :

<http://www.unesco.org/most/drugs.htm>

est entrée dans le folklore local, faisant partie des personnages des *corridos*, la tradition historique orale populaire, ainsi que des expressions idiomatiques et des symboles locaux.

La recherche dépasse pourtant ce niveau local et lève le voile sur des conséquences du trafic de drogues – et du blanchiment d'argent correspondant – moins évidentes. Elle établit aussi clairement le lien avec les autres activités criminelles, de São Paulo à Mumbai en passant par la Chine.

Dernier constat et nouvelle confirmation de l'importance du problème : « Si le trafic de drogues ne représente qu'un pourcentage réduit de l'activité économique, le blanchiment de l'argent de l'ensemble des activités illicites contrôlées par les réseaux criminels peut avoir un effet sur les crises financières. Cette théorie est confirmée par les crises financières mexicaine (1994-1995) mais aussi thaïlandaise (1997) et japonaise (depuis 1990) ». De futures études montreront peut-être que cela s'est aussi produit dans des pays comme la Turquie, l'Argentine ou le Nigeria en 2000-2001 .

Pierre Gaillard



La paix par les médias



© Harvard J. Davies/Panos Pictures, Londres

L'UNESCO soutient les médias indépendants dans les régions dévastées par la guerre. Objectif : fournir aux populations une information non partisane, vitale pour la réconciliation nationale, la reconstruction et la démocratie.



© Giacomo Pirozzi/Panos Pictures, Londres

24 janvier 2002 : le régime des talibans est tombé depuis quelques semaines à peine que déjà, dans les rues de la capitale afghane, réapparaît *Kabul Weekly*, la première publication indépendante à voir le jour depuis 1996. Cet événement important et hautement symbolique a pu avoir lieu grâce à une aide de l'UNESCO, dans le cadre d'un programme mondial destiné à soutenir le développement de médias non partisans dans les régions dévastées par la guerre (voir encadré p. 32). Ce programme a démarré il y a dix ans. Connue sous le nom de «SOS Media», il a obtenu des résultats inespérés en Europe du Sud-Est, en Afrique et en Asie.

Au début des années 1990, quand les médias sont devenus des armes de guerre en ex-

Yougoslavie, l'UNESCO a encouragé l'émergence de sources d'information indépendantes. Elle a fourni du matériel à des journalistes de la presse écrite et audiovisuelle, les a aidés à communiquer à travers les lignes de front et à créer des canaux de distribution. Avec l'Association mondiale des journaux, la Fédération internationale des journalistes et le Conseil de l'Europe, l'UNESCO a soutenu la fondation, en Slovénie, du Centre indépendant de coordination des médias balkaniques, afin de conserver des traces des violations de la liberté de la presse en ex-Yougoslavie. Soumises à certaines pressions diplomatiques, les autorités de l'époque n'ont pas réussi à tuer les médias indépendants naissants, qui ont joué un rôle déterminant dans la défaite du Président

Les humanitaires fournissent des informations précieuses aux réfugiés, ci-contre en Macédoine. Une journaliste d'une radio communautaire tchadienne interviewe un paysan (en bas).

Slobodan Milosevic aux élections de 2000. Pendant la guerre en ex-Yougoslavie, l'UNESCO, en coopération avec des ONG, a ainsi aidé les médias indépendants à survivre, en les aidant à se déplacer en fonction de l'évolution des combats. En 1995, avec le Worldwide Television News (WTN), l'UNESCO a participé à la création d'un système d'échange d'informations par satellite, qui permet de fournir des informations fiables aux télévisions indépendantes pendant des années. L'UNESCO a également soutenu la naissance d'une

Association des médias privés (AMP), afin d'aider les éditeurs indépendants à faire face aux restrictions et aux pénuries de fournitures et de papier organisées par les autorités. Enfin, avec le réseau privé Trans Press, l'UNESCO a travaillé à une distribution aussi large que possible des journaux indépendants, dans un environnement très difficile.

Tout récemment, pendant l'été 2002, l'UNESCO a envoyé en Afghanistan le directeur général de l'AMP et du réseau Trans Press, Natasa Vuckovic Lesendric, afin qu'il fasse profiter de son expérience d'autres professionnels des médias vivant dans un pays dévasté par la guerre.

Pour la liberté de la presse en Afghanistan

Quelque 120 experts, rassemblés à Kaboul du 3 au 5 septembre, ont pressé les autorités afghanes d'inscrire les principes de liberté d'expression et de liberté de la presse dans la nouvelle Constitution afghane (voir aussi pages 62-63).

La réunion était organisée par l'UNESCO et le ministère afghan de l'Information et de la Culture, avec l'aide de la BBC et des ONG Internews et Baltic Media Centre. Dans la déclaration finale, les participants recommandent de réviser la loi sur les médias, afin « de promouvoir la liberté d'expression, de protéger les droits des journalistes, et de garantir leur liberté de travailler en toute sécurité, y compris de publier des reportages et des opinions critiques ».

Ils souhaitent également que les « demandes d'autorisation préalable » disparaissent afin que « tout le monde puisse librement publier » des journaux, et appellent à l'instauration de « lois d'ouverture », pour permettre au public et aux journalistes d'accéder à l'information sans restrictions. Concernant l'audiovisuel, le texte évoque la transformation de la Radio-Télévision afghane en service public encadré par un directoire indépendant.

Tous ces projets doivent devenir partie intégrante de la politique nationale et se voir dotés des ressources suffisantes, prélevées sur le budget de l'Etat et augmentées d'aides internationales, ajoute la déclaration.

La réunion de Kaboul s'inscrit dans l'action de l'UNESCO pour développer les médias indépendants et fournir des conseils juridiques aux gouvernements, dans les régions qui se relèvent de la guerre.

PRESSIONS SUR LES ÉDITEURS DE JOURNAUX

En revenant de Kaboul, Natasa Vuckovic Lesendric a bien résumé la situation. « En quelques mois, 90 titres ont été créés mais aucun n'est économiquement viable, a-t-elle expliqué. Il faudrait que les gens prennent l'habitude de lire les journaux, ce qui n'est pas évident vu le faible taux d'alphabétisation. » Elle s'est également dit « choquéé » par certaines réactions : « un Afghan m'a dit "Je suis né pour devenir guerrier et la seule lecture dont j'ai besoin, c'est le Coran, que je connais déjà par cœur". » Par ailleurs, a poursuivi Natasa Vuckovic Lesendric, « les imprimeries ont été détruites par les combats et il y a un gros problème de distribution. Il est très difficile de circuler en dehors de Kaboul. Dans certaines zones, qui ne sont pas sûres, la distribution dépend de la bonne volonté des seigneurs de la guerre, qui ont les moyens de faire pression sur les éditeurs de journaux pour imposer un certain contenu ».

En Afrique, dans la région des Grands Lacs, après le génocide de 1994, le programme SOS Media et l'ONG Reporters sans frontières ont permis de créer Agatashya, une station de radio dirigée par des journalistes rwandais indépendants. Cette station diffuse des « informations de survie » concernant l'eau potable, la nourriture et la santé à plus d'un million et demi de réfugiés. Elle les aide aussi à rechercher les membres disparus de leurs familles. L'UNESCO et l'ONG française Equilibre



31

ont également envoyé quelque 3 500 postes de radio dans les camps de réfugiés de la région du lac Kivu (République démocratique du Congo). En participant à ce type d'opération, les grandes ONG humanitaires ont misé sur la crédibilité de la radio. Pour Antonella Notari, porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge, « ce genre de messages, vitaux pour le bien public,

ne passent que si les gens font confiance à leur radio ».

Après 1994, l'UNESCO a souligné la nécessité de former une nouvelle génération de journalistes dans la région. Cent dix professionnels des médias ont été formés entre 1997 et 2000. Le programme continue, tandis que par ailleurs, l'UNESCO encourage l'échange d'informations et

SOS Media dans le monde

Depuis 1998, 9,2 millions de dollars ont été utilisés par SOS Media. Ces fonds ont été fournis par l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, la Finlande, la France, la Norvège, la Suède, la Suisse et la Commission européenne. Les Etats-Unis, qui se sont pas membres de l'UNESCO (bien qu'ils aient annoncé leur retour, en septembre 2002) ont financièrement contribué à certaines actions, de même que des donateurs privés :

Bosnie-Herzégovine

- ▶ Soutien à l'agence de presse Alternative Information Network ;
- ▶ Aide à la création de NTV 99, la première TV indépendante du pays ;
- ▶ Aide d'urgence – avec l'aide de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) et du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) – aux diffuseurs RTVBiH et Zid, ainsi qu'au Studio 99, à l'agence de presse ONASA et au journal *Oslobodenje* ;
- ▶ Soutien à la société de production pour enfants TVCiak qui coproduit des programmes avec des TV européennes ;
- ▶ Formation de journalistes dans des TV européennes.

République fédérale de Yougoslavie

- ▶ Fourniture d'équipements à six radios, à la dernière télévision indépendante Studio B1, au journal *Nasa Borba* et à l'agence de presse Beta ;
- ▶ Obtention d'une dérogation du Conseil de sécurité de l'ONU pour importer du papier pour les journaux indépendants, quand le gouvernement refusait de leur en fournir.

Croatie

- ▶ Aide à la création de la radio Midas et d'un centre de production TV ;
- ▶ Soutien à Radio Labin et Radio 101, et au journal *Feral Tribune* ;
- ▶ Intervention en République fédérale de Yougoslavie quand le tribunal ordonna que le quotidien *Borba 1* et la TV Studio B soit soumis à la tutelle de l'Etat ;
- ▶ Intervention pour des journalistes emprisonnés et pour la poursuite de l'activité des radios et télévisions indépendantes (Studio B et B92).

Indonésie

- ▶ Formation d'un réseau de plusieurs douzaines de radios communautaires rurales pour le dialogue entre électeurs et élus locaux ;
- ▶ Aide au lancement d'un réseau commercial de radios ;
- ▶ Aide technique aux radios, notamment pour l'accès à Internet et la mise en réseau ;
- ▶ Ateliers sur la transparence, ou comment les ONG, les électeurs et les décideurs locaux utilisent les médias ;
- ▶ Séminaire traitant de la législation sur les médias, dont les recommandations ont été largement acceptées par le gouvernement en septembre 1999.

Timor oriental

- ▶ Aide à la création de Radio Los Palos et de Radio Maliana, les premières radios communautaires du nouvel Etat indépendant ;
- ▶ Aide à la création de la première organisation de journalistes professionnels du pays, la Timor Lores Journalist Association.



32



© Liba Taylor/Panos Pictures, Londres



Somalie : une animatrice de la radio Hageisa devant sa table de mixage (ci-dessus). Débat animé sur les liens entre football et sorcellerie, en direct de Radio Vive le Paysan, au Burkina Faso (à droite).

fournit du matériel. Le nombre de journaux indépendants au Burundi et au Rwanda a augmenté et des Maisons de la presse sont apparues dans ces deux pays. Elles fournissent des ordinateurs, des outils de documentation et de production aux journalistes indépendants, qui s’y rencontrent pour discuter de leur expérience. Ces Maisons de la presse ont fait travailler ensemble des journalistes hutus et tutsis.

DIALOGUE ENTRE MÉDIAS ISRAËLIENS ET PALESTINIENS

De l’autre côté du continent, en Angola, le programme SOS Media a été introduit en 1998. Il a permis de former 80 professionnels de la radio, dont 27 femmes, et les a aidés à produire des émissions sur le chômage, les enfants de la rue, la santé et la condition des femmes. Diffusés par la Radio des Nations unies et les radios d’Etat, ces programmes sont destinés à préparer le terrain pour la création de stations de radio indépendantes. De même, au Proche-Orient, l’UNESCO cherche à nourrir le dialogue sur des



© Crispin Hughes/Panos Pictures, Londres

problèmes d’intérêt commun entre professionnels des médias israéliens et palestiniens. Mais ces contacts, encadrés par le Forum israélo-palestinien des médias créé en 1998 avec l’aide de l’UNESCO, se sont fait rares depuis la deuxième Intifada, il y a deux ans. Il est pourtant prévu de produire des programmes de télévision, qui seraient diffusés à la fois dans les Territoires palestiniens et en Israël.

Roni Amelan

Des livres made in Cambodia

Les droits humains à l'université

En avril 2002, la ville de Stadtschlaining (Autriche) a accueilli la rencontre biennale des titulaires des Chaires UNESCO sur les droits humains, la démocratie, la paix et la tolérance. Au nombre de 56, ces chaires sont réparties dans des universités de tous les continents.

La plupart ont créé des enseignements spécifiques sur les droits humains, sanctionnés par des diplômes, ou des modules pour les étudiants d'autres disciplines. D'autres chaires proposent des formations à destination des professionnels – journalistes, policiers, militaires, avocats... Certaines ont

aussi mis au point des programmes dans les lycées et écoles de leur pays.

Le sous-directeur général de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines, Pierre Sané, a expliqué aux titulaires des chaires qu'il comptait sur eux pour relayer la stratégie de l'UNESCO en la matière, développée autour de trois grands axes : les droits économiques, sociaux et culturels, les droits des femmes et la lutte contre le racisme et la discrimination.

Trois chaires sont en cours de création, en Egypte, en Equateur et à Malte.

<http://www.unesco.org/shs/chairs-unitwin/index.htm>

Le ministère cambodgien de la Culture et le Bureau de l'UNESCO à Phnom Penh ont récemment publié cinq livres en langue khmère, dans un pays où le secteur du livre est encore inexistant.

Ces ouvrages sont : *Les Idées en or de la littérature et Les Pièces de théâtre célèbres*, par Kim Pichpinum ; *Salutations khmères*, par Sam-Ang Sam et Sam Ath Nguon ; *L'Art d'écrire de la poésie en khmer*, par Phich Tum Kravel ; *Histoire de l'art khmer pour la faculté de*

chorégraphie, de Seng Kimly.

Ces livres ont été imprimés à 4 500 exemplaires au total, grâce au Fonds en dépôt du Japon à l'UNESCO. Ils sont destinés aux enseignants et aux étudiants de l'Université des

Beaux-Arts et aux artistes du Théâtre national, ainsi qu'à des bibliothèques, universités, ministères et autres institutions culturelles du pays.

Contact : t.jinnai@unesco.org



34

Un label « réserve de biosphère » en Suisse

En 2001, la région alpine d'Entlebuch, dans le canton de Lucerne, est devenue la deuxième réserve de biosphère de l'UNESCO en Suisse. Elle

rejoint les 139 autres réserves montagneuses du Programme sur l'homme et la biosphère de l'UNESCO (MAB), qui, au total, compte 409 réserves

dans 94 pays. En 2002, Année internationale de la montagne des Nations unies, l'initiative d'Entlebuch contribue à sensibiliser le public au rôle que jouent les montagnes sur notre planète.

Malgré leur scepticisme initial, les agriculteurs locaux et les habitants de la région se sont impliqués à fond dans le projet. Ils ont ainsi lancé plusieurs activités visant à la fois le développement économique de leur région et la préservation de sa culture et de son

environnement. Les fermiers et les artisans locaux peuvent désormais solliciter pour leurs produits l'octroi d'un label de qualité « réserve de biosphère », garantissant qu'ils utilisent des modes de production durables. Cette forme d'écotagel devient un moyen de plus en plus populaire de promouvoir le développement local durable, tout en sensibilisant le public à la bonne gestion de l'environnement.



© Peter Coles, Paris

SESAME, une ouverture au Moyen-Orient

L'UNESCO soutient une initiative scientifique qui pourrait contribuer à promouvoir la paix et la coopération au Moyen-Orient, via la construction d'un centre international de rayonnement synchrotron en Jordanie. Lorsque ce centre sera terminé, la nouvelle installation, baptisée SESAME, deviendra le premier centre régional de coopération dans le domaine de la recherche fondamentale au Moyen-Orient.

Le projet est né en 1997, quand l'Allemagne a décidé de démanteler son synchrotron BESSY I, d'une valeur de 60 millions de dollars, et de l'offrir à la communauté scientifique moyen-

orientale. Un Conseil provisoire, composé de 13 membres et de 11 observateurs, supervisera le transfert, l'installation et la mise à niveau du synchrotron en Jordanie.

Ces machines sont des accélérateurs de particules qui libèrent des « grains » de lumière, les photons. Le rayonnement qui en résulte couvre de façon très large le spectre électromagnétique, des infrarouges aux rayons X durs.

Depuis son apparition dans les années 40, cette technologie est utilisée dans de nombreux domaines, dont la biologie moderne.

<http://www.sesame.org.jo/>



© AP/Sipa, Paris

Sept millions pour le patrimoine afghan

Fin mai 2002, les experts et les représentants d'Etats et d'ONG internationales réunis par l'UNESCO à Kaboul n'ont pas jugé prioritaire de reconstruire les Bouddhas de Bamiyan, dynamités en mars 2001.

Ils se sont en revanche engagés à contribuer financièrement à la réhabilitation du patrimoine

afghan qui peut encore être sauvé (voir dossier p. 38). Plus de sept millions de dollars ont été promis, notamment pour reconstruire le musée de Kaboul et restaurer de nombreux sites, dont les jardins de Babour à Kaboul, Djam, Hérat ou Balkh. A Bamiyan, les 600 grottes et les restes de fresques murales nichés dans les

falaises vont être protégés et restaurés tandis que de nouvelles fouilles ont commencé.

Les principaux acteurs impliqués dans tous ces projets sont : l'Allemagne, la France, la Grèce, l'Italie, le Japon, côté gouvernemental ; la Fondation Aga Khan, la Fondation Hirayama, SPACH et le CEREDAF, côté non gouvernemental.



35

Un prix pour le DG



© UNESCO/Niamh Burke

Le directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, a reçu le Prix international de la Fondation de Saint André pour 2002 pour son « inégalable contribution au développement du

dialogue entre les nations ».

Cette distinction, créée par le Centre de la Gloire nationale de Russie, lui a été remise le 3 juillet 2002 au siège de l'UNESCO.

Une école pas comme les autres

C'est la plus grande école privée du monde – 25 000 élèves de la maternelle au supérieur – et elle figure comme telle dans le *Guinness des records*. Mais elle s'illustre aussi par la qualité de son enseignement : les résultats de ses élèves aux examens sont systématiquement supérieurs aux moyennes nationales et sa philosophie est bâtie sur les idées de tolérance et de paix. La City Montessori School (CMS), fondée en 1959 à Lucknow dans l'Etat de l'Uttar Pradesh, en Inde, n'est donc pas une école comme les

autres. Elle vient d'être distinguée par l'UNESCO qui lui a décerné en 2002 son Prix de l'éducation pour la paix, doté de 30 000 dollars.



© CMS, Lucknow

Sept cent trente sites du patrimoine mondial

Neuf nouveaux sites, tous culturels, ont été inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en juin 2002, portant le total des sites de « valeur universelle exceptionnelle » à 730 : le Minaret et les vestiges archéologiques de Djam, en Afghanistan (voir page 43) ; la Vallée du Haut-Rhin moyen et les Centres historiques de Stralsund et Wismar, en Allemagne ; la Zone Sainte-Catherine, en Egypte ; le Paysage culturel de la région viticole de Tokay, en Hongrie ; l'Ensemble du temple de la Mahabodhi à Bodhgava, en Inde ; les Villes du baroque tardif de la vallée de Noto, en Italie ; l'Ancienne cité maya de Calakmul, au Mexique et le Centre historique de Paramaribo, au Surinam.

Par ailleurs, deux sites ont été portés sur la Liste du patrimoine mondial en péril, qui compte désormais 33 biens menacés. Il s'agit du site de

Djam (Afghanistan), qui demande à être consolidé et fait l'objet de pillages, et de Tipasa (Algérie), où les vestiges archéologiques sont victimes de l'urbanisation incontrôlée et du vandalisme.

<http://whc.unesco.org>

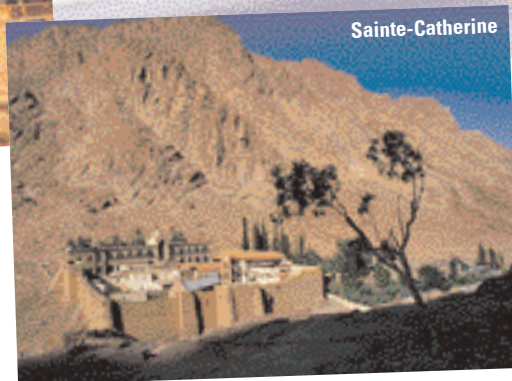


Bodhgava

© UNESCO



Paramaribo



Sainte-Catherine

Sauvetage au Timor oriental

Le 20 mai 2002, le Timor oriental a célébré son indépendance, devenant l'Etat le plus jeune de la planète. A cette occasion, le directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, a appelé la communauté internationale à alimenter un « Fonds spécial » pour la préservation du patrimoine culturel du pays.

Depuis la fin de l'année 1999, en coopération avec la Banque mondiale, l'ATNUTO (l'Administration transitoire des

Nations unies au Timor oriental) et le gouvernement du Portugal, l'UNESCO a apporté son assistance technique à la restauration de l'Uma Fukun, le plus vieil édifice de Dili, la capitale.

Une fois restauré, l'Uma Fukun, transformé en Musée national, abritera, entre autres, des œuvres rescapées des pillages et des graves dommages subis par l'ancien musée du Timor oriental, lors des destructions massives qui ont suivi le

référendum pour l'indépendance en août 1999. En coopération avec le musée de Darwin et l'Université de Melbourne, en Australie, l'UNESCO a pu sauver une collection de 476 objets uniques au monde, dont des statuettes ancestrales en bois, des céramiques du néolithique et des porcelaines chinoises. La collection devrait bientôt s'enrichir d'autres œuvres originaires du Timor oriental, actuellement conservées à l'étranger.



Alphabétisation : les progrès sont trop lents

Près de 80% de la population mondiale âgée de quinze ans et plus est alphabétisée, selon les nouvelles statistiques de l'UNESCO, publiées à l'occasion de la Journée mondiale de l'alphabétisation, le 8 septembre.

Selon ces estimations, la population analphabète est tombée de 872 millions en 1995 (22,4% de la population mondiale) à 862 millions en 2000 (20,3%).

Bien que les femmes représentent toujours les deux tiers des adultes analphabètes, elles progressent plus rapidement que les hommes, notamment

en Afrique, où la majorité d'entre elles sont désormais alphabétisées.

Cependant, les progrès sont si lents que l'objectif de Dakar fixé en 2000 – réduire de moitié le nombre d'analphabètes d'ici 2015 – semble hors de portée. Au rythme actuel, ce nombre n'aura reculé que de 5% supplémentaires d'ici 2015.



© UNESCO/Dominique Roger

Le goût de la science

La science et la technologie sont omniprésentes. Or, partout dans le monde, on constate une baisse généralisée de l'intérêt des jeunes pour ces matières, trop souvent peu ou mal enseignées. Dans les pays en développement, la plupart des professeurs du secondaire chargés de ces disciplines ne sont pas formés à cette tâche.

Comment, alors que la société est de plus en plus

dépendante des sciences, rendre ces matières plus attractives? C'est à cette question que tentent de répondre les six affiches pédagogiques d'éducation scientifique, technologique et environnementale produits par l'UNESCO, en collaboration avec le Punjab State Council for Science and Technology (Chandigarh, Inde).

Ces affiches, en anglais, s'adressent aux enseignants du secondaire de pays

en développement. Ils aident les maîtres à enseigner les sciences, la technologie et l'environnement, en expliquant, d'une manière graphique, les bases de la science et de la technologie, la méthodologie de la recherche, ainsi que la façon scientifique d'aborder des thèmes d'actualité auxquels les jeunes sont sensibles : la biodiversité, la pollution ou le recyclage des déchets.



37

Surfez sur les océans

Alors que la détérioration des écosystèmes marins et côtiers est de plus en plus inquiétante, plusieurs agences mondiales de protection des océans ont créé le premier atlas interactif des océans du monde jamais mis en ligne.

Leur objectif est de renverser la tendance en prônant le développement durable des océans. L'atlas fournit notamment des éclairages sur la sur-pêche, la destruction des habitats côtiers, la pollution

industrielle, agricole et domestique, qui mettent la vie marine en danger et menacent le climat.

Ce projet a été coordonné par l'Organisation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture (FAO). L'atlas a été lancé en mai 2002 à Paris, à l'occasion de la réunion annuelle de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO.

<http://www.oceansatlas.org>

Mobilisation pour sauver le patrimoine immatériel

Le 17 septembre, les représentants de 110 Etats ont décidé de «développer des politiques visant à l'identification, la sauvegarde, la promotion et la transmission du patrimoine culturel immatériel», composé de langues, rituels sociaux et religieux, chants, danses, formes de représentation théâtrale et techniques artisanales originales, qui fondent la diversité culturelle.

Dans la Déclaration d'Istanbul, adoptée à l'issue d'une

table ronde présidée par le directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, ces représentants gouvernementaux se sont engagés à accorder une «attention particulière» aux pays et aux territoires affectés par la pauvreté, les conflits ou les crises, tels que l'Afghanistan.

Ils ont appelé l'UNESCO à

«examiner la possibilité d'établir un fonds spécial» pour défendre le patrimoine immatériel menacé.

Une réunion intergouvernementale d'experts devrait bientôt se tenir en vue d'élaborer un avant-projet de convention internationale sur le sujet.

http://portal.unesco.org/culture_roundtable



© UNESCO/Jane Wright

Les chantiers de

La paix incertaine p.41

*Le minaret
de Djam en péril* p.43

Un périple afghan p.45

*Sur les routes
de la soie* p.46

*Bamiyan : un crime
contre la culture* p.48

Au carrefour des civilisations p.50

*Le musée de Kaboul
se relève* p.51

*Les iconoclastes
sur la touche* p.53

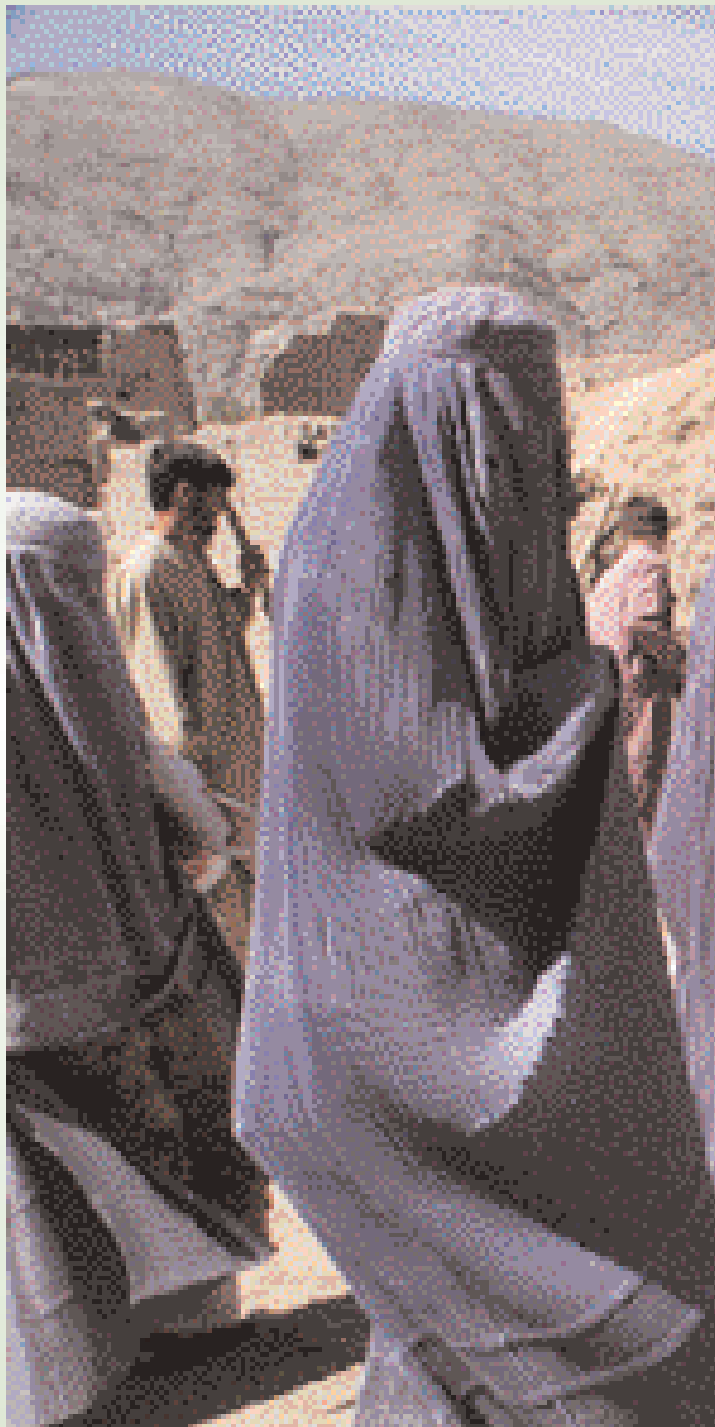
*Des jardins
qui refleurissent* p.55

Retour à l'école p.58

*L'espoir
des femmes* p.60

La renaissance de la presse p.62

La guerre a beau s'éloigner, l'Afghanistan n'est pas sorti de la crise. La reconstruction de cette nation ravagée par vingt-trois ans de conflits est à peine entamée. Du total des quatre milliards et demi de dollars d'aide promis en janvier, très peu a été versé à ce jour. Des millions d'Afghans vivent toujours dans la misère. Nombre d'entre eux commencent à s'impatienter, vis-à-vis de leurs propres dirigeants comme de la communauté internationale.



la reconstruction



grand-
angle

39

© UNESCO

De notre envoyé spécial JOHN LAWTON,
reporter et producteur d'émissions télévisées,
notamment sur l'Asie centrale
et les routes de la soie

Afghanistan

L'état des lieux

Selon les Nations unies, les vingt-trois ans de guerre qu'ont connus les Afghans ont fait un million et demi de morts, deux millions de blessés et cinq millions de réfugiés. Des millions de gens s'entassent dans des camps et ceux qui ont pu rentrer ont retrouvé leurs maisons détruites et leurs terres dévastées par trois années de sécheresse. Les divisions interrégionales et interethniques sont toujours là. Malgré la présence à Kaboul d'une force internationale de maintien la paix, la sécurité n'est pas vraiment assurée dans le reste du pays. L'hiver approche à grands pas, la reconstruction est en cours, mais l'aide arrive lentement.

Le contexte historique

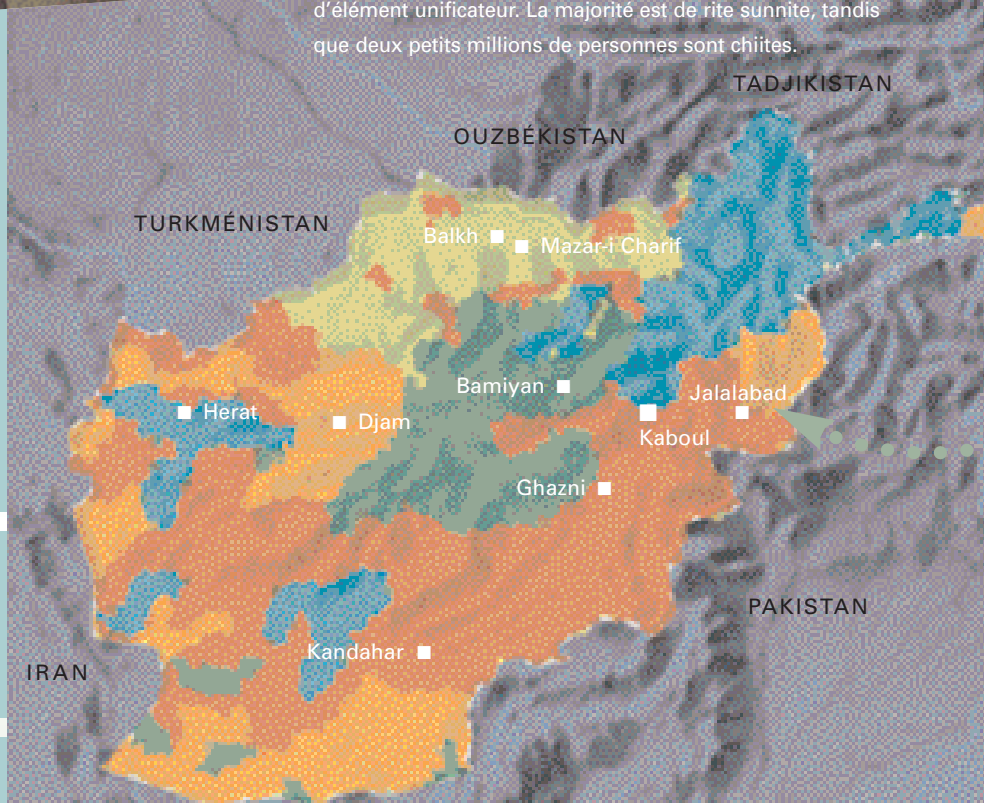
L'Afghanistan a une longue histoire d'invasions et d'instabilité. Sa position au carrefour de l'Iran, de la Chine, de l'Asie centrale et du sous-continent indien a attiré les convoitises de grands conquérants, comme Alexandre le Grand, au III^e siècle avant J.-C. Ses successeurs ont bâti des royaumes prospères qui reliaient l'Orient et l'Occident. Dans les premiers siècles de l'ère chrétienne, l'Afghanistan était le centre du vaste empire Kouchan, qui servait d'intermédiaire commercial entre l'Inde, la Chine et Rome. La vallée de Kaboul a donné naissance à l'art du Gandhara, renommé pour ses sculptures de style gréco-bouddhique. Au XV^e siècle, l'empire timouride avait installé sa capitale à Herat, qui était un centre intellectuel important.



© UNESCO

La population

Malgré la guerre, la mosaïque ethnique a peu changé. Les Tadjiks vivent toujours autour de Herat, dans le nord-ouest, les Ouzbeks dans le nord et les Turkmènes nomades dans le Wakhan, au nord-est. Les montagnes du centre sont le fief des Hazaras, d'origine mongole. A l'est et au sud, les Pachtoues représentent le groupe ethnique le plus important. Le pachtou et le dari sont les langues les plus couramment parlées, avec diverses langues turques comme l'ouzbek et le turkmène. Aussi la religion musulmane, pratiquée par la quasi-totalité des Afghans, sert-elle d'élément unificateur. La majorité est de rite sunnite, tandis que deux petits millions de personnes sont chiites.



La spirale de la guerre

Au début des années 1970, l'Afghanistan connaissait de graves problèmes économiques, notamment liés à la sécheresse. De jeunes officiers, accusant le roi Mohammed Zaher Chah de mal gérer la crise et de bloquer toute réforme politique, renversèrent la monarchie en juillet 1973. Ils proclamèrent la République et se rapprochèrent de l'URSS. En 1979, l'opposition grandit sous la direction de la guérilla des Moudjahidin. L'URSS envoya ses troupes soutenir ses alliés à Kaboul. Mais elle se heurta à la résistance des Moudjahidin, soutenus par l'Occident. Entre le retrait soviétique en 1992 et 1996, la guerre civile fit rage. Le chaos permit aux talibans de prendre le pouvoir. Ils en furent chassés en décembre dernier par les forces lancées par les Etats-Unis à la poursuite d'Oussama Ben Laden.

| |
|-----------|
| Pachtoues |
| Tadjiks |
| Ouzbeks |
| Hazaras |
| Autres |

grand-angle
40



© UNESCO



© Reza/Webistan, Paris

La paix incertaine

L'agriculture du pays a été dévastée par deux décennies de conflits, auxquelles se sont ajoutées trois années de sécheresse, souligne l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Comme les moyens de subsistance de 85 % de la population reposent sur l'agriculture et les activités induites, la survie du pays dépend de l'aide alimentaire. L'acheminement des secours jusqu'aux régions reculées reste difficile, si bien que des millions d'Afghans – des enfants pour la plupart, selon l'UNICEF – sont toujours en danger.

SEPT CENT MILLE HOMMES EN ARMES

Le gouvernement lui-même vit au jour le jour. Pour faire face à ses frais de fonctionnement, il a reçu des subventions, de dix millions de dollars chacune, de l'Inde, du Pakistan, de l'Arabie Saoudite et des Emirats arabes unis. Des dons que les émissaires ont dû transporter dans leurs valises, car il n'y a pas de système bancaire à Kaboul.

Des centaines de milliers de réfugiés rentrent en Afghanistan chaque semaine, mettant à l'épreuve les infrastructures en ruine du pays et épuisant les maigres ressources du gouvernement. Des milliers de chômeurs se pressent devant les ministères et les bureaux des Nations unies à la recherche d'un emploi.

De nombreuses villes et localités ont été partiellement détruites. L'eau courante et l'électricité ne fonctionnent que par intermittence. Des quartiers entiers de Kaboul sont ensevelis sous des tonnes de gravats. Quelque 700 000 hommes en armes errent dans les campagnes. Il faut

CHINE

La passe de Khyber

A travers l'Histoire, l'Afghanistan servit de tremplin pour la conquête de l'Asie du Sud. La passe de Khyber servait de porte d'accès aux envahisseurs successifs, perses, kouchans, turcs, timourides et moghols. Plus récemment, le défilé était emprunté par les millions de réfugiés fuyant les combats. Aujourd'hui, c'est par là que transite l'aide humanitaire.

L'avenir

La Loya Jirga (grand concile des anciens), réunie à Kaboul en juin 2002, a élu Hamid Karzaï, l'aristocratique chef tribal des Pachtounes, président de l'autorité provisoire qui doit conduire le pays à des élections en 2004. Mais les seigneurs de guerre, qui contrôlent toujours d'énormes portions du territoire, menacent toujours le fragile gouvernement.

Source : CNN

Le Grand Jeu

Pendant plus d'un siècle, l'Afghanistan a été un pion dans le Grand Jeu des puissances européennes, qui se disputaient l'Asie centrale. Les intrigues de Napoléon en Perse incitèrent les Britanniques, installés en Inde, à nouer des relations officielles avec Kaboul en 1809. L'expansion russe vers le Sud à travers l'Asie centrale ne pouvait que renforcer leurs inquiétudes. Très sensibles à la position stratégique de l'Afghanistan, les Britanniques participèrent à la valse des monarques sur le trône de Kaboul au XIX^e siècle. Par deux fois, la guerre éclata, en 1838-42 et en 1878-80. Cherchant à libérer l'Afghanistan de l'emprise britannique, le roi Amanoullah attaqua l'Inde en 1919 et obtint l'indépendance pour son pays.

grand-angle

41

les amadouer en leur fournissant de l'aide, du travail et de l'instruction, dans l'espoir de les désarmer.

Le système scolaire n'échappe pas à la confusion générale. Bien que plus d'un million et demi d'enfants se soient présentés à la rentrée scolaire, ils sont encore beaucoup plus nombreux à vivre dans des camps ou des centres de réfugiés. Pour faire face à l'afflux d'enfants, dès que la paix sera consolidée, il faudra recruter et former beaucoup d'enseignants, imprimer des manuels, acheter et distribuer des fournitures.

COOPÉRATION ET COMPÉTITION

Ce sont des défis majeurs dans un pays disposant d'un maigre réseau routier et d'infrastructures en ruines, qui plus est infesté de mines. Une coopération étroite entre les autorités nationales et locales, les agences de l'ONU et la myriade d'ONG présentes serait indispensable. Or, «c'est l'esprit de compétition qui domine», fait observer Cindar Isasac, responsable de Focus, le bras humanitaire du Réseau pour le développement de l'Aga Khan. Selon le dernier pointage, 18 agences de l'ONU, 83 ONG internationales et 111 ONG afghanes travaillaient à Kaboul. La concurrence inter-ONG pour les financements est féroce. Et celles qui sont implantées en Afghanistan depuis des années accusent parfois les agences de l'ONU, revenues après s'être retirées durant les combats, de débaucher leurs cadres les plus expérimentés.

«La relève de l'Afghanistan est une mission qui nous incombe à tous. Il faut réparer le tort historique fait à cette nation. Nous avons ici l'occasion de démontrer la solidarité du Nord avec le Sud», estime Mark Malloch Brown, du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), qui a été désigné par le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, pour



© UNESCO

Dans un camp de réfugiés, à 30 kilomètres à l'est de Kaboul (ci-contre et ci-dessous). Vues de l'intérieur et de l'extérieur du minaret de Djam (à droite).



grand-angle

42



Le Minaret de Djam en danger

C'est l'un des rares monuments à avoir survécu, intact, à la guerre, aux catastrophes naturelles et à la rage destructrice des talibans. Ce minaret et les vestiges archéologiques qui l'entourent ont été inscrits cette année sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. C'est le premier monument afghan entré dans le patrimoine culturel de l'humanité.

Elancé et fuselé, ce minaret du XII^e siècle s'élève à 65 mètres dans une vallée reculée de l'ouest de l'Afghanistan. Les archéologues occidentaux n'ont atteint cette superbe tour de briques qu'en 1957. A l'époque, cette découverte suscita un grand émoi dans la communauté scientifique. Les architectes s'étonnèrent que le monument ait pu résister si longtemps dans l'une des zones sismiques les plus actives du monde. Quant aux historiens, ils se demandèrent pourquoi les hordes de Gengis Khan l'avaient épargné lorsqu'ils avaient dévasté la région en 1221.

Le minaret de Djam est la tour de briques la plus élevée du monde après le Kutb Minar, en Inde. Comptant trois niveaux, le minaret est décoré de motifs géométriques et floraux, et porte des inscriptions en brique et en stuc. Situé à l'est d'Herat, il pourrait marquer l'emplacement de

l'ancienne capitale des Ghorides (1148-1214). Les vestiges d'un palais, de fortifications et d'un cimetière juif sont également visibles sur le site.

Le minaret de Djam fait partie des 60 tours datant du XI^e au milieu du XIII^e siècle qui survivent encore en Afghanistan, en Iran et dans les républiques d'Asie centrale. A cette époque, ce genre de tour était particulièrement apprécié car elles symbolisaient, semble-t-il, le triomphe de l'islam dans la région.

Certaines de ces tours, qui sont aujourd'hui isolées, étaient autrefois accolées à des mosquées construites en briques de terre sèche, qui ont ensuite disparu. D'autres tours, cependant, se sont toujours dressées seules dans le paysage : elles servaient soit de « phares » pour guider les caravanes, soit de tours de guet en temps de guerre. Le minaret de Djam est incontestablement la plus

impressionnante de ces tours de guet. Certains historiens pensent qu'elle a été épargnée par les Mongols parce qu'ils en avaient besoin. Ils estiment aussi que la structure en bois qui soutient l'ouvrage en brique lui a permis de résister aux tremblements de terre.

Aujourd'hui, le minaret est menacé par des infiltrations d'eau, des vibrations liées au chantier de construction d'une route, et des fouilles illicites. « Il est vital de placer ce monument, ainsi que l'ensemble du site archéologique, sous surveillance constante », plaide Andrea Bruno, un consultant de l'UNESCO qui presse les autorités de reconsidérer leur projet routier.



« Nous avons ici l'occasion de démontrer la solidarité du Nord avec le Sud. »

Le coordinateur de l'aide à la reconstruction

© UNESCO

coordonner l'aide à la reconstruction. Les projets de l'UNESCO en Afghanistan vont d'initiatives visant à reconstruire le système scolaire et universitaire à la restauration de monuments historiques et de musées. La priorité accordée à la restauration de sites historiques dans un pays en ruines soulève des objections. Mais « dans des pays qui sortent d'un conflit, il est très important de mobiliser les gens autour de projets qui renforcent



Pont suspendu dans le Nouristan.

leur identité nationale», estime Ingeborg Breines, la représentante de l'UNESCO au Pakistan.

Malheureusement, une grande partie du magnifique patrimoine culturel de l'Afghanistan a disparu, victime des bombardements et des vols. Le musée de Kaboul a été pillé. Plusieurs sites archéologiques, comme ceux de Hadda, Ai-Khanoum et Tillia Tepe, ont été illégalement fouillés et les découvertes dispersées à l'étranger. Pour finir, le décret du mollah Omar daté du 26 février 2001, ordonnant « la destruction de toutes les statues et tous les sites funéraires non islamiques », a abouti à la démolition des Bouddhas de Bamiyan. Néanmoins, un autre témoignage majeur de l'histoire de l'Afghanistan est toujours debout : le minaret de Djam (voir page 43). En juin, il a été inscrit sur la liste des biens qui composent le patrimoine mondial. C'est le premier site afghan porté sur cette liste, la guerre ayant auparavant coupé court aux efforts du gouvernement afghan visant à faire inscrire les sites majeurs du pays.

© Reza/Webistan, Paris

UN PÉRIPLÉ AFGHAN

Retour sur la Route à

En quittant les faubourgs ravagés de Kaboul, en continuant à travers les plaines desséchées et les passes escarpées de l'Hindou Kouch jonchées de restes des combats, il est difficile d'imaginer que cette terre dévastée fut le centre de grands empires, un carrefour international du commerce et de la culture, et, à une époque plus récente, une halte paisible sur la route des hippies en Asie.



En suivant cet itinéraire, où, il y a des siècles, passait l'ancienne Route de la Soie (voir page 46), nous avons laissé Kaboul à l'aube, pour rejoindre les provinces autrefois traversées par les plus importantes routes commerciales d'Asie. Dans la vallée de Koh Daman, nous avons croisé des centaines de villages abandonnés, des milliers de foyers détruits et des millions de ceps de vigne brûlés par le soleil. Des chars paralysés, des camions incendiés et des batteries d'artillerie anéanties jonchaient les abords de la route, où s'alignaient les panneaux mettant en garde contre les mines.

Il fut un temps où Koh Daman était une des plus riches vallées du pays. Réputée pour son vignoble, elle produisait aussi amandes, poires et abricots, figues et cerises. Plus de fleurs ni de fruits aujourd'hui. Car la vallée avait le malheur



© Roland et Sabrina Michaud/Rapho, Paris

**Le centre
du pays
était le point
de rencontre
de grandes
routes
caravanières**

te de la Soie travers une terre dévastée

grand-
angle

45

Caravane en Bactriane.

de se trouver sur le passage des assaillants de Kaboul, ou des combattants qui se repliaient vers l'Hindou Kouch.

Aujourd'hui, ce qui restait des arbres fruitiers a été arraché pour servir de bois de chauffage.

Position stratégique, au pied sud de l'Hindou Kouch, la fertile plaine de Begram, que nous traversons ensuite, était une autre zone de guerre. Elle verrouille l'accès aux ravins qui éventrent les hautes montagnes de l'Hindou Kouch, au centre du pays. Autrefois, ces passages s'ouvraient sur l'Inde, la Bactriane et l'Asie centrale. Alexandre le Grand y avait érigé une cité, dont les Kouchans avaient plus tard fait leur capitale, Kapisa.

Dorénavant, la plaine de Begram forme une étendue désolée. Rien ne semble survivre de la civilisation raffinée qui avait cours ici il y a deux mille ans, et dont les archéologues ont retrouvé les

traces en 1939. Dans deux petites chambres de la cité royale, ils ont découvert un trésor formé de délicats ivoires indiens et de laques de Chine, sans compter une infinie variété d'objets venus du lointain Empire romain.

SIGNES D'UN TIMIDE RETOUR À LA VIE

Une colline basse surplombant Kapisa célèbre une légende musulmane : cela fait mille ans que l'imam Hannifa Ghazni vit dans cette colline, connue sous le nom de Reg Rawan («les sables mouvants»). Un jour, il en sortira pour ramener la paix. Mais, comme le fait observer notre guide, sa réputation n'est plus ce qu'elle était depuis qu'il a refusé d'apparaître pour arrêter les récents conflits.

Kapisa était le point de rencontre de trois grandes routes caravanières, menant

en Chine, en Inde et en Asie centrale. Nous choisîmes celle de la vallée de Ghorband, qui menait en Asie centrale. Plus récemment, la ligne de front entre les talibans et l'Alliance du Nord passait par cette vallée. Les témoignages de la férocité des combats sont nombreux : véhicules incendiés, ponts brisés, mines. Nous fûmes arrêtés une demi-heure par des Afghans qui en faisaient exploser une. Ces démineurs risquent leur vie pour un dollar par jour.

Ces tristes rencontres alternent cependant avec les signes d'un timide retour à la vie. Gravissant une pente un matin, nous vîmes des centaines d'enfants se hâter vers leur école. Des fillettes rieuses allaient en classe après six ans de privation. «C'est la première fois depuis des années que je vois un sourire sur leur visage», témoigne Sean McQade, un ingénieur qui connaît la région depuis dix ans.

Traversant la passe de Chibar, nous fîmes une halte au village d'Eljanak, où un groupe d'hommes réparait la maison d'Hussein Ali, 60 ans. Ce dernier avait fui pendant la guerre avec sa famille et sa charpente en bois avait été volée, chose fréquente dans les zones rurales. La maison voisine, noircie par le feu, semblait relativement préservée. Les

Les routes de la soie, routes du dialogue

Bien avant le début des échanges entre l'Orient et l'Occident, les itinéraires qui allaient former la Route de la Soie étaient déjà sources de revenus commerciaux. Une très ancienne civilisation de l'âge du bronze, née dans le nord de l'Afghanistan, avait établi des échanges caravaniers par la vallée de l'Indus jusqu'en Mésopotamie. Par cette même route, transitaient il y a cinq mille ans les plus beaux lapis-lazulis du monde, depuis les plateaux afghans du Badakhshan jusqu'aux royaumes de Sumer et d'Égypte. Plus tard, l'antique Bactriane, dans le nord de l'Afghanistan, était reliée à l'Inde par une route de 4 200 kilomètres construite par la dynastie indienne des Maurya, et communiquait avec l'Asie centrale et le Moyen-Orient par les grandes routes de l'Empire perse.

L'ouverture proprement dite de la Route de la Soie jusqu'en Chine est généralement datée du II^e siècle avant J.-C., quand l'empereur Wou, de la dynastie Han, a étendu son empire en Asie centrale. C'est alors que ses représentants firent la jonction avec les routes existantes, qui allaient en Inde, au Moyen-Orient et même à Rome. Les Kouchans, une dynastie de rois nomades installés en Afghanistan, contrôlait un vaste empire bordant la

Chine et la mer Caspienne. Ils servaient d'intermédiaires entre l'Occident romain et l'Extrême-Orient chinois, frappant des monnaies d'or sur le modèle des dinars romains pour pouvoir livrer commerce.

Le trésor de Begram est le meilleur témoignage de ces échanges internationaux intenses. Il a été découvert sur le site d'une ancienne capitale kouchane, au nord de Kaboul. Ce trésor contenait des ivoires indiens, un coffre en laque de Chine, mais aussi la statuette en bronze d'un dieu d'une province orientale de l'empire romain.

Dans les siècles qui suivirent, le nom des acteurs changea, mais leur rôle resta globalement le même. Puis, au XIII^e siècle, les Mongols établirent un empire qui, fait unique dans l'Histoire, parvint à placer l'intégralité de la Route de la Soie sous une seule et même autorité. C'est à cette période que des marchands européens, dont Marco Polo, purent, sous protection mongole, traverser les immenses steppes qui n'avaient jusqu'alors connu aucune loi. Ils établirent ainsi les premiers contacts directs entre l'Occident et la Chine.

L'ultime épopée de la Route de la Soie fut écrite au XIV^e siècle par les Timourides turco-mongols. Le fondateur de la dynastie, Timour, aussi

connu sous le nom de Tamerlan, conquiert toute l'Eurasie, de la Grande Muraille de Chine à l'Oural. Le commerce fut revitalisé. Capitale de cet empire aux XV^e et XVI^e siècles, Herat devint un centre d'attraction pour les peintres et les artisans du Proche et Moyen-Orient. Les successeurs de Timour, cependant, ne purent maintenir l'unité de l'empire. Les révoltes tribales et l'instabilité politique provoquèrent une récession économique et un déclin culturel. Affaiblie et désorganisée, l'Asie centrale dut abandonner son rôle d'intermédiaire commercial entre l'Orient et l'Occident.

À la même époque, en 1426, cherchant à rompre avec de longues années d'influence étrangère et à faire revivre les valeurs chinoises traditionnelles, la dynastie Ming ferma les frontières de la Chine. Après avoir servi pendant mille cinq cents ans d'artère principale reliant l'Orient à l'Occident, la Route de la Soie fut coupée, ne conservant pour les siècles à venir qu'un nom romantique et le vague souvenir de sa gloire passée.



Les routes de la soie



Des bazars couverts comme celui-ci témoignent encore des anciennes routes de la soie.



accueille pour la nuit. Plus tard, il nous a été donné de vérifier ses dires. Lors d'un arrêt à Samangan, notre interprète voulut voir la maison que sa famille avait abandonnée pour fuir les combats. Il la trouva occupée par des inconnus. La rencontre fut âpre. Selon les autorités afghanes, les habitants spoliés mettent parfois des années à récupérer leur bien.

MAIGRES RESSOURCES TRÈS DISPUTÉES

Obligés de traverser des cours d'eau, car les ponts ont été dynamités, nous parvinmes à Wadou. Nous dûmes nous expliquer avec les anciens du village, furieux, qui s'étaient rassemblés devant la maison d'un ancien commandant où nous prenions le thé. Assis sur des coussins, les jambes croisées, buvant à petites gorgées un liquide vert et sucré, nous les entendîmes se plaindre : les villages voisins avaient reçu de l'aide alimentaire, mais pas eux. L'explication ne fut pas longue à venir. Elle nous fut donnée dans le village suivant, où des humanitaires déchargeaient des sacs de blé du Programme alimentaire mondial. Apparemment, Wadou avait eu le malheur de tomber entre deux zones de distribution. Ce genre de déboires administratifs suscitent des tensions entre les villages, qui, même voisins, peuvent appartenir à des groupes ethniques, tribaux ou religieux différents. Au moins, la majeure partie de l'assistance humanitaire semble-t-elle parvenir à ceux qui en le plus besoin. Dans un passé récent, la moitié de l'aide allait aux seigneurs de la guerre. Ce pourcentage est tombé à 10 %, m'assure un responsable afghan de l'aide humanitaire de Pol-i-Khumri.

La nuit tombait quand nous atteignîmes l'ancien centre industriel de cette ville. Les usines de ciment et de textiles ont été paralysées par le manque de pièces détachées et la pénurie de coton. Les entreprises n'emploient plus qu'une fraction de leur millier de salariés. Des

millions de réfugiés qui ont trouvé refuge dans le Pakistan et l'Iran voisins, ou, dans une moindre mesure, au Tadjikistan et au Turkménistan, sont maintenant incités à rentrer chez eux. Beaucoup, cependant, ont tout perdu. D'autres ont peur. « S'ils reviennent, ils veulent être sûrs de trouver de la nourriture, de l'eau et de la sécurité. Même si les conditions de vie dans les camps de réfugiés sont rudimentaires, ils y disposent de ces trois éléments », souligne Shahnaz Akhtar, d'OCKENDEN International, une ONG engagée dans l'aide au retour des réfugiés. D'autres, poursuit-elle, sont réticents, car ils ont peur de se retrouver coincés dans le pays, si la situation se dégrade de nouveau.

Du village d'Eljanak, nous descendîmes la vallée escarpée de Chibar vers Bamiyan. La ville est surplombée au nord par de hautes falaises en grès, où deux gigantesques cavités sont découpées. Étrangement vides, elles abritaient les plus grands Bouddhas debout du monde (voir page 48), anéantis en 2001 par les

talibans. Au pied de chaque niche, il ne subsiste plus qu'un tas de débris.

Des habitations troglodytes, qui servaient de cellules aux moines bouddhistes, abritent les familles des villages voisins détruits par les talibans. L'ancien bazar a été dévasté. Bamiyan était surtout habité par des Tadjiks, qui ont fui devant les forces des talibans, formées essentiellement de Pachtounes. Ensuite, les Hazaras des villages environnants ont investi la ville.

« Il y a eu beaucoup de déplacements de populations, aussi bien vers les Etats voisins qu'à l'intérieur du pays, ce qui crée des tensions », explique un humanitaire, Karim Dostyar, qui nous

Beaucoup de réfugiés ont tout perdu. D'autres ont peur de rentrer

Bamiyan : un crime contre la culture

La vallée de Bamiyan s'étend au cœur des montagnes de l'Hindou Kouch, à près de 250 kilomètres au nord-ouest de Kaboul. Durant les premiers siècles de notre ère, d'interminables caravanes de chameaux chargés de produits de luxe cheminaient le long de la Route de la Soie, en traversant cette vallée. Plus tard, des moines bouddhistes se joignirent à ces caravanes, faisant éclore un grand centre religieux à Bamiyan.

En l'an 400, le pèlerin Fa Hsien, arrivant de Chine, décrit une somptueuse assemblée de moines, venus à Bamiyan en si grand nombre qu'ils étaient « tels des nuées ». Les plus grandes merveilles de Bamiyan étaient ces deux Bouddhas monumentaux, taillés à même le grès d'une falaise surplombant la ville par le nord. Le plus ancien était haut de 38 mètres. L'autre mesurait 55 mètres.

Entre ces statues, et tout autour, un labyrinthe de cellules de moines et de sanctuaires avait été soigneusement creusé dans la pierre. Les plafonds et les murs étaient lissés au torchis et recouverts de peintures figurant des scènes édifiantes. Les Bouddhas datent probablement du III^e ou IV^e siècles mais les peintures ont pour la plupart été réalisées au VII^e siècle.

La rencontre du bouddhisme et de l'islam ne provoqua pas immédiatement le déclin des monastères de Bamiyan. Bien que les chefs locaux eussent embrassé la religion musulmane au VIII^e siècle, le bouddhisme et l'islam coexistèrent encore pendant une bonne centaine d'années. Au IX^e siècle, cependant, le bouddhisme avait disparu de la vallée, au profit de l'islam. Les Bouddhas de Bamiyan n'en survécurent pas moins aux invasions pendant un millénaire supplémentaire. Mais ils ne résistèrent pas aux talibans, qui, en mars 2001, en ont fait un tas de gravats.

Le directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, a dénoncé l'abomination que représente cette destruction froide et calculée de biens culturels qui faisaient partie intégrante du patrimoine, non seulement des Afghans mais du monde entier. « Les Bouddhas de Bamiyan ne figuraient pas sur la Liste du patrimoine mondial mais auraient mérité d'y être inscrits et leur destruction constitue un véritable délit culturel. Cette perte est irréparable », a-t-il commenté.

L'hypothèse d'une reconstruction des deux Bouddhas géants détruits est très controversée.



© UNESCO



© Andrine/UNESCO

Mais tout le monde s'accorde à dire que les falaises de Bamiyan et ses 600 grottes, avec les restes des peintures murales qui les ornent, doivent être préservées et restaurées. L'UNESCO propose d'étayer les falaises, de conserver *in situ* les débris des statues et d'effectuer des sondages archéologiques pour mettre au jour de nouveaux sanctuaires. Un petit musée va également être créé et de nouvelles fouilles entreprises afin d'essayer de localiser un gigantesque Bouddha couché. Cette statue serait longue de plusieurs centaines de mètres et dormirait quelque part dans la vallée de Bamiyan. Tous ces projets, dont le coût est estimé à 700 000 dollars, seront financés par le Japon, par l'intermédiaire de son Fonds en dépôt à l'UNESCO.



Les Bouddhas géants ont survécu aux invasions pendant mille ans mais pas aux talibans



© Paolo Koch/Rapho, Paris

réfugiés revenus au pays nous ont expliqué qu'il ne valait pas la peine de réclamer son ancienne place, car cela provoque des tensions supplémentaires.

Cette nuit-là, je partageai le dîner d'un groupe de jeunes humanitaires, assis les jambes croisées à même le sol. Le grand sujet de conversation des étrangers portait sur les plaisirs qu'ils allaient pouvoir retrouver dès qu'ils auraient fini leur mission à Pol-i-Khumri. Les Afghans, eux, parlaient de rester et évaluaient les chances d'une paix durable. « Cette fois, c'est la bonne. La paix va revenir. Les gens sont fatigués des combats », lança un jeune avec emphase. Les Afghans plus âgés n'en étaient pas si sûrs. « Rien n'a changé », me confiait le lendemain un ingénieur quadragénaire, désabusé. « Les mollahs (clercs musulmans) et les commandants (seigneurs de la guerre) ont toujours les choses en main. Chaque famille est armée et 40 % des Afghans vivent de la guerre. »

CHANGEMENT

Il est pourtant là, le changement, comme en témoigne cette visite à une école de Pol-i-Khumri. Des centaines de garçons et de filles impatients se pressaient dans la cour, tandis que les salles de classe étaient remises à neuf. A notre départ, des camions chargés de bureaux et de chaises passaient les grilles de l'établissement. A Mazar-i Charif, je vis aussi des jeunes femmes relever leur burka en pénétrant dans l'Université de Balkh pour étudier sur les mêmes bancs que des jeunes gens.

Retour à Kaboul par la passe de Salang, où la route grimpe le long du fleuve Khinjan, longeant des buissons de mûriers, puis monte abruptement entre des pentes accidentées parsemées de conifères asiatiques. A 3 363 mètres d'altitude se trouve le tunnel de Salang, percé par l'Institut soviétique de

© UNESCO



Sur la route du tunnel de Salang, à 3 000 mètres d'altitude (ci-dessus).

La vallée de Bamiyan, avec ses bouddhas géants, était un lieu d'attraction touristique avant la destruction des statues en mars 2001 (à gauche).

l'exportation technologique et le ministère afghan des travaux publics pour relier les montagnes du nord de l'Afghanistan aux vallées de Koh Daman et de Kaboul. Le chantier de ce tunnel long de 2 700 mètres dura six ans, avant son inauguration, en novembre 1964. Puis, 5 400 mètres de galeries durent être ajoutées pour préserver les abords de la neige. Aujourd'hui, l'ouvrage, dans un état précaire, est dangereux. La neige amassée a gelé dans les galeries endommagées, limitant le trafic à une seule voie. Le jour où nous l'empruntâmes, le chaos était total. Bloqués à l'entrée du tunnel, des humanitaires posaient pour une photo sur un chasse-neige abandonné. Nous prîmes une femme dans notre véhicule pour traverser le tunnel, descendre jusqu'au fleuve Salang, et revenir à Kaboul. A l'approche de la capitale, je demandais son sentiment sur le tour que prenaient les choses à notre passagère, Deborah Storie, qui avait à son actif six ans d'intervention en Afghanistan pour l'International Assistance Mission. « Il y a un changement de façade, mais cela ne va pas plus loin », dit-elle, résumant ce que j'avais souvent entendu dire lors de notre périple à travers ce pays dévasté.

grand-angle

49

CULTURE

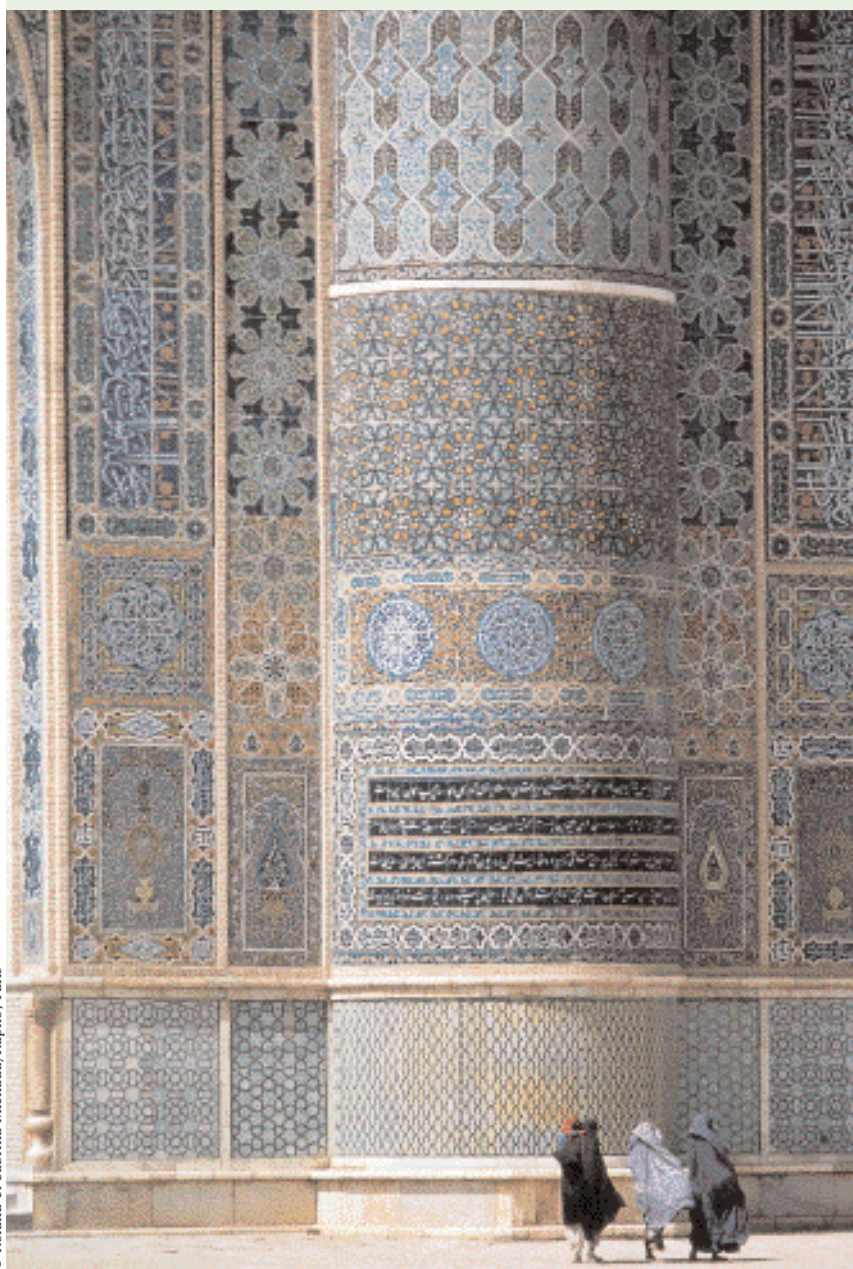
Un carrefour de civilisations

La position stratégique de l'Afghanistan, à la jonction de la Chine, de l'Inde, de l'Asie centrale et du Moyen-Orient, en a fait un carrefour des cultures, du commerce, des religions et des conquêtes.

Son art et son patrimoine témoignent de ces brassages incessants.

grand-angle

50



© Roland et Sabrina Michaud/Rapho, Paris

Devant la grande mosquée de Herat.

Une intense activité culturelle a imprimé ses marques sur ces routes afghanes qui, il y a bien des siècles, reliaient l'Orient à l'Occident et le Nord au Sud. Les ruines d'antiques cités, comme Kapisa, dans le centre du pays, ou Ai-Khanoum et Yemchi, dans les plaines du nord, racontent l'histoire d'échanges nourris avec des contrées lointaines. A Ai-Khanoum, les archéologues ont découvert une cité grecque orientalisée. A Kapisa, ils ont mis au jour un trésor d'ivoires indiens, de laques de Chine et d'objets d'art romain. A Yemshi, ils ont trouvé des motifs décoratifs reflétant les styles très différents de l'Inde, de la Grèce, de l'Iran, de la Chine et des nomades d'Asie centrale.

La guerre et le pillage, ajoutés aux destructions iconoclastes des talibans, ont ravagé ce patrimoine, exceptionnel par sa richesse et sa variété, qui illustrait les plus hauts faits de l'histoire d'une civilisation vieille de deux mille cinq cents ans. Même si certains efforts sont entrepris pour préserver ce qu'il en reste, ces destructions sont en grande partie irréparables.

L'HÉRITAGE D'ALEXANDRE LE GRAND

Les Perses achéménides furent les premiers à intégrer l'Afghanistan à leur empire, au VI^e siècle avant J.-C. La seule trace de leur présence consistait en

Le musée de Kaboul ramené à la vie

« Une nation est en vie tant que sa culture est en vie », proclamait fièrement une banderole accrochée au début de l'année au-dessus de l'entrée du musée de Kaboul. A l'intérieur cependant, l'ambiance est tout autre.

Hier l'un des fleurons culturels de Kaboul, le musée a essuyé de nombreux tirs de roquette pendant la guerre civile (1992-96). Les deux tiers de ses collections uniques au monde ont été systématiquement pillées. Nombre de pièces irremplaçables, comme les ivoires de Begram, l'intégralité des collections numismatiques et des fragments de fresques bouddhiques de la vallée de Bamiyan ont disparu. Plus tard, les talibans ont détruit plusieurs statues gréco-bouddhiques. Des deux statues vieilles de près de deux mille ans qui gardaient l'entrée du musée, il ne reste plus que les pieds. Les débris de ces sculptures et d'autres statues brisées sont empilés dans des caisses en bois. Qui sait si, un jour, les spécialistes ne pourront pas en reconstituer certaines, grâce aux techniques d'assemblage virtuel ? Les experts espèrent aussi que le rétablissement des conditions de sécurité dans le musée permettra le retour de certaines pièces disparues ou sorties illégalement du pays.

Grâce à l'aide de la Grèce, le bâtiment, qui se trouve dans le faubourg ravagé de Darulaman, à quelque huit kilomètres du centre de Kaboul, va pouvoir retrouver un toit et des fenêtres. La restauration des collections a également commencé : une ONG française, le CEREDAF, fournit les produits et instruments nécessaires tandis que le musée Guimet (France), le British Museum et l'ONG SPACH (Société pour la protection du patrimoine culturel en Afghanistan) contribuent à l'inventaire et à la formation du personnel.

« Le temps presse : voilà quinze ans que les objets n'ont reçu aucun traitement et ils ont souvent des problèmes de conservation », expliquait récemment le directeur du musée en faisant visiter son établissement dans le noir et la poussière. Six mois après la chute des talibans, le musée n'avait toujours ni l'eau ni l'électricité.

Fondé en 1919 dans le palais Bagh-i-Bala, qui domine Kaboul, il fut le premier musée d'Afghanistan. Son fonds

initial consistait en manuscrits, miniatures, armes et objets d'art provenant des familles royales. Puis cette collection déménagea. Elle fut d'abord installée dans le palais du roi, dans le centre de Kaboul, avant de gagner, en 1931, le bâtiment actuel de Darulaman, où le roi Amanoullah voulait établir



© Andrea Bruno, Turin



© UNESCO

sa nouvelle capitale. Le fonds d'origine a été enrichi, dès 1922, notamment par les objets découverts par la Délégation archéologique française en Afghanistan (DAFA). Au fil des ans, les collections finirent par refléter six mille ans d'histoire, depuis l'ère préhistorique jusqu'aux périodes classique, bouddhique, hindoue et islamique.

© Richard Lambert/Réunion des Musées Nationaux, Paris



© Ravaux/Réunion des Musées Nationaux, Paris



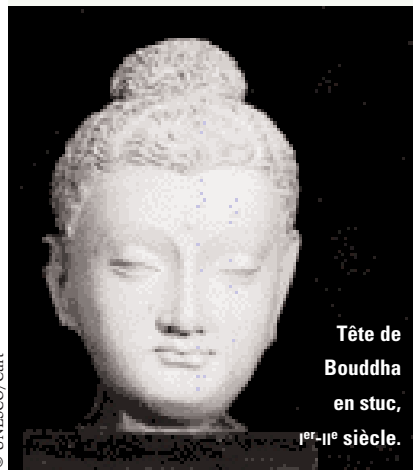
grand-angle

51

De haut en bas : verrerie et ivoire de Begram ; le squelette sans toit ni fenêtres et la façade du musée de Kaboul.

quelques pièces de monnaie, retrouvées au pied de Tepe Maranjan, dans le centre de Kaboul. Elles ont été volées avant de disparaître totalement.

Après avoir écrasé les Achéménides, Alexandre le Grand envahit l'Afghanistan en 328 avant J.-C. Macédonien imprégné de culture grecque, monarque captivé par l'idéalisme oriental, Alexandre lui-même était l'incarnation de ce mélange culturel. Incapable de parachever la conquête de l'Asie, où il se heurtait à une féroce résistance, il la colonisa : il y fonda plusieurs cités, où ses hommes prirent femme. Ils y introduisirent ainsi l'hellénisme mais, en retour, devinrent eux-mêmes asiatiques en s'intégrant aux populations locales. Ce métissage aboutit à la création d'un royaume multinational qui



© UNESCO/Cart

Tête de
Bouddha
en stuc,
I^{er}-II^e siècle.

faisait le pont entre les civilisations de l'Inde, de l'Iran, de la Grèce et de la Chine. Ce royaume, c'était la Bactriane. Il abritait une cité du nom d'Âi-Khanoum, au confluent des fleuves Kokcha et Amou Daria (l'ancien Oxus), dans le nord de l'Afghanistan. Ai-Khanoum est la cité grecque la plus orientale jamais découverte en Asie. Avant l'interruption de leurs travaux par l'invasion soviétique, en 1979, des archéologues français y avaient découvert une métropole triangulaire, dont chaque côté faisait plus d'un kilomètre et demi de long. Dans cette enceinte se trouvaient des vestiges de plusieurs monuments grecs, dont un

gymnase, un théâtre de 6 000 places, un stade, des bains publics et des temples. Les monuments d'architecture hellénistique obéissaient aux trois styles classiques : ionique, dorique et corinthien. Mais certains sanctuaires semblaient avoir subi davantage l'influence persane que grecque. Les cinq dernières années ont été fatales à Ai-Khanoum. « Ce site été ravagé par des fouilles clandestines, explique l'archéologue afghan Zemaryalai Tarzi. Et tout ce qui restait des ruines antiques, comme les majestueuses colonnes, les pylônes, les bases ou les chapiteaux, a été récupéré pour servir de matériaux de construction dans les villages des environs. »

A l'époque d'Alexandre, l'art et la pensée grecs atteignaient leur sommet. Les peuples asiatiques les adoptèrent rapidement pour s'empresser de les adapter à leurs propres univers de représentation. Pour ne prendre qu'un exemple, citons les statues de Tepe Chotor près de Djalalabad, dans le sud de l'Afghanistan, qui représentent Alexandre, Héraclès et Dionysos, aux côtés de Bouddha. Le site de Tepe Chotor, qui avait été transformé en musée de plein air, était également l'une des merveilles de l'archéologie afghane. Il a été détruit.

INVASIONS NOMADES

Aucune théorie satisfaisante ne permet d'expliquer les déferlements à répétition des peuples nomades en Asie centrale. Mais le phénomène est bien documenté : à intervalles réguliers, les peuples sédentaires de la région étaient soumis par des cavaliers nomades et leurs cités rasées. Les envahisseurs plantaient leurs tentes, s'installaient et finissaient par adopter le mode de vie sédentaire des vaincus. Comme ils s'adoucissaient avec le temps, ils devenaient à leur tour vulnérables. C'est alors qu'une nouvelle vague de redoutables envahisseurs les submergeait.

Les trésors archéologiques afghans ont été pillés et détruits

Au 1^{er} siècle avant J.-C., le royaume grec de Bactriane fut ainsi conquis par les Scythes, qui, cent ans plus tard, furent eux-mêmes soumis par les Parthes. Dans la foulée déboulèrent les Kouchans, des nomades originaires d'Asie centrale qui, au début de l'ère chrétienne, sillonnaient l'Hindou Kouch à cheval. De leur base en Afghanistan, les Kouchans étendirent leurs frontières jusqu'au Pakistan, à l'Ouzbekistan et au Tadjikistan actuels. Plus tard, ils se saisirent de tout le nord de l'Inde et de certaines régions du nord-ouest de la Chine.

Les nomades kouchans n'avaient pas de traditions bien établies. Ils modifiaient leur mode de vie en fonction des mœurs locales, reprenant ce qui leur convenait le mieux. Ce métissage provoqua l'émergence d'une culture indigène exceptionnelle, née de la fusion des styles de la Grèce et de la Bactriane, influencés par l'Occident, avec ceux de l'Inde, tournés vers l'Orient, le tout revigoré par la force de caractère de l'Asie centrale.

Cette production, pleine de vitalité et très dynamique, est illustrée par le somptueux trésor kouchan de Tillia Tepe, situé dans la plaine du nord de l'Afghanistan. Entreprises en 1978, des fouilles archéologiques ont permis de mettre au jour six caveaux funéraires datant du 1^{er} siècle de notre ère, alors que le pouvoir des Kouchans était à son



© Reza/Wehistan, Paris



Les iconoclastes n'ont plus le vent en poupe

Les artistes et sculpteurs figuratifs peuvent enfin reprendre leur travail de création. A l'Académie des Beaux-Arts, une figure féminine, chose impensable sous les talibans, a été sculptée dans le bois cet été. Dans le même temps, des expositions ont eu lieu au Musée des Traditions et Beaux-Arts d'Afghanistan, qui vient d'ouvrir ses portes. Elles faisaient honneur à l'art figuratif d'une bonne vingtaine de créateurs afghans reconnus, sans compter les jeunes artistes.

Adeptes d'une interprétation rigoriste de l'islam, les talibans avaient interdit tout art figuratif. Aujourd'hui encore, certains conservateurs s'y opposent. « Cette guerre incessante, très dure au cours des cinq dernières années, a beaucoup nui aux artistes afghans », soulignent les membres de la Coordination de l'assistance humanitaire, qui vient d'ouvrir un petit musée à Kaboul, après trois ans d'exil au Pakistan.

Même si la belle céramique d'art a disparu d'Herat, des

artisans, bénéficiant d'un soutien de l'UNESCO, produisent encore des dalles et des briques vernissées qui permettent de restaurer les monuments de la ville. La recette est simple : la brique cuite est recouverte de vernis colorés obtenus à partir de sept ingrédients (dont des pigments), ou plongée dedans. Elle passe ensuite au feu un jour ou plus (le temps de cuisson dépend de la couleur désirée) à 1000 degrés, selon un procédé qui n'a guère changé depuis des siècles.

Les Mésopotamiens furent les premiers à recourir à la brique vernissée comme matériau de construction. Ils s'en servaient pour imperméabiliser les murs de torchis, plutôt que comme éléments de décoration. Mais l'usage du vernis permit l'introduction de la couleur. Ces surfaces colorées, ornées de motifs géométriques ou floraux, d'arabesques ou d'élégants panneaux calligraphiés, devinrent bien plus tard un élément central de l'architecture islamique.

apogée dans la région. Les dépouilles étaient drapées dans des linceuls d'étoffe décorés de centaines de disques d'or et d'argent, dont les motifs illustraient la diversité des styles qui coexistaient alors en Asie centrale. Les décorations indiennes, grecques, iraniennes et chinoises étaient aisément repérables, mais, fait plus intéressant, l'influence de l'art animalier des éleveurs nomades apparaissait aussi clairement. L'introduction de ce style pastoral avait revivifié un art, qui, à défaut, se serait figé rapidement, à mesure que les sources d'inspiration hybrides qui le nourrissaient auraient perdu de leur vigueur.

Autre exemple de rencontre des civilisations sur le sol afghan : le trésor de Begram, découvert dans les ruines de la capitale d'été des Kouchans, Kapisa, à 60 kilomètres au nord-est de Kaboul, dans la plaine fertile de Begram. Des archéologues français explorant le site avant la Seconde Guerre mondiale y avaient découvert la cache d'un trésor d'objets précieux provenant de Méditerranée orientale, d'Inde et de Chine. Des centaines d'objets étaient dissimulés dans une chambre de la cité royale : des quantités de moulages en plâtre et de médailles gréco-romaines, des verreries peintes d'Alexandrie, en Egypte, des meubles en laque de Chine incrustés

Le marché « Titanic », à Kaboul (ci-dessus). L'art de la céramique a connu son apogée à Herat, aux ^{xv}e et ^{xvi}e siècles (ci-dessous).



© UNESCO

grand-angle

53

d'ivoire indien. Les ivoires ont été répartis entre le musée Guimet, à Paris, et le musée de Kaboul, d'où ils ont disparu il y a bien longtemps.

LE BOUDDHISME ET L'ART DU GANDHARA

Il est difficile de savoir quand est apparu pour la première fois le bouddhisme en Afghanistan. La légende veut qu'il ait été introduit depuis son berceau, l'Inde, par deux marchands qui étaient les premiers disciples laïcs du Bouddha : Trapusa et Bhallika. Cette histoire repose sur une étymologie populaire, selon laquelle la cité de Bhlika (Balkh), dans le nord du pays, tirerait son nom de Bhallika.

Il est cependant plus probable que le bouddhisme soit apparu beaucoup plus tard, au I^{er} siècle de notre ère, sous le règne du souverain kouchan Kanichka I^{er} : venu du nord-ouest de l'Inde, il se serait répandu en Afghanistan, avant de continuer sa route vers le nord et l'est.

A la même époque, l'art bouddhique sortit lui aussi des frontières de l'Inde, imprégnant les cultures qu'il rencontrait. D'où la naissance d'un art hybride, qui combinait des influences de l'Occident classique et de l'Asie centrale ou méridionale. Cet art original porte le nom de la région où florissaient les ateliers les plus réputés : le Gandhara. Ce territoire englobe la vallée de Kaboul et les contrées environnantes. L'art du Gandhara ne reflète pas véritablement un mélange – et encore moins une synthèse – des cultures. Il juxtapose plutôt des styles disparates, produisant parfois des résultats étranges. C'est là toute l'originalité de la sculpture du Gandhara, où se côtoient des influences gréco-romaines, indiennes et parthes.

C'est aussi dans le Gandhara que le concept hellénistique de la représentation s'est combiné aux influences religieuses indiennes, amenant l'art bouddhique à un basculement. Jusqu'alors, le Bouddha n'avait jamais été représenté sous les

traits d'une personne. Pour indiquer sa présence, on avait recours à des symboles : un trône vide, un cheval sans cavalier, un parasol, l'arbre de la Bodhi (sous lequel Bouddha serait parvenu à l'éveil) ou des empreintes de pas. C'est dans le Gandhara que Bouddha prit forme humaine pour la première fois. Cette évolution a notamment produit les statues géantes de Bamiyan (voir page 48), au cœur de l'Hindou Kouch. Elles ont été démolies en 2001 suite à un décret du chef spirituel des talibans, le mollah Omar, ordonnant la destruction de toutes les statues et de toutes les sépultures non musulmanes.

L'ESSOR DE L'ISLAM

Au VI^e siècle, des tribus turques entamèrent leur migration vers l'ouest : parties de leur foyer originel en Mongolie, elles submergèrent l'Asie centrale. Puis, au VIII^e siècle, les Arabes musulmans se déplacèrent vers l'est, ce qui entraîna un bouleversement de la donne religieuse. Cette rencontre entre les Turcs et l'islam marqua profondément l'Afghanistan. En 644, le pèlerin chinois Hsuen-Tsang, de passage à Kaboul, écrivait : « Le roi est

turc, et ses hommes ont un tempérament aussi féroce que fougueux ».

Les Turcs d'Asie centrale ne se contentèrent pas d'embrasser l'islam, ils en devinrent le bras armé. Avant la fin du millénaire, grâce à leur force militaire et à leur talent de conquérants, les nomades turcophones des steppes avaient pris le relais des bédouins dans la première vague d'expansion de l'islam. C'est alors que commença une seconde phase de conquête.

De la fin du X^e siècle jusqu'au XII^e siècle, sans discontinuer, l'Afghanistan fut le centre de puissants royaumes musulmans : des Ghaznavides d'abord, puis des Ghorides. C'est à cette époque-là que l'islam s'enracina dans le pays, qui devint une base arrière pour l'islamisation du nord de l'Inde.

En 1008, les Ghaznavides vainquirent une confédération de chefs hindous à Peshawar, annexèrent le Pendjab et portèrent les frontières de l'influence musulmane vers le sud, jusqu'à Lahore. Avant la fin du XI^e siècle, les conquérants ghorides avaient imposé l'islam à la plus grande partie du nord de l'Inde, annexant Delhi et Ajmer (Rajasthan) en 1192, puis, deux ans plus tard, le Bihar et le Bengale.

© Aga Khan Trust for Culture

© UNESCO



Les jardins de Babour, le premier empereur mongol, se trouvent aujourd'hui en plein centre-ville (ci-dessus).

Son modeste tombeau a beaucoup souffert de la guerre (à droite).

**A partir du
x^e siècle,
le pays fut
le centre de
puissants
royaumes
musulmans**

Faire refleurir les jardins de Babour

Le tombeau de Babour est un édifice modeste comparé aux monuments que ses descendants ont construits en Inde. Mais il était entouré de magnifiques jardins paysagers situés à Bagh-e-Babour. Malheureusement, des décennies de négligence, vingt-trois ans de guerre et quatre années de sécheresse ont entraîné le dépérissement des jardins et des monuments. Le parc est désormais au centre-ville, entouré des constructions qui s'accrochent à la colline à laquelle il s'adosse.

Babour, qui se proclamait descendant direct de Genghis Khan et de Timour, s'empara du trône de Kaboul au xvi^e siècle après avoir été chassé du sien, dans la vallée de Ferghana. En 1525, il se lança à l'assaut de l'Inde, devint le premier empereur moghol et installa sa cour à Agra.

Babour, cependant, n'avait jamais oublié Kaboul. A sa mort, en 1539, c'est là, à Bagh-e-Babour, qu'il voulut être enterré. Un siècle plus tard, le Chah Jahan, le

constructeur du Taj Mahal (Inde), fit édifier une petite mosquée en marbre dans les jardins de Babour, près de la tombe toute simple de son ancêtre. A la fin du xix^e siècle, le dirigeant afghan Amir Abdul Rahman construisit un élégant pavillon à colonnades, dont le portique dominait les jardins en terrasses ornés de fontaines, de superbes rangées de platanes d'Orient et d'une profusion de roses sauvages et de jasmins parfumés, qui descendaient jusqu'à la ville en contrebas.

Selon les chercheurs, les jardins de Bagh-e-Babour ont été créés entre 1504 et 1528. Ils ont été endommagés par un terrible tremblement de terre en 1842 puis restaurés par Amir Abdul Rahman, à la fin du xix^e siècle, et par le roi Nadir Chah, dans

les années 1930. Tous deux étaient influencés par la mode des jardins à l'européenne et choisirent d'ignorer la tradition islamique du jardin. Ensuite, les jardins devinrent un parc public et les communistes y creusèrent une piscine.

La restauration de l'ensemble devrait durer plusieurs années. Avec l'aide de l'UNESCO et de la Fondation de l'Agha Khan, elle vise à retrouver l'aspect originel de ce lieu de villégiature, de la mosquée et, si possible, du pavillon. Les bâtiments résidentiels des environs seront également réhabilités. Les jardins retrouveront leurs arbres, leurs fleurs et leurs décorations de style moghol. Des allées et des bancs permettront aux Kabouli de profiter à nouveau de ce petit Eden.



© Aga Khan Trust for Culture

grand-
angle

55

Cette expansion entraîna de nombreux bouleversements dans les arts et la culture d'Asie centrale. Du IX^e au XIII^e siècles, toutes les représentations humaines, interdites par l'islam, disparurent des fresques et des sculptures, au profit d'un art non figuratif. Quatre grands styles décoratifs dominaient, marqués par les motifs floraux, calligraphiques, géométriques et les arabesques.

En dépit de la domination de valeurs islamiques communes, chaque région conserva en grande partie ses spécificités artistiques et culturelles. Des miniatures peintes de l'école de Behzad, à Herat, purent même continuer à représenter des figures humaines.

Dans le domaine de l'architecture, les musulmans combinèrent d'anciennes traditions à la rigueur mathématique et scientifique, faisant éclore des formes inédites et un nouveau style décoratif. Parmi les chefs-d'œuvre nés de ce mélange, on peut citer la Tour de Massoud III, érigée à Ghazni (centre du pays) au début du XIII^e siècle, avec son plan en étoile, ses sept bandes de briques ornementales, ses panneaux de terre cuite et ses décorations en stuc. Autre exemple, le minaret de Djām, qui date de la fin du XIII^e siècle et qui s'élève à 65 mètres au-dessus des plaines de l'ouest (voir page 43).

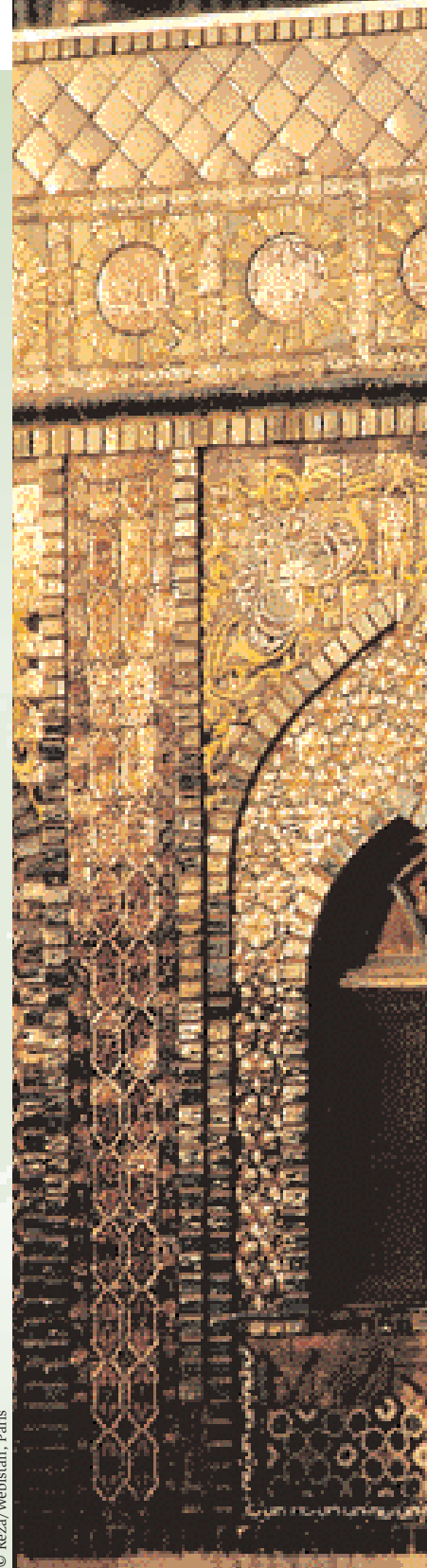
LA RENAISSANCE TIMOURIDE

Cette civilisation florissante fut heurtée de plein fouet par l'invasion destructrice des armées de Genghis Khan. Puis l'Asie centrale dut attendre les XIV^e et XV^e siècles pour connaître une renaissance culturelle, avec l'émergence de la dynastie timouride. Timour, plus connu en Occident sous le nom de Tamerlan, mena une quinzaine de campagnes militaires dans 23 pays pendant un demi-siècle, façonnant un empire qui s'étendait du fleuve Indus jusqu'aux rivages de la mer Noire. En 1370, ce guerrier turco-mongol s'était imposé comme le maître incontesté des

steppes. En 1380, il vainquit les Il Khans, devenant aussi maître de la Perse. En 1398, Timour fit une percée à travers la passe de Khyber, dévastant le Sind et le Pendjab et mettant Delhi à sac. En 1399, il envahit la Géorgie, et en 1401 prit d'assaut Badgad et Damas. En 1402, il infligea une défaite aux Turcs ottomans à Ankara. Il était sur le point de conquérir la Chine, quand il mourut en 1405.

L'art timouride fit éclore une nouvelle esthétique qui mariait les traditions culturelles des régions conquises avec les traditions turques des envahisseurs. Dans les territoires qu'il avait soumis en Perse, en Inde et au Moyen-Orient, Timour pillait les trésors mais enlevait également les artisans les plus doués, qui étaient expédiés en Asie centrale pour s'occuper des cités impériales. Leurs créations n'étaient ni véritablement persanes, ni vraiment indiennes ou arabes, même si elles reflétaient toutes ces influences. Elles ne se conformaient pas non plus aux vieux styles de l'Asie centrale. En parant les cités timourides de nouveaux édifices, les architectes et artisans captifs créèrent en réalité un genre tatar bien à eux.

A la mort de Timour, son fils, le Chah Roukh, lui succéda. Le règne de ce dévot pacifique dura quarante ans. Le tumultueux empire nomade se transforma alors en Etat sunnite orthodoxe, prenant comme capitale Herat, dans l'ouest de l'Afghanistan. Même si cette cité est connue pour ses monuments de l'époque des Ghorides – comme la Grande Mosquée du XII^e siècle, reconstruite au XIV^e siècle dans toute la splendeur de ses faïences bleues et turquoise –, les véritables merveilles de la ville sont plutôt les monuments du XV^e et XVI^e siècle. En ce temps-là, l'art timouride de la céramique atteignait des sommets. Même après l'effondrement de l'empire timouride, les céramiques bleues et les mosaïques de faïence qui faisaient sa réputation conservèrent une grande influence sur le travail de la céramique en Iran et en Turquie.

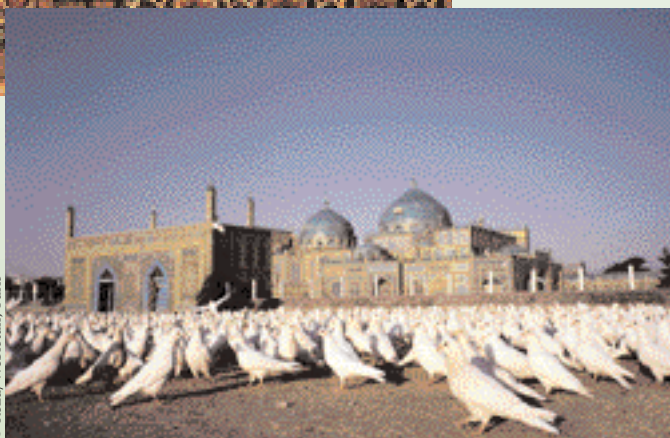


© Reza/Webistan, Paris

**Au Moyen Âge,
Herat devint
l'un des
principaux
foyers culturels
d'Asie**



Devant la mosquée de Mazar-i Charif (à gauche).
L'esplanade de la mosquée (en bas).



© Reza/Websistan, Paris

La cour du Chah Roukh et de son successeur, Hussein, était un grand centre des arts et des savoirs. Ces souverains éclairés protégèrent des créateurs comme le poète Djami et le miniaturiste Behzad. Sous leur règne, Herat devint l'un des plus importants foyers des arts, des lettres et de la culture de toute l'Asie.

Le poète du xv^e siècle Mir Ali Chir Nava est l'un des enfants chéris de la ville. On le surnommait le « Chaucer des Turcs ». Comme le poète anglais, Nava bouleversa la littérature nationale. Entre les mains de cet écrivain, le turc, traditionnellement considéré par les lettrés du Moyen-Âge comme un parler fruste et plébéien, devint une langue pleine de grâce pour la poésie et la littérature en prose. Né à Herat en 1441, Nava a fait entrer la langue turque dans la littérature mondiale.

L'un de ses vers les plus célèbres dit:

Comme même les meilleurs ont à franchir le portail de la Mort, Heureux celui qui parvient à forger l'immortalité de son nom

L'arrière-arrière-arrière-petit-fils de Timour, Babour, fut de ceux-là. Au xvi^e siècle, il conquiert Kaboul et constitue un royaume en Afghanistan, qui lui sert de base pour envahir l'Inde, où il fonda la dynastie des empereurs moghols.

A Kaboul, Babour édifie un superbe jardin paysager (voir page 55), le premier des célèbres jardins impériaux du sous-continent indien. Ce site historique, comme tant d'autres, va être restauré avec l'aide de l'UNESCO.

Réunis à Kaboul en mai 2002 pour discuter de la réhabilitation du patrimoine culturel de l'Afghanistan, les autorités afghanes et les représentants des organisations internationales ont mandaté l'UNESCO pour mettre sur pied un comité international chargé de coordonner les opérations de sauvegarde du patrimoine culturel afghan. Ce type de structure fonctionne avec succès au Cambodge, depuis la fin de la guerre au début des années 1990.

ÉDUCATION

Retour à l'école

A l'ère post-talibans, les Afghans sont saisis d'une soif inextinguible d'instruction et de savoir. Sortant d'années d'étouffement, ils sont avides d'idées, de nouvelles technologies, d'expertise. Les écoles poussent comme des champignons, les enfants ont envie d'apprendre et les professeurs d'enseigner.

« **S**abak » : c'est ainsi qu'on appelle la rentrée scolaire en Afghanistan, ce qui signifie « retour à l'apprentissage ». Cette année, le « Sabak », fixé au 23 mars, revêtait un sens tout particulier. De nombreux enfants, parmi le million et demi de filles et de garçons qui se sont inscrits à l'école, entraient pour la toute première fois de leur vie dans une salle de classe. Car pendant des années, les établissements étaient fermés et les filles exclues de l'enseignement public.

Des manuels, des tableaux noirs, des crayons et des cahiers, des brochures pédagogiques, des tentes pour abriter des classes provisoires : le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a livré plus de 7 000 tonnes de matériel à presque toutes les écoles élémentaires du pays. Cette opération représentait la mobilisation logistique en faveur de l'éducation la plus importante dans l'histoire de cette agence onusienne.

Cette campagne de « retour à l'école » n'était qu'un élément du dispositif général. Elle s'est accompagnée d'un énorme effort de l'administration afghane, qui a mobilisé les enseignants, enregistré les inscriptions, réhabilité les

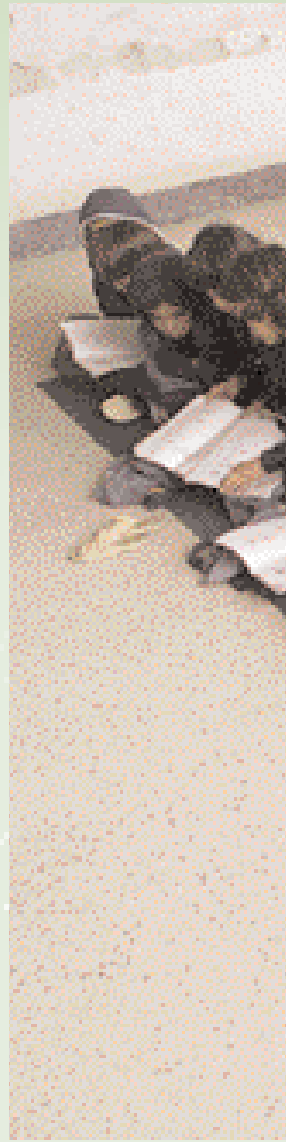
infrastructures scolaires et refondu les programmes.

Quant à l'UNESCO, elle s'est concentrée sur le renforcement du ministère de l'Éducation, l'amélioration de la formation des maîtres et la mise en place de programmes et de manuels pour tous les établissements : primaires, secondaires, techniques et universitaires.

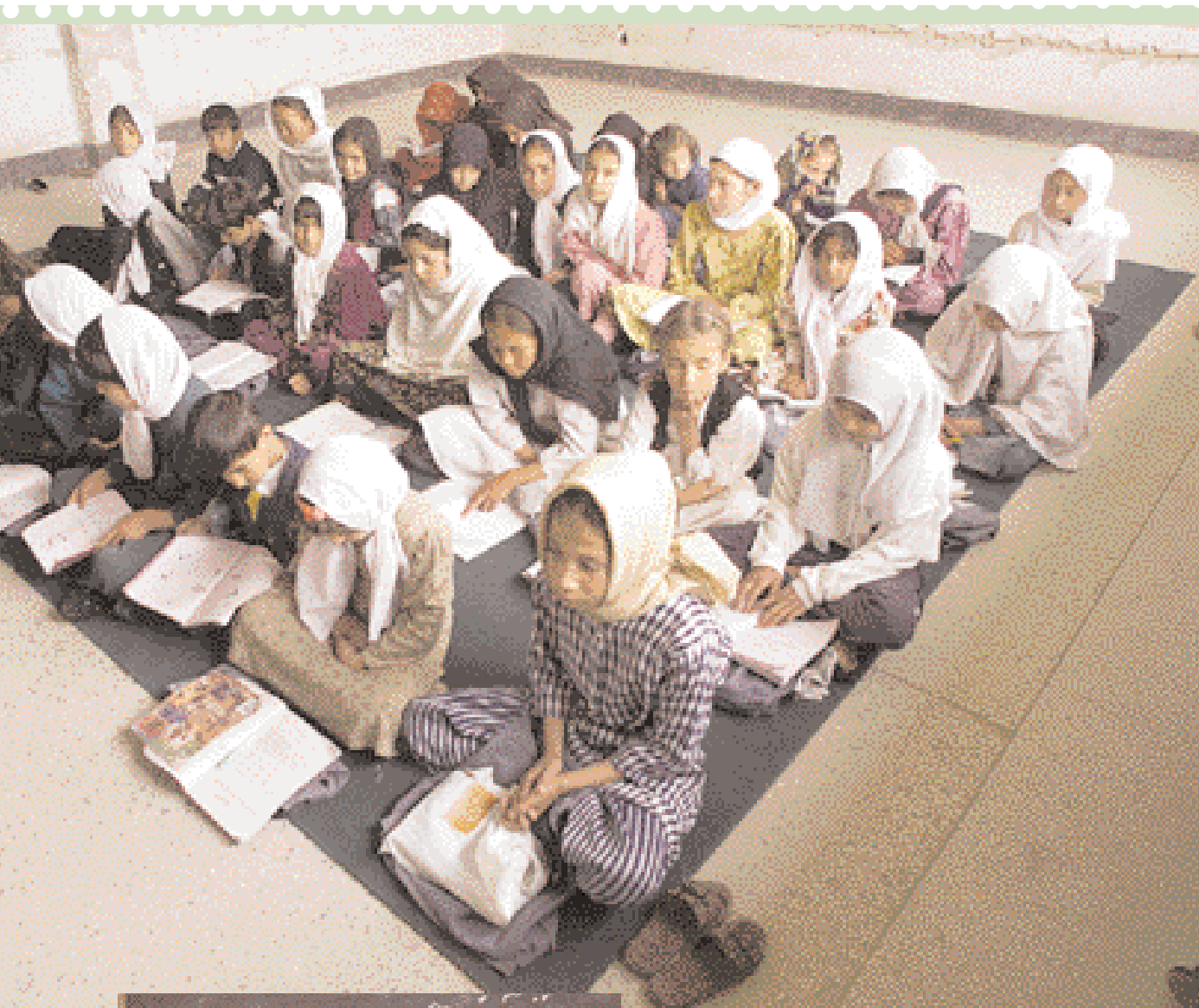
En mars 2002, l'UNESCO a par ailleurs financé les examens d'entrée à l'Université à l'échelon national, y compris les frais de déplacement des examinateurs en province et l'impression des feuilles d'examen et des corrigés. Les épreuves ont été couronnées de succès : sur les 20 000 candidats qui se sont présentés aux examens, 16 400, dont nombre de femmes, ont été admis. Une autre initiative financée par l'UNESCO a permis au ministère de l'Éducation de réunir plus de 90 formateurs afghans venus de 26 provinces pour s'entretenir des questions pédagogiques. Pour la première fois en plus de vingt ans, des directeurs d'académie de tout le pays ont pu se retrouver pour discuter de l'avenir du système éducatif.

« Un énorme effort a été réalisé au cours des derniers mois pour permettre aux

Le 23 mars de cette année, les petites filles ont retrouvé le chemin de l'école, après des années d'privation (ci-dessus). A l'avenir, il faudra préciser des choix éducatifs, notamment la place de la religion dans l'enseignement. Ci-contre, un cours d'éducation religieuse.



Cette année, des milliers de femmes sont entrées à l'université



© UNESCO



© UNESCO

enfants de retourner en classe, a fait observer le directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, en juillet 2002. Cette première étape doit maintenant être suivie d'activités à plus long terme. »

A cette fin, l'UNESCO et les autorités afghanes ont élaboré une série de projets pour développer une stratégie nationale d'éducation. L'UNESCO doit trouver 27 millions de dollars pour répondre aux besoins les plus pressants, notamment pour restaurer l'université de Kaboul et relancer l'enseignement universitaire. Elle considère aussi comme prioritaire de former des maîtres et des gestionnaires du système d'enseignement et de développer l'éducation informelle et l'éducation à distance, mesures indispensables si l'on veut réduire le taux d'analphabétisme, l'un des plus élevés du monde.

La relève du pays exige des Afghans éduqués et qualifiés. Or, en vingt-trois ans, l'Afghanistan a perdu 200 000 enseignants, selon des estimations, et 17 universités et instituts détruits par la guerre.

«La première des priorités, c'est de payer le salaire des enseignants en poste et de les former. Certains ont été coupés du reste du monde pendant des années et n'ont pas reçu leur salaire depuis des mois», fait observer le coordinateur de l'UNESCO chargé de l'éducation à Kaboul, le professeur Lutfulla Safi. «Ensuite, il faudra recruter et former d'autres enseignants, remplacer les programmes périmés et les manuels.»

A long terme, poursuit Lutfulla Safi, il faudra trancher les grandes questions : choisir les langues d'éducation, déterminer le contenu des programmes et des manuels, introduire «l'éducation par les pairs» et définir la place de la religion dans l'enseignement. Mais, sur tous ces points, «il faudra avancer avec prudence», prévient-il.

De nombreux Afghans doivent aussi apprendre des langues étrangères et s'initier à l'informatique, souligne Ed Burke, consultant de l'UNESCO à Kaboul. D'où le projet de mettre sur pied un centre d'apprentissage spécialisé, avec le PNUD et d'autres partenaires.

L'UNESCO voudrait aussi lancer un grand programme de radios communautaires. Il fournirait un accès à l'éducation de base à tous ceux, à commencer par les femmes, qui en sont totalement exclus depuis un quart de siècle.

Les Afghanes sur le fil du rasoir

Les femmes qui veulent retrouver leur place dans la société afghane ne sont pas au bout de leurs peines. Car la chute des talibans n'a pas sonné le glas des valeurs profondément conservatrices qui dominent la structure sociale. Aujourd'hui encore, peu de femmes osent affronter la rue sans *burka*.

Les Afghanes, qui représentent 60% de la population selon les estimations, sont pourtant les « premiers vecteurs de la paix, de la stabilité et du développement du pays », souligne Noeleen Hayzer, directrice exécutive du Fonds de développement des Nations unies pour la femme (UNIFEM). « Ce sont elles qui ont le plus à gagner de la chance qui s'offre au pays mais aussi le plus à perdre si le fragile équilibre intercommunautaire venait à se rompre. »

Les femmes vivent dans la peur d'une reprise des violences. Elles doivent surmonter de nombreux handicaps, à commencer par le manque d'instruction, total ou partiel, dont elles ont souffert pendant des années. Elles sont les premières à subir la précarité alimentaire et un système de santé qui compte parmi les plus pauvres du monde.

Exclues de l'activité économique par les talibans, elles ont été réduites à la mendicité en grand nombre, dès lors qu'elles n'étaient pas protégées par un homme. « La sécurité, ce n'est pas seulement le silence des armes, souligne la présidente de la Commission sur les droits humains, Sima Samar, c'est tout ce qui permet aux femmes et aux filles de vivre en paix et dans la dignité. » Elle met l'accent sur la généralisation nécessaire de la carte nationale d'identité, qui permettrait aux femmes de participer aux élections. Aujourd'hui, seulement 1% à 2% des Afghanes en ont une. Autrement dit, 98% d'entre elles n'ont pas accès à la

citoyenneté. Si rien n'est fait d'ici 2004, elles ne pourront participer au scrutin ni en tant qu'électrice ni comme candidate.

La création d'un ministère pour les femmes, fait sans précédent, marque le début d'une prise de conscience de leur inique condition. Pour autant, il ne faut pas s'attendre à des progrès rapides car ils exigent des bouleversements sociaux, économiques et politiques considérables.

Le mouvement des femmes afghanes avance sur le fil du rasoir. Il doit maintenir un équilibre précaire entre les traditionalistes et les modernistes. Sa meilleure chance de réussite, c'est l'évolution progressive de la société tout entière.



Ce sont les femmes qui ont le plus à gagner de la chance qui s'offre au pays

Les femmes veulent le micro

Une association professionnelle de femmes employées dans les médias a été créée à Kaboul avec le soutien de l'UNESCO. Ce Réseau des femmes afghanes dans les médias compte une soixantaine d'adhérentes. Il doit leur permettre d'établir des liens avec leurs collègues dans le reste du monde. « Ces femmes sont incroyables, souligne Martin Hadlow, le directeur du bureau de l'UNESCO à Kaboul, elles ont vraiment traversé des moments terribles mais maintenant, elles ont bien l'intention de s'exprimer. »

grand-angle
61



En haut : scène de la vie dans les campagnes.

Ci-dessus : dessin de femme afghane rendue aveugle et muette.

Ci-contre : dans les rues de Kaboul, très peu de femmes ont enlevé la burka.

COMMUNICATION

Les balbutiements de la presse indépendante

© Webistan/Manoocher/UNESCO



© UNESCO



© Webistan/Manoocher/UNESCO



© Webistan/Manoocher/UNESCO

Dans les locaux de l'association AINA, l'équipe de *Kabul Weekly* met la dernière main au journal, qui est ensuite vendu dans la rue.

Même si l'Etat contrôle les cinq grands journaux du pays, plus de 85 publications indépendantes paraissent aujourd'hui en Afghanistan. Consciente de l'importance d'une presse libre pour établir la démocratie et rebâtir un équilibre institutionnel au sortir d'une guerre, l'UNESCO contribue à la faire émerger (voir pages 30 à 33).

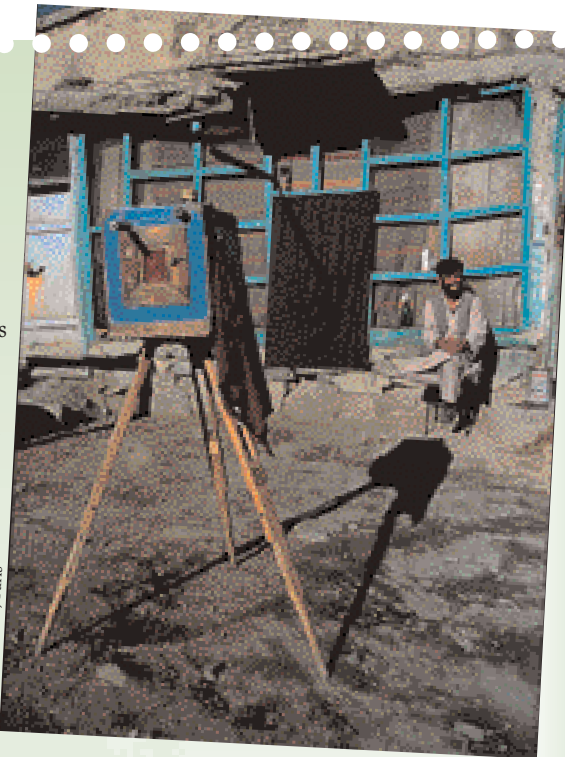
L'organisation a ainsi encouragé la relance du *Kabul Weekly*, la première publication indépendante apparue dans la capitale après la chute des talibans. Le journal était vendu dans les rues dès le 24 janvier, cinq ans après sa disparition, dès l'arrivée au pouvoir des « étudiants en religion ». L'UNESCO a aussi aidé financièrement d'autres publications indépendantes à Kaboul, dont l'agence

ARIA Press, le magazine féminin *Malalai*, le journal pour femmes *Seerat* et le magazine satirique *Zambil Eran*.

Des fonds ont été donnés à l'AINA, une ONG française pour le développement des médias indépendants, afin qu'elle facilite l'impression et la distribution des journaux et des magazines. Dès sa création, l'UNESCO a apporté son soutien au Centre de ressources pour les médias mis en place par l'AINA. Il sera équipé de matériels permettant la formation de professionnels de la radio, de la télévision et de l'imprimerie. L'UNESCO aide également la chaîne nationale de télévision, Kabul TV, en formant du personnel et en fournissant du matériel, comme une caméra numérique et une table de montage pour les programmes d'information. L'UNESCO contribue aussi à moderniser l'agence

nationale de presse Bakhtar, en installant des ordinateurs et une liaison Internet pour le réseau de l'agence, ainsi qu'en développant une base de données à partir des impressionnantes

© Reza/Webistan, Paris



archives. Un centre informatique a également été mis sur pied à la faculté de journalisme de l'Université de Kaboul : dix ordinateurs et une liaison satellite par Internet. Financé par l'UNESCO, ce centre fournit des informations de base et des outils de communication. Il devrait également proposer aux étudiants une formation sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication, en particulier aux femmes.

L'UNESCO a aussi le projet de créer des centres communautaires multimédias, pour favoriser l'accès aux informations utiles pour les projets de développement ainsi que l'enseignement à distance. Ces télécentres de l'UNESCO associent des radios en langue locale gérées par les populations avec des centres équipés de tous les outils de télécommunication: ordinateurs connectés au Net, service e-mail, téléphone, fax, photocopieurs, etc. Ces centres permettent aux villages les plus reculés d'échanger des informations avec le reste du monde. Les villageois peuvent créer leurs propres bases de données pour stocker des informations liées à leurs besoins en matière d'éducation, de santé, d'agriculture, etc. Même les analphabètes sont associés à ce travail. Ils peuvent participer à des séances de questions-réponses, au cours desquelles un animateur radio surfe sur le Net à la demande des auditeurs.

A Kaboul, un photographe attend les mariés.

L'AFGHANISTAN EN LIGNE

En surfant sur le Net, les passionnés d'Afghanistan trouveront des trésors d'informations et de nombreux liens sur la situation politique, culturelle, institutionnelle et humanitaire du pays.

Sur les activités de l'UNESCO et le rôle des Nations unies en Afghanistan :

http://portal.unesco.org/ev.php?URL_ID=1259&URL_DO=D_O_TOPIC&URL_SECTION=201&reload=1030959728

Ce portail afghan fournit informations et analyses sur l'Afghanistan, ainsi que des liens vers les organisations internationales actives dans ce pays :

<http://www.afghaninfo.org/>

Le World News Network a ouvert un site spécifique sur l'Afghanistan :

<http://www.afghandaily.com/>
De plus, sur le site principal <http://www.wn.com/>,

certaines informations sont disponibles en français.

Le site <http://www.afgha.com/> est particulièrement riche. Il a été créé en 1998 par des étudiants à des fins non lucratives.

Pour lire des informations sur la culture de l'Afghanistan, ses sites du patrimoine et ses villes, ses grands hommes, ses traditions, y compris son sport national, le Buzkashi :

<http://www.afghan-network.net/Culture/>

Pour trouver des liens vers une large gamme de sites sur l'Afghanistan, y compris ceux des médias et des organisations politiques afghanes : <http://www.world-newspapers.com/afghanistan.html>

Les amateurs de poésie, cuisine et musique afghanes trouveront leur bonheur sur : <http://www.Afghan-web.com>, qui traite aussi de l'actualité et renvoie aux pages des groupes politiques actifs en Afghanistan.

grand-angle
63

Live

Le photographe iranien Reza et le journaliste français Olivier Weber vous invitent au voyage dans *Eternités Afghanes*
Editions UNESCO/Editions du Chêne,
2002, 26,90 €



Les débuts de l'UNESCO en Afghanistan

L'Afghanistan est devenu membre de l'UNESCO le 4 mai 1948. En décembre de cette année-là, un accord fut signé entre le gouvernement et l'UNESCO, afin d'établir les termes de références et les conditions d'une mission d'experts en Afghanistan, afin d'étudier les problèmes d'éducation de ce pays. Les experts séjournèrent en Afghanistan entre le 20 août et le 28 octobre 1949. Durant leur mission, ils visitèrent des écoles dans la plupart des régions du pays. Leur rapport final fut publié en 1952, en français et en anglais (voir ci-dessous). Il soulignait l'importance à accorder à l'éducation des filles et des femmes.

Dans les années qui suivirent cette première mission, une coopération étroite se mit en place entre l'UNESCO et l'Afghanistan, en

particulier dans le secteur de l'éducation, mais aussi dans ceux de la culture et des sciences.

En 1962, une équipe de cinq experts de l'UNESCO produisit «une enquête sur l'éducation» en Afghanistan, dans laquelle ils rendirent compte des fabuleux progrès enregistrés dans ce domaine depuis 1949.

1962 : des étudiantes en médecine travaillent leurs cours à la bibliothèque de l'Université de Kaboul.



© UNESCO/Jack Ling



«En commençant son rapport, la mission [de 1949] tient à exposer ses vues sur une question qu'elle juge d'importance primordiale. Elle estime que l'éducation des jeunes filles et des femmes est une des premières questions à prendre en considération si l'on veut essayer d'instituer un système scolaire véritablement moderne en Afghanistan.

La mission se doit d'exposer franchement la situation ; elle s'en remet en toute confiance au gouvernement royal d'Afghanistan pour les mesures à prendre : ou

bien le pays assurera l'instruction des jeunes filles dans les écoles du premier et du second degré, formera des maîtresses, organisera des cours d'adultes et des cours techniques féminins, permettra aux jeunes femmes douées de recevoir une formation universitaire soit à l'intérieur du pays, soit à l'étranger, ou bien il devra se résigner à n'être qu'un pays arriéré du point de vue économique, social et culturel, par rapport aux Etats modernes du monde entier. Il n'y a pas de moyen terme.»



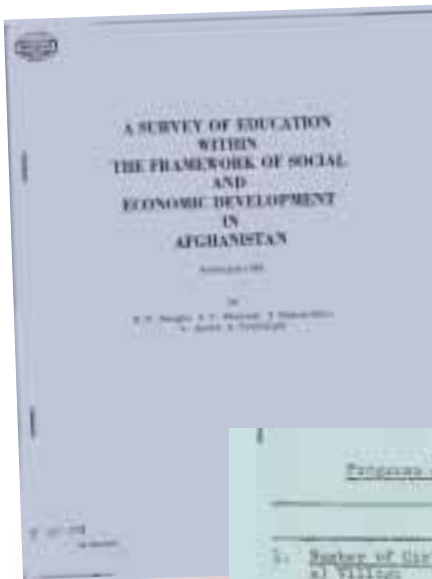


Dans une école primaire de Kaboul, en 1955.

© UNESCO/Marc Riboud



65



Les auteurs du rapport de mission de 1962 (à gauche) notent que « les progrès effectués depuis 1949 sont extraordinaires » (voir les chiffres figurant dans le tableau ci-dessous).

Et ils poursuivent : « le plus encourageant n'est peut-être pas dans les statistiques ; le plus remarquable, c'est la qualité du travail accompli dans les écoles de filles, y compris dans les provinces les plus reculées. Il y a une véritable ardeur au travail, une fierté de constater les progrès, par exemple en lecture, en écriture, en calcul ou en couture, une prise de conscience de l'importance de l'environnement, y compris de la propreté et de l'ordre, le tout étant reflété par l'amour que les filles portent à leur école et par l'enthousiasme qu'elles mettent à y aller régulièrement. Les jeunes enseignantes, aussi peu formées soient-elles, produisent des résultats tout à fait remarquables. Elles ont à coup sûr des dispositions naturelles qui pourraient, si elles sont encouragées et correctement utilisées, changer non seulement l'éducation des filles mais aussi l'éducation primaire dans son ensemble, et ceci en l'espace d'une génération ».

Table I
Progress of Girls' Education (1949-1961)

| | 1949 | 1955 | 1961 |
|---|-------|-------|--------|
| 1. Number of Girls' Schools | | | |
| a) Village | - | - | 39 |
| b) Primary | 4 | 13 | 59 |
| c) Middle | - | 2 | 3 |
| d) Secondary | 2 | 2 | 6 |
| 2. Enrollment | | | |
| a) Village | | | 4,700 |
| b) Primary | 3,000 | 5,000 | 24,000 |
| c) Middle | | 800 | 2,431 |
| d) Secondary | | 124 | 600 |
| 3. Enrollment as % of Age Group | | | |
| a) Primary | 0.56 | | 2.68 |
| b) Secondary | | | |
| 4. Enrolled Girls | 811 | 811 | 811 |
| 5. University Students | 211 | 48 | 236 |
| 6. Proportions of Girls to Total Enrollment | | | |
| a) Primary | | 88 | 148 |
| b) Middle | | 146 | 226 |
| c) Secondary | | 126 | 221 |
| d) University | | 68 | 126 |

CIAK, on tourne

« Je me souviens : nous avons quitté Saint-Petersbourg (Fédération de Russie) en hiver. J'avais peur de ce qui m'attendait dans le nouveau pays. Au début, c'est surtout la chaleur d'Israël qui m'a frappé, et les enfants qui parlaient une langue inconnue. Puis je l'ai apprise et je me suis fait des amis. »

Iliya a neuf ans. Comme des milliers d'enfants de neuf à quinze ans, il a participé au concours de fiction de 10-15 minutes et de scénarios de bande dessinée, lancé par des chaînes de télévision du monde entier, d'Israël en Chine, en passant par la Belgique, le Chili, l'Irlande, la Hongrie ou l'Italie.

Les gagnants se sont retrouvés à Trévise (Italie), du 27 mai au 2 juin. Ils y ont présenté leurs œuvres dans le cadre du Festival international CIAK (le « clap » du cinéma en italien) JUNIOR.

Conçu et organisé par Alconi, une association culturelle qui produit des programmes pour les jeunes, cet événement est

parrainé par l'UNESCO et le Conseil international du cinéma et de la télévision (CICT).

Les histoires envoyées par les enfants ont été jugées par des groupes composés de metteurs en scène, psychologues et professeurs. Six mille scénarios ont été reçus en Italie, 20 000 en Chine. En Israël, c'est *Moving*, le film d'Iliya, qui a été retenu.

Lors du festival, il a reçu le prix du meilleur groupe d'acteurs et la médaille Fellini de l'UNESCO. Mais c'est l'œuvre réalisée par deux classes de Bruges (Belgique) qui a gagné le prix du meilleur film : *Shadows* raconte l'histoire d'une adolescente, Hanne, qui devient aveugle.

Les sujets choisis par les enfants sont graves mais leur message est toujours positif : faire la paix, protéger l'environnement...

Ce festival, où les enfants sont à la fois créateurs, acteurs et spectateurs, permet de mettre en valeur le rôle de la télévision



© CIAK

dans l'éducation des enfants.

Pour Damir Dijakovic, du bureau de l'UNESCO à Venise, le CIAK JUNIOR devient « un lieu de réflexion pour ceux qui veulent voir la télévision éducative se développer ».



© CIAK

La Voix des femmes de Bamiyan

A Bamiyan, dans le nord de l'Afghanistan, une petite station de radio apporte désormais de la musique et des informations aux habitants de cette région enclavée. Cette initiative est née de la coopération entre l'UNESCO et la Voix des femmes afghanes dans les médias mondiaux, une association de femmes journalistes et de professionnelles des médias.

« L'UNESCO va aider les femmes de Bamiyan à préparer et à diffuser leurs programmes », explique Martin Hadlow, directeur du Bureau de l'UNESCO à Kaboul.

Radio Bamiyan, qui émet sur ondes moyennes, est installée dans un bâtiment gouvernemental surplombant les fameuses falaises où logeaient les Bouddhas géants, avant d'être détruits par les talibans en mars 2001.

Bien que dépourvue de studio, la station peut diffuser ses programmes, tous les jours entre 18h et 19h30, en branchant directement magnétophones et microphones sur le matériel de transmission, qui a été fourni par les forces de la coalition américaine basées à Bamiyan.

CUBES au secours du globe

Le «Earth Institute» de l'Université de Columbia (Etats-Unis) et l'UNESCO lancent un nouveau programme de recherche sur «la biosphère et la société». Intitulé CUBES, cette série de projets permettra d'aider des communautés locales dans le monde à s'adapter aux changements environnementaux et sociaux. Le programme concerne cinq grands domaines : l'eau, l'énergie, la santé, l'agriculture et la biodiversité.

Dans le cadre d'un des projets, les pratiques des bergers nomades Masai du Kenya seront comparées à celles des éleveurs des confins de l'Arizona et du Nouveau Mexique, aux Etats-Unis. Comme nombre de leurs homologues américains, les Masai abandonnent progressivement le nomadisme pour l'élevage sédentaire. Mais cette évolution entraîne des bouleversements : d'une part, des problèmes de sur-pacage et, d'autre part, la migration vers les villes des fermiers, poussés à abandonner leurs cultures traditionnelles. Mais selon d'autres avis, les pasteurs itinérants contribuent à la désertification, en détruisant la forêt et les fourrés dans leur aire de nomadisme.

Pour le moment, CUBES englobe cinq autres projets. En République démocratique du Congo (RDC), une « mise en réseau des connaissances » sera lancée pour la prévention de la malaria, la protection de l'environnement et la réduction de la pauvreté. Elle s'appuiera sur l'Ecole supérieure régionale d'aménagement intégré des forêts tropicales de l'Université de Kinshasa, un institut financé par l'UNESCO. Un autre projet sera consacré à l'élaboration d'une stratégie de réduction des conflits sur l'exploitation des ressources naturelles, dans la région du Tonle Sap : cette réserve de biosphère de l'UNESCO englobe le plus grand lac du Cambodge et ses environs. Les autres projets concernent la plaine inondable de l'Amazone, au Pérou, et l'écosystème urbain du «Cape Floral Kingdom» en Afrique du Sud. Une autre initiative pourrait être lancée sur New York, en tant que prototype de réserve de biosphère urbaine (voir le *nouveau Courrier* de mai 2002).



© Ben Lane/Cube, New York

L'Université de Columbia a créé son «Institut sur la Terre» en 1996. Son objectif est de trouver une façon de mettre la science et la technologie au service des pauvres comme des riches pour s'attaquer à divers problèmes : l'impact d'El Niño sur les pêcheurs d'anchois péruviens ou la contamination de l'eau par l'arsenic au Bangladesh, par exemple.

En mai 2001, à New York, l'Université de Columbia et l'UNESCO avaient organisé une conférence internationale sur «la biodiversité et la société», qui a

abouti à la naissance du programme CUBES, un an plus tard.

Au cours de cette conférence, neuf études de cas avaient été présentées. Elles concernaient de nouvelles formes de partenariats susceptibles de résoudre les conflits d'intérêts entre les acteurs agissant dans des environnements fragiles, comme les prairies de Chihuahua (Mexique) ou les montagnes du Yunan (Chine). Les congressistes avaient également lancé l'idée controversée de faire de New York une réserve de biosphère urbaine.

Une danseuse de bonne volonté

En juin 2002, la danseuse et chorégraphe cubaine Alicia Alonso a été nommée ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO pour «son extraordinaire contribution au développement, à la préservation et au rayonnement de la danse classique [...] et pour s'être consacrée à l'art, à travers lequel elle a contribué aux idéaux de l'UNESCO et à la fraternité des peuples et des cultures du monde», selon le directeur général

de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura. Lors d'une cérémonie qui s'est tenue au siège, la directrice du Ballet national de Cuba a qualifié sa nomination de «grand honneur mais aussi de grande responsabilité» et a

promis de travailler sans cesse à la promotion du message de l'UNESCO. Elle s'intéressera tout particulièrement aux programmes d'éducation de base ainsi qu'à la protection du patrimoine matériel et immatériel.



© UNESCO/Niamh Burke



Des jeunes contre le sida

Cet automne, l'UNESCO va signer un accord pour mener une campagne conjointe pour la paix, la compréhension et la diversité culturelle avec la Fédération mondiale des auberges de jeunesse, forte de 3,2 millions de membres. Cette fédération n'est que l'une des quelque 60 grandes organisations partenaires de l'Unité de coordination jeunesse de l'UNESCO : fédérations nationales, régionales et internationales, associations estudiantines, professionnelles, religieuses ou rurales, « poids lourds » de la vie associative comme les sociétés de la Croix et du Croissant rouges, etc. Regroupant des centaines de millions d'adhérents, ces organisations sont autant de relais pour les messages et les actions de l'UNESCO.



© Promvit Klampaiboon

Cette année, l'Association thaïlandaise des auberges de jeunesse (ATAJ) s'est associée à la Campagne mondiale contre le sida 2002-2003 dont l'UNESCO coordonne le volet concernant les jeunes. Comme tous les ans, les rues des villes thaïlandaises ont été envahies par la foule le 12 août, qui célèbre

l'anniversaire de la Reine et, depuis trois ans, la Journée mondiale de la jeunesse. Profitant de l'occasion, les membres de l'ATAJ ont défilé dans les rues de Bangkok en distribuant des brochures aux passants. « Je pense qu'au moins 40 000 personnes ont reçu notre message », déclare Promvit Klampaiboon, le directeur adjoint de l'association, qui est aussi l'un des responsables des auberges de jeunesse dans la région Asie-Pacifique.

Le même jour, au Bangladesh, des dizaines de responsables d'associations de jeunes ont participé à un séminaire sur « Le rôle de la jeunesse dans la stratégie de prévention du VIH/SIDA », en présence des ministres de l'Education et de la Jeunesse. Au Nigéria, l'ONG Eziukwu 2 Community Partners for Health, basée à Aba, a formé 150 jeunes qui formeront à leur tour d'autres jeunes aux techniques de prévention du sida. Et en République démocratique du Congo, TOMISA, un centre d'information et d'assistance pour les jeunes, a démarré une activité de conseil pour le dépistage volontaire.

L'UNESCO a choisi de cibler les jeunes pendant la Campagne

mondiale contre le sida qui, pour 2002-2003, est axée sur la lutte contre la stigmatisation et la discrimination. Aujourd'hui, une personne sur deux nouvellement infectée par le VIH a entre quinze et vingt-quatre ans, ce qui représente 6 500 jeunes par jour.

L'ignorance et les préjugés qui entourent la maladie représentent de graves obstacles au traitement et à la prévention. C'est dire si l'information est un outil essentiel : le site de l'Unité de Coordination Jeunesse de l'UNESCO* donne de nombreuses idées d'actions visant à développer l'approche culturelle de la prévention ou la dimension des droits humains dans la lutte contre la maladie.

Au quotidien, le site sert de plate-forme d'échanges entre les organisations du réseau Jeunesse. Ses « infopills », des messages fréquents et brefs, par exemple, les informent régulièrement.

Les liens de l'UNESCO avec les organisations de jeunesse ne datent pas d'aujourd'hui. En 1993, elle a signé un accord de coopération avec la Confédération internationale du voyage étudiant (ISTC), émettrice de la Carte internationale d'étudiant reconnue dans plus de 100 pays. Depuis, le logo de l'UNESCO figure sur cette Carte, détenue par 4,5 millions d'étudiants. Une autre ONG de taille, le mouvement scout international, organise sa rencontre mondiale en Thaïlande le 28 décembre prochain. Le directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, y ouvrira le Village du développement mondial.

<http://www.unesco.org/youth>
E-mail : ucj@unesco.org

Une griotte pour la paix

Le 21 juin, la chanteuse guinéenne Sayon Camara a été nommée Artiste de l'UNESCO pour la paix par le directeur général, Koïchiro Matsuura. Sayon Camara s'inscrit dans la lignée des grands griots de la civilisation mandingue. Traditionnellement, ces conteurs, poètes et musiciens remplissaient

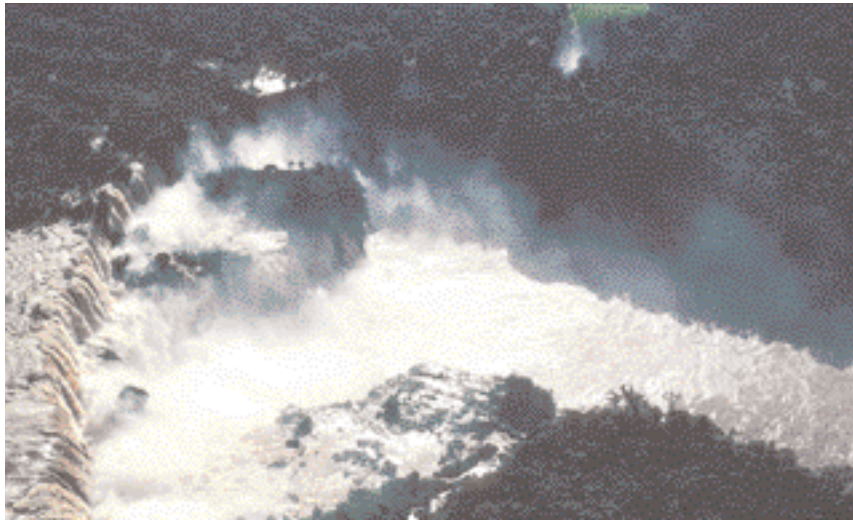
aussi les fonctions de généalogistes, chroniqueurs et diplomates. Ils s'inspirent aujourd'hui de la coutume pour composer des musiques modernes.

Sayon Camara est la première Africaine nommée Artiste de l'UNESCO pour la paix par Koïchiro Matsuura, afin de promouvoir les activités de l'organisation.



© UNESCO/Niamh Burke

Coalition pour le patrimoine naturel



UNESCO/M. Batisse

La Fondation des Nations unies (FNU) va débloquer plus de six millions de dollars pour conserver la biodiversité, en partenariat avec le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO. Ces fonds viendront s'ajouter aux 5,41 millions de dollars que des ONG ont promis d'injecter dans la gestion durable du patrimoine naturel au Brésil et en Afrique centrale.

Le Programme de développement du patrimoine mondial au Brésil sera lancé

début 2003 pour dix ans, afin de préserver les riches écosystèmes de 38 aires protégées. Le gouvernement brésilien y a investi un million de dollars. Cette initiative touchera notamment cinq sites du patrimoine mondial : le Parc national d'Iguaçu (ci-dessus), la Côte de la découverte/Réserves de la forêt atlantique, la Forêt atlantique/Réserves du sud-est, l'Aire de conservation du Pantanal et le Parc national Jau.

Les ONG partenaires de ce programme sont Nature Conservancy, Conservation International (CI) et le Fonds mondial pour la nature (WWF).

D'autre part, l'Initiative pour les forêts d'Afrique centrale concerne trois parcs nationaux dans le bassin du Congo. Ces aires forestières protégées, qui abritent de nombreuses variétés de primates, entre autres, se situent au Gabon, en République centrafricaine, au Cameroun et en République démocratique du Congo. L'objectif est d'améliorer la gestion de ces parcs et de lutter contre le commerce illicite de viande de brousse, en impliquant les populations locales dans la conservation de la forêt.

Selon une récente étude publiée par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), plus de 90% des habitats des grands singes auront disparu d'ici 2030 si le réseau routier, les mines et le braconnage continuent à se développer au rythme actuel. Cinq ONG et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) participent à cette Initiative, aux côtés des gouvernements africains et du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO.



69

Michael Schumacher, champion de l'UNESCO



© UNESCO/Niamh Burke

Le pilote automobile de Formule 1 allemand, Michael Schumacher, a été nommé le 15 avril 2002 Champion de l'UNESCO pour le sport par le directeur général de l'UNESCO, Koïchiro

Matsuura. Le quintuple champion du monde (1994, 1995, 2000, 2001 et 2002) et pilote de Ferrari depuis 1996 a mis le sport au service des enfants en détresse depuis 1995. Alors nommé Envoyé spécial

de l'UNESCO pour l'éducation et les sports, Schumacher avait fait don de la somme de 250 000 DM à l'UNESCO. Pourquoi ce geste ? Pour aider les enfants à suivre « la bonne voie », explique-t-il. « Car un enfant qui n'a aucune opportunité de se construire un avenir se retourne contre ceux qui vivent autour de lui. La plupart des problèmes posés par les adultes viennent du fait qu'ils n'ont pas reçu d'éducation et qu'ils ont perdu

confiance au cours de l'enfance ». Solution ? Le sport en est une, affirme Michael Schumacher. Parce qu'il donne un but, une possibilité de se lancer un défi, d'atteindre quelque chose. Le champion a apporté des fonds (pour un total de 1,5 million d'euros) à plusieurs projets de l'UNESCO : une école à Dakar et des aménagements dans le bidonville de Baraka, dans le cadre d'un projet mené au Sénégal par l'association Enda Tiers

Monde avec l'UNESCO ; une clinique spécifique pour les enfants victimes de la guerre à Sarajevo ; et une maison d'accueil et des possibilités d'éducation pour les enfants des rues à Lima (Pérou). « J'ai surtout envie de soutenir les projets que les autres négligent, dit-il. Certains projets vedettes attirent beaucoup de donateurs, alors que d'autres n'arrivent pas à percer. C'est ceux-là qui m'intéressent. »



Dans les sous-sols de l'Opéra Semper de Dresde, dans l'est de l'Allemagne, de nombreux manuscrits et œuvres d'art ont été endommagés par les eaux.

Dégâts



Certains quartiers du Centre historique de Prague, inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1992, ont été gravement touchés par les inondations catastrophiques d'août 2002.

des eaux





Plusieurs monuments, comme cette église de la vieille ville de Prague (XI^e-XVIII^e siècles) ont beaucoup souffert.

Dès les lendemains de la catastrophe, les travaux de restauration ont commencé à Prague. Ici, au Musée Smetana.



« Nous, à Dessau [où officiait l'école du Bauhaus], là où la Mulde se jette dans l'Elbe, nous avons l'habitude des inondations, mais cette année, c'était la catastrophe », explique Christine Lambrecht, vice-présidente de l'Association des sites allemands du patrimoine mondial. La réponse au désastre annoncé ne s'est pas fait attendre : « une solidarité incroyable ». Des milliers de pompiers et de citoyens, de tous âges et tous les milieux socio-professionnels, se sont retrouvés au coude à coude, à vider les sous-sols des monuments de la ville et à empiler les sacs de sable pour construire des digues protectrices. Grâce à cette mobilisation spontanée, le pire a été évité à Dessau.

Dans d'autres villes d'Europe touchées par les inondations d'août dernier, la population s'est également battue bec et ongles pour limiter les dégâts. Mais tout n'a malheureusement pas pu être sauvé, en particulier en République tchèque.

Dès l'annonce de la catastrophe, l'UNESCO a appelé la communauté internationale à contribuer à la réhabilitation des archives, des bibliothèques et des autres biens culturels endommagés.

Un site web d'information a été créé pour orienter les soutiens et les dons vers les institutions culturelles les plus touchées :

<http://www.unesco.org/webworld/index.shtml>.

Quelques jours après les inondations, la photothèque de l'UNESCO a envoyé la photographe Niamh Burke constater les dégâts sur les sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial ou dans les villes, comme Dresde (Allemagne), qui voudraient y entrer.

Toutes les photos sont libres de droit pour des usages non commerciaux, à condition que l'UNESCO et le nom du photographe soient mentionnés. Pour les obtenir, contactez :

a.bailey@unesco.org ou n.burke@unesco.org

Harald Marx, le directeur de la Galerie des Vieux Maîtres du Musée de Dresde, montre jusqu'où l'eau est montée.

Volker Butzmann, directeur technique de l'Opéra Semper de Dresde, dresse un premier bilan des dégâts.

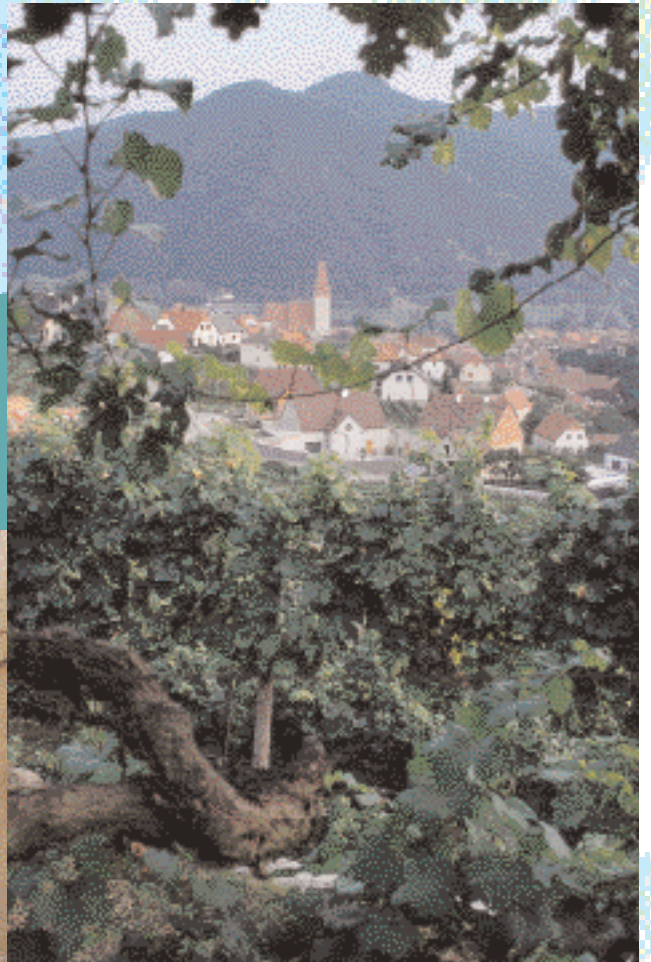
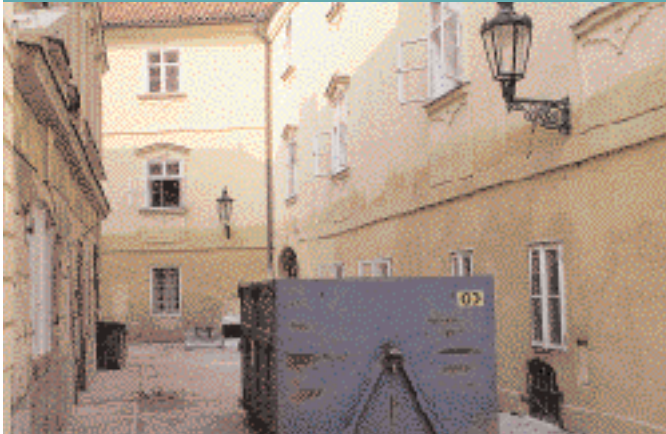


© UNESCO/Niamh Burke



Les traces de l'eau sont toujours visibles dans cette ruelle de Prague, située derrière le célèbre pont Charles.

En Autriche, le paysage culturel de la Wachau, témoin du Moyen Age, a été inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 2000.



© UNESCO/Niamh Burke



Piano endommagé dans les sous-sols de l'Opéra Semper de Dresde, suite à la crue de l'Elbe en Allemagne.

Dans la Wachau autrichienne, le long du Danube, les vignes dominent le paysage. Cette année, les vendanges seront tristes.



La photothèque de l'UNESCO en ligne : www.unesco.org/publications/photobank.asp



Immédiatement remontées dans les étages, de nombreuses œuvres du Musée de Dresde situées au rez-de-chaussée et dans les réserves ont été sauvées de justesse.

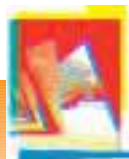
Cette œuvre d'art a été retrouvée à 30 kilomètres du jeune Musée Kampa d'art moderne de Prague, situé sur les rives de la Vltava et donc particulièrement touché par les inondations.



Un jardin d'harmonie



© UNESCO/Nina Levinthal



76

Au pied du Palais de l'UNESCO qui lui est dédié, la paix a son jardin. Créé par le sculpteur japonais Isamu Noguchi (1904-1988), ce lieu est une création originale, l'œuvre d'un artiste plutôt que le travail d'un jardinier ou d'un paysagiste. Interprétant à sa guise les canons du jardin japonais, Noguchi a donné à sa réalisation « un tour personnel » car, disait-il, la tradition japonaise « autorise la plus grande liberté ».

Pour apprécier ce jardin, « il faut y marcher », expliquait Noguchi. Sur 1700 m², les motifs se déclinent et se répondent au fil du cheminement du visiteur. On y découvre un bassin central prenant la forme de l'idéogramme signifiant « cœur pur », une passerelle fleurie

empruntée au théâtre kabuki, une lanterne porteuse du feu protecteur et purificateur, des pas japonais, un ruisseau...

L'artiste est allé choisir les rochers du jardin sur l'île de Shikoku, au Japon. Il a testé sa composition sur place, avec les margelles du bassin, le pont de pierre, les lanternes. Puis, 88 tonnes de pierres ont été acheminées vers Paris, où trois jardiniers japonais dépêchés à l'UNESCO les ont soigneusement disposées. « Tout jardinier vous dira que ce sont les rochers qui font le jardin, rappelait Noguchi. Ce sont les os du jardin ». Cerisiers, bambous, camélias et érables décoratifs ont ensuite été plantés.

Sur la fontaine – la plus haute des pierres, choisie pour la beauté de sa forme – est gravé, en caractères japonais, le mot paix (*hei wa*), calligraphié à l'envers et lisible dans son reflet sur l'eau. Épargnée lors de l'explosion de la bombe atomique, une sculpture de l'église d'Urakami, l'Ange de Nagasaki, veille sur ce lieu magique.



Visite virtuelle
du Jardin de la Paix à :

www.unesco.org/visit/jardin/



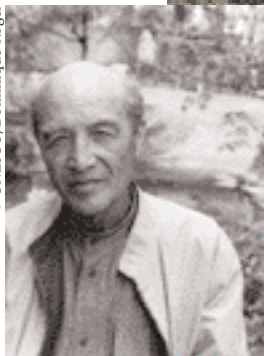
© UNESCO/Nina Levinthal



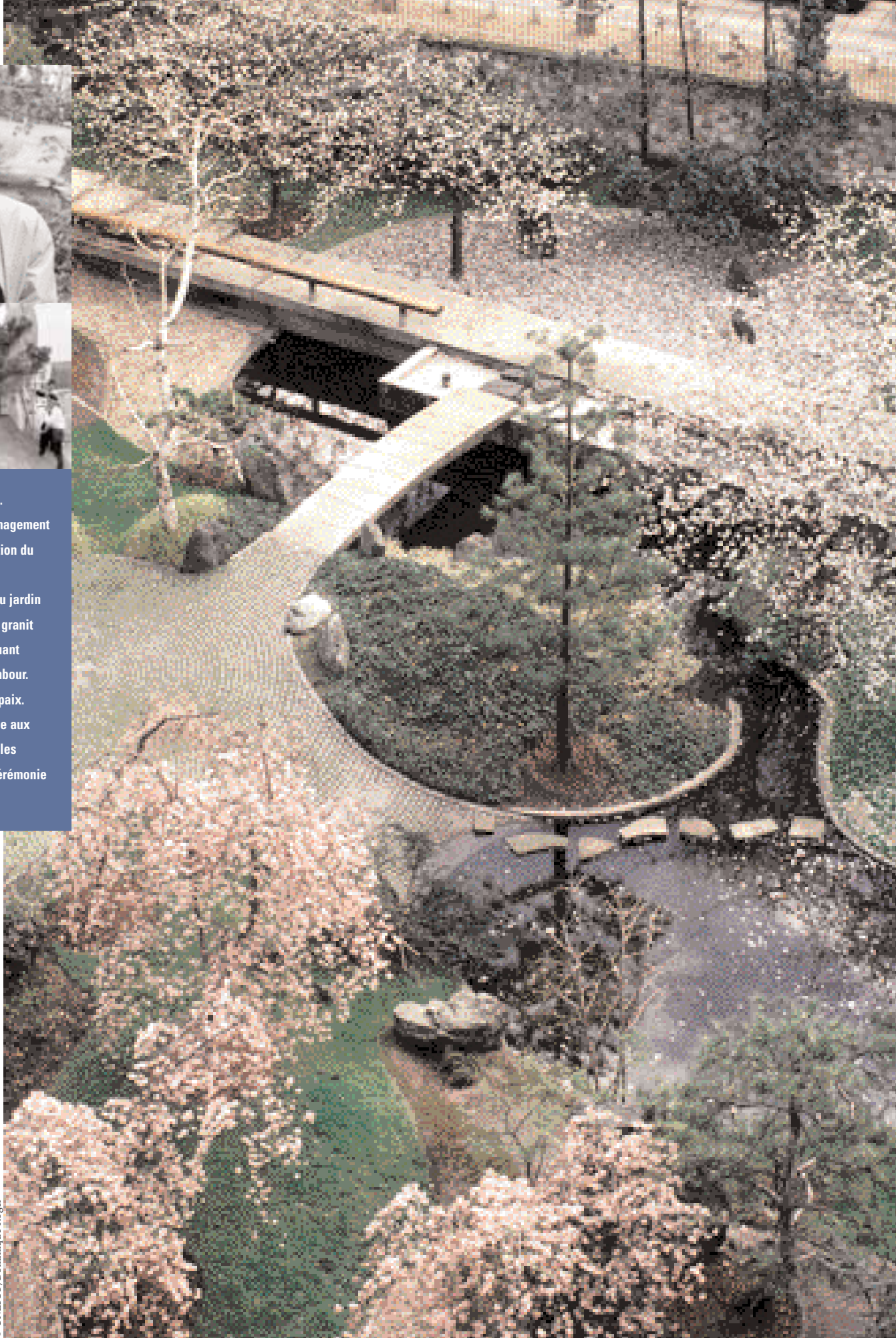
© UNESCO/Dominique Roger

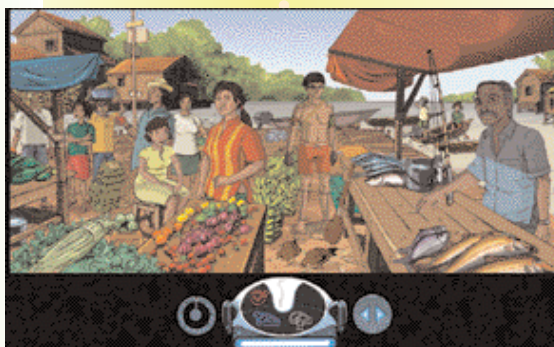


© UNESCO/Nina Levinthal



- ↑ Isamu Noguchi.
- ↑ Travaux d'aménagement lors de la création du jardin.
- ↗ Vue générale du jardin
- ↙ Pont bombé en granit composé évoquant la forme du tambour.
- ↙ Fontaine de la paix.
- ↙ Vasque destinée aux ablutions rituelles précédant la cérémonie du thé.





Si l'on décide d'utiliser ce CD-Rom comme outil pédagogique, on part du laboratoire scientifique à la découverte des mécanismes climatiques, la recherche se faisant par thèmes, mots-clés, cartes climatiques, vidéothèque ou liens Internet. Toutes ces données permettent de prendre conscience de l'évolution du climat de la Terre, des processus écologiques et de l'impact des activités humaines. Conçu avec le concours d'enseignants et de spécialistes internationaux de l'UNESCO, ce CD-Rom se prête à un usage individuel comme à un usage pédagogique en classe. Les élèves peuvent se constituer des données personnelles avec les nombreuses ressources documentaires (150 fiches pédagogiques, simulations d'expériences, nombreux liens vers des sites Internet sur l'environnement).

Cette création graphique animée allie l'univers fantastique et celui de la BD pour plusieurs heures de consultation, avec des vidéos, des films, des diaporamas, ainsi que des schémas, cartes et graphiques et aussi des jeux d'adresse et de mémoire.

A partir de neuf ans, PC/Mac, collection comportant trois CD-Rom sur le thème de l'eau (voir le nouveau Courrier, mai 2002).

39 €

Editions UNESCO / Strass Productions et GEO, 2002



Le savoir-fer africain

Dès le troisième millénaire avant l'ère chrétienne, l'Afrique a développé sa propre industrie du fer : cette découverte scientifique bouscule bien des idées reçues.

On ne pourra plus dire que l'Afrique a emprunté sa technologie du fer à d'autres cultures. Au contraire, ce continent a inventé et développé sa propre métallurgie, comme le démontre le livre *Aux origines de la métallurgie du fer en Afrique*.

Les auteurs de cet ouvrage sont des archéologues, historiens, ethnologues, sociologues mais aussi des ingénieurs, qui livrent le résultat de recherches menées dans le cadre du projet « Les Routes du fer en Afrique », lancé par l'UNESCO en 1991. En retraçant les origines du fer en Afrique, ils restituent au continent noir « ce marqueur lourd de la civilisation qui lui a été nié jusqu'à présent », selon l'expression du préfacier Doudou Diène, ancien directeur de la Division du dialogue interculturel de l'UNESCO. Selon les datations des experts, la sidérurgie africaine est contemporaine de celle du Moyen-Orient. A Egaro (Niger), elle remonte à 2 500 ans avant J.-C.

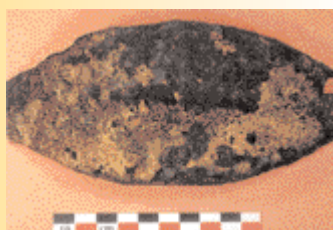
Aujourd'hui, les artisans adaptent les savoir-faire traditionnels à la fabrication d'outils modernes et les associations de forgerons se multiplient pour produire, essentiellement à partir de métaux de récupération, toutes sortes d'objets utiles à la vie quotidienne. Un nouveau souffle pour l'artisanat du fer en Afrique.

Aux origines de la métallurgie du fer en Afrique, Une ancienneté méconnue : Afrique de l'Ouest et Afrique centrale

240 p., 16 x 24 cm

22 €

Editions UNESCO, 2002



L'Art de vivre en paix

Manuel d'éducation pour une culture de la paix

Jeter les bases d'une société pacifique ne se décrète pas; cela suppose un travail en profondeur sur les valeurs, le respect de l'autre, la protection de l'environnement, le développement durable.

L'art de vivre en paix constitue une méthode de travail utilisée lors de séminaires d'éducation à la culture de la paix, destinés à des enseignants, des formateurs, aussi bien qu'à des jeunes de nombreux pays. L'UNESCO a contribué à la diffusion de cette publication pour faire connaître, partout dans le monde éducatif formel et non formel, des méthodes et des pratiques de prévention et de résolution des conflits.

Par Pierre Weil

132 p., 24 x 17 cm

13 €

Editions UNESCO / UNIPAIX, 2002

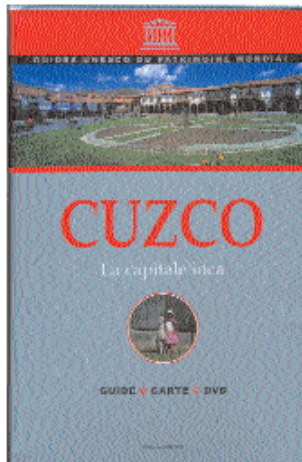
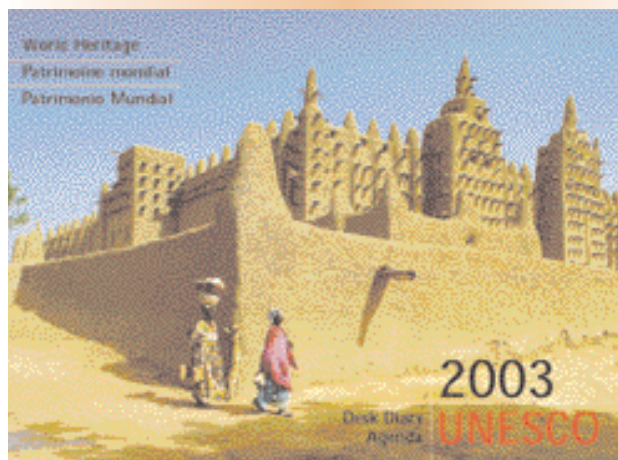


Les publications des Editions UNESCO sont en vente sur : www.unesco.org/publishing

Agenda UNESCO du Patrimoine mondial 2003

Les sites du patrimoine mondial se succèdent au fil des semaines : sites historiques chargés de mémoire, merveilles de l'art du monde, témoignages du progrès technique, prouesses spectaculaires de la nature et faunes exceptionnelles. À travers des photos et des textes synthétiques, apparaît la vision d'un monde qu'il nous appartient de protéger. Un agenda pratique et utile, fidèle outil quotidien.

140 p., 19 x 26 cm,
multilingue (anglais, français, espagnol)
18,29 €
Editions UNESCO / Ediciones San Marcos



Guides UNESCO du patrimoine mondial (Guide + carte + DVD)

Cuzco : la capitale inca

L'objectif de cette nouvelle collection de guides est d'apporter au visiteur des éléments pour apprécier chaque site dans sa dimension globale et particulière. Des itinéraires précis sont proposés, accompagnés d'informations sur la culture et la vie des populations qui ont occupé et, souvent, occupent encore le site. Chaque guide, au format de poche, contient des photos et des cartes. Il est complété par un plan du site et un DVD interactif.

Cuzco, la capitale inca est le premier volume de cette collection. « Qosqo » était la capitale du Tawantinsuyu, l'« Empire » qui s'étendait sur les neuf dixièmes du territoire sud-américain occidental. En 1533, les Espagnols entrèrent dans le pays et fondèrent la « Très Noble et Grande Ville de Cuzco ».

Par Manuel Jesús

Aparicio Vega

30 €

Editions UNESCO /

Ediciones San Marcos /

Planeta De Agostini, 2002



Droits des femmes et bioéthique

Les avancées dans le domaine des sciences médicales soulèvent des questions, souvent paradoxales, sur les relations entre la santé et les droits des femmes. Cet ouvrage, issu de la table ronde « Bioéthique et femmes » qui s'est tenue à l'UNESCO lors de la quatrième session du Comité international de bioéthique (CIB), relate l'expérience de spécialistes de terrain et de professionnels de la santé, du droit, de la gouvernance, de l'éducation et de la psychologie. Il prend en compte les différentes phases de la vie biologique et de la place des femmes dans divers contextes socio-économiques et culturels.

Sous la direction de
Lorraine Dennerstein
Traduit de l'anglais par
Françoise Arnaud-Demir
238 p., 21 x 13,5 cm
18,29 €
Editions UNESCO, 2002

Revue du patrimoine mondial



La revue *Patrimoine mondial* est destinée à tous les publics conscients des problèmes actuels d'environnement, de conservation et de sauvegarde. Publiée simultanément en trois langues (anglais, français et espagnol) et richement illustrée, elle propose des articles rédigés par des journalistes spécialisés, ainsi que des reportages sur des thèmes particuliers et sur les nouveaux sites.

En s'abonnant à la revue, les lecteurs contribuent à la conservation des sites naturels et culturels du patrimoine mondial.

Bimestriel, 80 p., 21 x 27 cm
Par abonnement (6 numéros par an) : 40 €
Editions UNESCO / Ediciones San Marcos



81



Organisation
des Nations unies
pour l'éducation,
la science et la culture

7, place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP
France

Tél. +33 1 45 68 10 00

Internet:

www.unesco.org



82

Centres de documentation

Archives (BSS/AM)

☎ (33-1) 45 68 19 50/55
Fax : (33-1) 45 68 56 17
E-mail : archives@unesco.org

Bureau des relations extérieures

☎ (33-1) 45 68 19 81
Fax : (33-1) 45 68 55 30
E-mail : m.crutescu@unesco.org

Zones côtières et petites îles

☎ (33-1) 45 68 39 34
Fax : (33-1) 45 68 58 08
E-mail : c.nollet@unesco.org

Communication

☎ (33-1) 45 68 42 67
Fax : (33-1) 45 68 55 82
E-mail : n.nguyen-van@unesco.org

Culture

☎ (33-1) 45 68 43 43
Fax : (33-1) 45 68 55 74
E-mail : culture.doc@unesco.org

Éducation

☎ (33-1) 45 68 10 29
Fax : (33-1) 45 68 56 24
E-mail : sdi@unesco.org

Information et informatique

☎ (33-1) 45 68 43 99
Fax : (33-1) 45 68 55 82
E-mail : g.mensah@unesco.org

Information sur l'UNESCO

☎ (33-1) 01 45 68 16 81
Fax : (33-1) 45 68 56 54
E-mail : p.morel-vasquez@unesco.org

Bibliothèque

☎ (33-1) 45 68 03 56
Fax : (33-1) 45 68 56 98
E-mail : library@unesco.org

MAB – L'homme et la biosphère

☎ (33-1) 45 68 40 59
Fax : (33-1) 45 68 58 04
E-mail : mab@unesco.org

Sciences naturelles

☎ (33-1) 45 68 40 17
Fax : (33-1) 45 68 58 23
E-mail : p.murugaiyan@unesco.org

Océanographie

☎ (33-1) 45 68 39 82
Fax : (33-1) 45 68 58 12
E-mail : p.boned@unesco.org

Photothèque

☎ (33-1) 45 68 16 91
Fax : (33-1) 45 68 56 55
E-mail : photobank@unesco.org

Studio Radio-TV, Archives audiovisuelles

☎ (33-1) 45 68 00 68
Fax : (33-1) 45 68 56 56
E-mail : studio@unesco.org

Sciences sociales et humaines

☎ (33-1) 45 68 39 06, 45 68 38 07
Fax : (33-1) 45 68 56 77
E-mail : dare@unesco.org

Statistiques

☎ (1-514) 343 68 80
Fax : (1-514) 343 68 82
E-mail : uis.resource-centre@unesco.org

Sciences de l'eau

☎ (33-1) 45 68 40 04
Fax : (33-1) 45 68 58 11
E-mail : ihp@unesco.org

Patrimoine mondial

☎ (33-1) 45 68 18 76
Fax : (33-1) 45 68 55 70
E-mail : wh-info@unesco.org

Coordination jeunesse

☎ (33-1) 45 68 16 54
Fax : (33-1) 45 68 57 90
E-mail : ucj@unesco.org

Bureaux de l'UNESCO

Afrique du Sud

P.O. Box 11667
The Tramshed, Pretoria 0126
☎ (271-2) 338 53 02
Fax: (271-2) 320 77 38
E-mail: pretoria@unesco.org

Allemagne

► Centre international pour
l'enseignement et la formation
techniques et professionnels
(UNESCO-UNEVOC)
Hermann-Ehlers-Strasse 10
D- 53113 Bonn
☎ + (49 2) (228) 2 43 37 00
Fax: + (49 2) (228) 2 43 37 77
E-mail: info@unevoc.de
► Institut de l'UNESCO pour
l'éducation (UIE/IUE)
Feldbrunnenstrasse 58
D-20148 Hamburg
☎ (49-40) 4480410
Fax: (49-40) 4107723
E-mail:
unesco.la-paz@unesco.org

Bangladesh

G.P.O. Box 57, Dacca
☎ (880-2) 912 34 69
Fax: (880-2) 912 34 68
E-mail: dhaka@unesco.org

Bolivie

Casilla 5112, La Paz
☎ (591-2) 20 40 09
Fax: (591-2) 20 40 29
E-mail:
unesco.la-paz@unesco.org

Bosnie-Herzégovine

UN House
Aleja Bosna Srebrena BB, 71000
Sarajevo
☎ (387-33) 497 314
Fax: (387-71 33) 497 312
E-mail: colin.kaiser@unmibh.org

Brésil

SAS Quadra 5 Bloco H Lote 6
Edifício CNPQ/IBICT/UNESCO
9º andar, 70070-914 Brasília D.F.
☎ (55-61)321 35 25
Fax (55-61 322 42 61
E-mail: brasil@unesco.org

Burundi

B.P. 1490, Bujumbura
☎ (257) 21 53 82/84
Fax: (257) 21 53 83
E-mail: bujumbura@unesco.org

Cambodge

B.P. 29, Phnom Penh
☎ (855-23) 42 62 99, 42 67 26
Fax: (855-23) 42 61 63, 42 69 45
E-mail:
phnompenh@unesco.org

Cameroun

B.P. 12909, Yaoundé
☎ (237) 22 257 63
Fax: (237) 22 263 89
E-mail: yaounde@unesco.org

Canada

► Institut de statistique de
l'UNESCO (UIS/ISU)
C.P. 6128, Succursale Centre-ville
Montréal, QC, H3C 3J7
☎ + (514) 343 6880
Fax : + (514) 343 6882

Chili

Calle Enrique Delpiano, 2058
Providencia, 3187 Santiago
☎ (56-2) 655 10 50
Fax: (56 2) 655 10 46, 655 10 47
E-mail: santiago@unesco.org

Chine

Jianguomenwai 5-15-3
Waijiao Gongyu, Beijing 100600
☎ (86-10) 65 32 28 28
Fax: (86-10) 65 32 48 54
E-mail: beijing@unesco.org

Congo

B.P. 90, Brazzaville
☎ (242) 81 18 29
Fax: (242) 81 17 80
E-mail: uhbrv@congonet.cg

Costa Rica

Apartado 220-2120
San Francisco de Guadalupe,
San José
☎ (506) 220 44 00
Fax: (506) 231 22 02
E-mail: san-jose@unesco.org

Cuba

Calzada 551 – Esq. a D
Vedado, La Havane
☎ (53-7) 33 34 38, 32 77 41
Fax: (53-7) 33 31 44
E-mail: habana@unesco.org

Équateur

Juan Leon Mera 130 y Ave.
Pattia, Edificio CFN 6to Piso,
Quito
☎ (593-2) 52 90 85, 56 13 27
Fax: (593-2) 50 44 35
E-mail: quito@unesco.org

Égypte

8 Abdul-Rahman
Fahmy Street, Garden City,
Le Caire 11511
☎ (202) 79 45 599, 79 43 0369
Fax: (202) 79 45 296
E-mail: cairo@unesco.org

États-Unis d'Amérique

2, United Nations Plaza,
Suite 900
New York, N.Y. 10017
☎ (1-212) 963 59 95,
963 59 78
Fax: (1-212) 963 80 14
E-mail: newyork@unesco.org

Fédération de Russie

Bolshoi Levshinsky per. 15/28,
blg. 2, 119034 Moscou
☎ (7-095) 202 80 97
Satellite: (7-503) 220 23 01
Fax: (7-095) 202 05 68
Satellite: (7-503) 956 36 66
E-mail: moscow@unesco.org

► Institut de l'UNESCO pour l'application des technologies de l'information à l'éducation (IITE/IITE)

8 Kedrova St. (Blg. 3)
117292 Moscow
☎ + (7-095) 129 29 90
Fax: + (7-095) 129 12 25
E-mail: info@iite.ru

France

► Institut international de
planification
de l'éducation (IIEP/IPE)
7-9, rue Eugène-Delacroix, 75116
Paris
☎ (33-1) 45037700
Fax: (33-1) 40728366
E-mail:
information@iiep.unesco.org

Gabon

B.P. 2183, Libreville
☎ (241) 76 28 79
Fax: (241) 76 28 14

Ghana
P.O. Box CT4949
Cantonments Post Office,
Accra
☎ (233-21) 765 497, 765
499
Fax: (233-21) 21 765 498
E-mail: accra@unesco.org

Guatemala
Edificio Etisa, Ofic. 7 "A"
Plaza España, Zona 9,
Guatemala City
☎ (502) 360 87 17,
360 87 27
Fax: (502) 360 87 19
E-mail: guatemala@unesco.org

Haiti
19, Delmas 60, Musseau par
Bourdon, Petion Ville
☎ (509) 511 04 60,
511 04 61, 511 04 62
Fax: (509) 511 04 68
E-mail: unescoghaiti@hainet.net

Italie
Piazza San Marco 63
I-30124 Venise
☎ (39-041) 520 99 89
Fax: (39-041) 520 99 88
E-mail: vo.culture@ntt.it
► Bureau régional européen
de l'UNESCO pour la science
Palazzo Zorzi, Castello 4930
Venise
☎ (39-041) 522 55 35
Fax: (39-041) 528 99 95
E-mail: venezia@unesco.org

Jamaïque
The Towers, 25 Dominica
Drive, 3rd Floor, Kingston 5
☎ (1-816) 929 70 87,
929 70 89
Fax: (1-816) 929 84 68
E-mail: kingston@unesco.org

Mali
Badalabougou Est
B.P. E 1763, Bamako
☎ (223) 23 34 92, 23 34 93
Fax: (223) 23 34 94
E-mail: bamako@unesco.org

Maroc
B.P. 1777 RP, Rabat
☎ (212-37) 67 03 72,
67 03 74
Fax: (212-37) 67 03 75
E-mail: rabat@unesco.org

Mexique
Pte Masaryk n.º 526, 3er piso
Colonia Polanco, 11560
Mexico, D.F.
☎ (52-5) 230 76 00
Fax: (52-5) 230 76 02
E-mail: mexico@unesco.org

Ouzbékistan
95, Amir Temur Str.,
Tashkent
☎ (998-71) 12 07 116
Fax: (998-71) 13 21 382
E-mail: tashkent@unesco.org

Pakistan
P.O. Box 2034,
Islamabad 44000
☎ (92-51) 28 73 308, 28 29
452
Fax: (92-51) 28 25 341
E-mail:
islamabad@unesco.org

Palestine
P.O. Box 2154, Ramallah
West Bank via Israel
☎ (972-2) 995 97 40
Fax: (972-2) 995 97 41
E-mail: unesco@palnet.com

Pérou
Apartado Postal 41-0192,
Lima 41
☎ (51-1) 476 98 71
Fax: (51-1) 476 98 72
E-mail: lima@unesco.org

Qatar
P.O. Box 3945, Doha
☎ (974) 86 77 07, 86 77 08
Fax: (974) 86 76 44
E-mail: doha@unesco.org

République dominicaine
Apartado Postal 25350
(Hotel El Embajador),
Santo Domingo
☎ (1-809) 221-4575, 221-4577
Fax: (1-809) 221-4581
E-mail:
santo-domingo@unesco.org

**République démocratique
du Congo**
P.O. Box 7248, Kinshasa
☎ (243) 33 424, 33 425
Fax: (243) 884 36 75
E-mail: kinshasa@unesco.org

Roumanie
► Centre européen de
l'UNESCO pour
l'enseignement supérieur
39, Stirbei Vodà Str.,
Bucarest
☎ (40-1) 315 99 56, 312 04 69
Fax: (40-1) 312 35 67
E-mail: bucares@unesco.org

Rwanda
B.P. 2502, Kigali
☎ (250) 788 47, 788 48
Fax: (250) 767 72
E-mail: kigali@unesco.org

Samoa
P.O. Box 5766
Matautu-uta Post Office, Apia
☎ (685) 242 76
Fax: (685) 222 53
E-mail: apia@unesco.org

Sénégal
B.P. 3311, Dakar
☎ (221) 823 61 75
Fax: (221) 823 83 93
E-mail: dakar@unesco.org

Mozambique
C.P. 1937, Maputo
☎ (258-1) 49 44 50, 49 34 34
Fax: (258-1) 49 34 31
E-mail: maputo@unesco.org

Namibie
P.O. Box 24519, Windhoek
☎ (264-61) 22 09 81,
Fax: (264-61) 22 36 51
E-mail: windhoek@unesco.org

Népal
Rayamajhi House, Ring Road-
Bansbari
P.O. Box 14391, Katmandu
☎ (977-1) 37 40 09, 37 40 10
Fax: (977-1) 37 30 04
E-mail: kathmandu@unesco.org

Nigeria
PMB 424, Garki, Abuja
☎ (234-9) 52 37 088
Fax: (234-9) 52 38 094
E-mail: abuja@unesco.org



© UNESCO/Niamh Burke

Inde
B 5/29 Safdarjung Enclave,
New Delhi 110 029
☎ (91-11) 671 30 00
Fax: (91-11) 671 301/2
E-mail:
newdelhi@unesco.org

Indonésie
JL. M.M. Thamrin 14
Tromolpos 1273 /JKT,
Jakarta 10002
☎ (62-21) 314 13 08
Fax: (62-21) 315 03 82
E-mail: jakarta@unesco.org

Iran (République islamique d')
No. 1076 Enghelab Avenue
Téhéran - 11338
☎ (98-21) 67 28 242
Fax: (98-21) 67 28 244
E-mail:
teheran@unesco.org

Jordanie
Wadi Saqra St., Amman
11181
☎ (962-6) 551 65 59/42 34
Fax: (962-6) 553 21 83
E-mail: amman@unesco.org

Kazakhstan
67, Tole Bi Street, 480091
Almaty
☎ (7-3272) 58 26 37/38
Fax: (7-3272) 69 58 63
E-mail: almaty@unesco.org

Kenya
P.O. Box 30592, Nairobi
☎ (254-2) 62 12 34
Fax: (254-2) 21 59 91
E-mail: nairobi@unesco.org

Liban
B.P. 5244, Beyrouth
☎ (961-1) 85 00 13, 85 00 15
Fax: (961-1) 82 48 54
E-mail: beirut@unesco.org

Suisse
Villa «Les Feuillantines»
CH-1211 Genève 10
☎ (41-22) 917 33 81
Fax: (41-22) 917 00 64
► Bureau international
d'éducation - BIE, Case
Postale 199
CH-1211 Genève 20
☎ (41-22) 917 78 00
Fax: (41-22) 917 78 01

Tanzanie (République unie de)
P.O. Box 31473, Dar-es-Salaam
☎ (255-22) 277 57 06
Fax: (255-22) 277 57 05
E-mail:
dar-es-salaam@unesco.org

Thaïlande
P.O. Box 967, Prakanong
Post Office, Bangkok 10110
☎ (662) 391 05 77
Fax: (662) 391 08 66
E-mail: bangkok@unesco.org

Uruguay
P.O. Box 859, Montevideo,
11300
☎ (598-2) 707 20 23
Fax: (598-2) 707 21 29,
707 21 40
E-mail:
montevideo@unesco.org

Venezuela
► Institut international de
l'UNESCO pour
l'enseignement supérieur en
Amérique Latine et dans les
Caraïbes (IESALC)
Av. Los Chorrocos con Calle
Acueducto, Edif. Asovincar,
Altos de Sebucán, Caracas
☎ + (58-2) 283 14 11
Fax: + (58-2) 283 14 54

Viet Nam
23 Cao Ba Quat, Hanoi
☎ (84-4) 747 0275/6
Fax: (84-4) 747 0274
E-mail: r.durand@netnam.vn

Zimbabwe
P.O. Box HG 435, Highlands,
Harare
☎ (263-4) 74 62 31
Fax: (263-4) 77 60 55
E-mail: harare@unesco.org

le nouveau Courrier
de l'UNESCO est imprimé
sur papier 100% recyclé
CyclusOffset.





GARDONS LE CONTACT

www.unesco.org